



# La rencontre des *jeunes* européens

**EYE2018 - Rapport**

**Speak up Europe!**

100 idées pour un avenir meilleur

**#EYE2018**

## REMERCIEMENTS

Les rédacteurs tiennent à remercier l'ensemble des personnes qui ont permis à ce rapport de voir le jour. Nous remercions tout d'abord les infatigables reporters sans qui ce rapport n'existerait pas. Nous remercions également les bénévoles et les stagiaires qui ont fait de cet événement une réussite. Un tout grand merci à Iris Walter, à Christina Altides, à Niamh McGovern et au reste de l'équipe de l'EYE, qui en ont facilité la réalisation, ainsi qu'à la Jeune presse européenne.

Enfin, nous tenons à remercier l'ensemble des participants et des personnes qui, par leurs idées, ont apporté leur contribution à ce rapport et qui ont fait de l'EYE un événement mobilisateur.

Manuscrit achevé en juillet 2018

Première édition

Ni le Parlement européen ni aucune personne agissant au nom du Parlement européen n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

PRINT	ISBN 978-92-846-3528-3	doi:10.2861/296990	QA-04-18-629-FR-C
PDF	ISBN 978-92-846-3532-0	doi:10.2861/370615	QA-04-18-629-FR-N

# Sommaire

Introduction .....	4
Avant-propos d'Antonio Tajani .....	5
Avant-propos de Klaus Welle .....	6
Liste des 100 idées classées par thème .....	8
Résumé des données du questionnaire .....	13
<b>1. JEUNES ET VIEUX : Suivons le rythme de la révolution numérique</b> .....	15
Travail et chômage .....	16
Les technologies .....	20
Éducation .....	23
Commentaire du Forum européen de la jeunesse .....	27
<b>2. RICHES ET PAUVRES : Pour un partage équitable</b> .....	29
Inégalités: le partage comme solution! .....	30
Révolution .....	33
Prendre son destin en main .....	37
Commentaire du Forum européen de la jeunesse .....	41
<b>3. ENSEMBLE ET SÉPARÉMENT : Battons-nous pour une Europe plus forte</b> .....	43
L'avenir de l'Europe .....	44
Élections européennes de 2019: participation et vote des jeunes .....	47
Engagement et citoyenneté .....	50
Commentaire du Forum européen de la jeunesse .....	53
<b>4. EN SÉCURITÉ ET EN DANGER : Survivre en des temps difficiles</b> .....	55
Droits de l'homme et état de droit .....	56
Créer un espace pour la société civile .....	59
Maîtriser les avancées technologiques .....	62
Commentaire du Forum européen de la jeunesse .....	65
<b>5. NIVEAU LOCAL ET NIVEAU MONDIAL : Protégeons notre planète</b> .....	68
Changement climatique et agriculteurs, énergies renouvelables, villes intelligentes et entrepreneuriat durable .....	71
Déchets alimentaires, pas de plastique, eau propre et assainissement : changer les habitudes de consommation .....	75
Commentaire du Forum européen de la jeunesse .....	79
<b>Les auteurs</b> .....	82



# Introduction

“ *Les jeunes  
ne sont pas l’avenir,  
ils sont le présent* ”

Cette affirmation n’a cessé d’être martelée pendant la Rencontre des jeunes européens. Déclarations d’intention mises à part, quel est l’apport des jeunes à l’Europe d’aujourd’hui et quelle est notre vision pour l’avenir?

On ne saurait nier que le monde a considérablement changé en quelques années. Si l’idéal que nous a légué le projet européen est un idéal de paix et de sécurité pour les citoyens qui vivent à l’intérieur de ses frontières, il est de plus en plus évident que sans action concertée, les jeunes risquent d’hériter bientôt d’une Europe bien plus instable que celle dans laquelle ils ont grandi.

Il y a néanmoins des raisons d’être optimiste. Notre existence quotidienne et nos rapports aux autres connaissent une évolution qui bouleversera certainement notre façon de gouverner à l’avenir. On accuse souvent les jeunes d’apathie et de manque d’engagement. Or, ce rapport indique que les jeunes sont informés, qu’ils ont une approche sensible de la politique et qu’ils ne manquent pas d’idées pour organiser l’avenir de façon plus juste et plus durable.

Si l’on peut être inquiet face aux multiples inconnues d’un avenir davantage marqué par les technologies – menaces pour l’emploi, atteinte aux libertés individuelles –, les jeunes sont déjà à l’avant-garde de ce changement en proposant les moyens de mener cette cinquième révolution industrielle.

L’une des idées centrales de ce rapport, qui concerne les élections européennes de l’an prochain, est très simple: impliquer les jeunes dans le processus politique. Il faut oser présenter de jeunes candidats et écouter leurs inquiétudes, leurs idées et leurs solutions.

Et si les dirigeants politiques se doivent certainement d’adopter un point de vue plus jeune sur l’avenir, les jeunes doivent quant à eux avoir confiance dans leurs idéaux de tolérance et d’optimisme face aux possibilités que ce changement nous apporte.

Les générations qui nous ont précédés ont eu beaucoup de mal à mettre en place un contrat social qui protège les intérêts du plus grand nombre. À présent, c’est à nous d’agir.

Ce rapport est ambitieux par son contenu. Si certaines idées sont marquées par davantage d’idéalisme, d’autres devraient donner de quoi réfléchir au législateur. Le rapport présente toute une série de propositions empreintes à la fois d’imagination et de réalisme: possibilités qu’offrent des technologies à peine imaginables, sécurité renforcée et sans discrimination, amélioration de l’engagement politique ou garantie qu’on ne doit pas travailler plus pour gagner moins.

Nous invitons les dirigeants politiques tout comme les jeunes à s’engager avec un esprit critique. Il s’agit d’entamer un dialogue qui débouchera sur un ensemble de valeurs et d’objectifs communs que nous souhaitons préserver ou mettre en place au cours des prochaines décennies.

En effet, l’« avenir » imaginé devient vite réalité et les jeunes font plus que jamais entendre leur voix.

**Greg Bianchi & Julie Mahlerová**  
*Rédacteurs en chef*

# Avant-propos



Pour la troisième fois, le Parlement européen a ouvert ses portes à des milliers de jeunes de tout le continent pour l'édition 2018 de la Rencontre des jeunes européens. Cette rencontre unique a permis à plus de 8 000 jeunes citoyens de s'engager dans un débat public sur l'avenir de l'Europe en alimentant, par leurs idées, les travaux de notre institution.

Elle nous a tous largement inspirés. Les rôles ayant été inversés, ce sont les jeunes qui ont mené le débat tandis que les députés les écoutaient – ils sont en effet notre présent et notre avenir.

Des discussions et des débats passionnants sur toute une série de sujets se sont succédés pendant deux jours. Partout, les jeunes étaient désireux d'être les acteurs du changement et de définir activement leur avenir.

Ces échanges sont essentiels au moment où l'Europe doit relever de nombreux défis: crise des réfugiés et des migrants, consolidation de la reprise économique ou menace terroriste de plus en plus présente. Face à ces défis, il ne s'agit pas de revenir aux frontières nationales. Au contraire, il faut élargir la coopération et la confiance, renforcer la solidarité, consolider nos valeurs européennes et affirmer les intérêts de l'Europe dans le monde grâce au multilatéralisme.

Il est clairement ressorti de la rencontre EYE que les jeunes tiennent à relever ces défis et à œuvrer pour un avenir meilleur.

Les jeunes peuvent faire la différence et je suis certain que leur contribution permettra de rendre la démocratie européenne plus vivante. Les élections européennes qui se dérouleront du 23 au 26 mai 2019 donneront l'occasion à tous les citoyens de déterminer la ligne politique de l'Union afin de préserver la prospérité, la stabilité et la paix que nous assurons depuis plus de 60 ans. En effet, c'est dans ce cadre que les citoyens européens ont pu jouir de leurs libertés.

En tant que députés européens, nous poursuivrons ce dialogue avec vous, jeunes d'Europe, et nous ferons en sorte que votre avenir s'inscrive dans une Union européenne meilleure et plus forte.

**Antonio Tajani**  
*Président du Parlement européen*



Les jeunes, les jeunes européens, sont l'avenir de l'Union européenne. Si je suis aujourd'hui un peu plus âgé que la majorité des participants à la rencontre des jeunes européens, j'étais un jeune militant plein de fougue au début de ma carrière et je reste aujourd'hui un ardent défenseur de la jeunesse. C'est pourquoi j'ai suggéré aux dirigeants politiques du Parlement de mettre en place une rencontre pour jeunes européens qui servirait d'espace de dialogue ouvert, structuré et permanent entre les députés au Parlement européen et les jeunes.

La première rencontre EYE a eu lieu en 2014 et les éditions suivantes ont rencontré un vif succès, notamment parce que les jeunes avaient été largement associés à la définition du programme. L'EYE se tient désormais tous les deux ans afin de permettre aux jeunes de présenter et d'échanger leurs idées pour une Europe meilleure. En réunissant plus de 8 000 jeunes dans cet endroit symbolique qu'est le Parlement européen, elle leur permet de se forger une identité européenne.

La rencontre des jeunes européens est l'occasion pour les jeunes citoyens actifs de marquer la politique européenne de leur empreinte et de donner leur avis sur des décisions qui affecteront leur existence.

Ce processus se poursuit bien après la rencontre. Les idées les plus innovantes présentées lors de l'EYE2018, et qui sont réunies dans ce rapport, seront présentées aux députés européens.

Les auteurs, sélectionnés avec l'aide de la Jeune presse européenne, ont illustré le foisonnement d'idées que les jeunes ayant participé à l'EYE ont présentées à Strasbourg les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2018.

Le succès de la rencontre EYE repose sur plusieurs éléments: les responsables politiques du Parlement, les services du Parlement chargés de l'organisation, les partenaires et les groupes de jeunes ayant contribué au programme, les nombreux bénévoles et, bien évidemment, la plupart des participants, qui se sont mobilisés avec enthousiasme avant, pendant et après l'événement.

Le dialogue entre les députés et les jeunes ne prend pas fin après la rencontre EYE. Il se poursuit grâce à ce rapport et aux auditions des jeunes européens qui se dérouleront en fin d'année en vue des élections européennes de 2019.

**Klaus Welle**  
*Secrétaire général du Parlement européen*



# Speak up Europe!

## Liste des 100 idées classées par thème

### 1. JEUNES ET VIEUX :

#### Suivons le rythme de la révolution numérique

- 1 Adopter l'e-portfolio pour révolutionner le recrutement
- 2 Soutenir l'éducation et la formation professionnelles et mettre en place un système de formation en alternance
- 3 Créer des services consacrés aux jeunes dans les entreprises et les institutions
- 4 Un système portable des prestations des travailleurs
- 5 Réformer la garantie pour la jeunesse
- 6 Instaurer une charte intergénérationnelle de la main-d'œuvre
- 7 Programme européen visant à répondre à l'inadéquation des compétences
- 8 Créer une agence européenne de la robotique et un label de conformité robotique
- 9 Réglementer l'usage militaire de l'intelligence artificielle
- 10 Créer une plateforme européenne de financement participatif
- 11 Investir dans les technologies de la culture et du patrimoine
- 12 Créer une analyse d'impact européenne des robots
- 13 Créer un média paneuropéen
- 14 Esprit d'entreprise et compétences non techniques
- 15 Utiliser Erasmus pour enrayer l'exode rural
- 16 Formation aux compétences de la vie courante
- 17 Promouvoir la curiosité, l'épanouissement personnel et la responsabilité
- 18 Introduire des cours de « réponse à un défi » pour encourager les élèves les plus créatifs
- 19 Collaboration entre écoles sur des projets
- 20 Instruments de lutte contre l'exclusion numérique et en faveur de la santé mentale

## 2. RICHES ET PAUVRES : Pour un partage équitable

- 21 Un revenu universel pour combler les inégalités
- 22 Promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
- 23 Un revenu de base, mais pas universel
- 24 Fiscalité et droit du travail: une seule loi pour tous dans toute l'Union
- 25 L'accès aux soins de santé pour les personnes transgenre
- 26 À bas la taxe rose
- 27 Défendre les droits de l'homme dans le secteur du textile
- 28 Des formations accessibles dans toute l'Europe
- 29 Pour plus de diversité dans les rencontres EYE
- 30 Un impôt sur les robots !
- 31 Empêcher l'évasion fiscale
- 32 Un Parlement Européen qui reflète la diversité du continent
- 33 Faites plutôt notre bonheur ! Contre le PIB comme seule mesure de progrès
- 34 Rendre les zones rurales plus attractives pour la jeunesse
- 35 Autonomiser et intégrer les réfugiés au système éducatif national
- 36 Dispenser une éducation sexuelle complète
- 37 Soutenir l'entrepreneuriat social et l'économie collaborative
- 38 Des mécanismes de protection nationaux pour les journalistes en Europe
- 39 Promouvoir la langue des signes
- 40 Créer des logements de transition

### 3. ENSEMBLE ET SÉPARÉMENT :

#### Battons-nous pour une Europe plus forte

- 41 Continuer à offrir des opportunités d'éducation au Royaume-Uni après le Brexit
- 42 Créer une journée européenne des réfugiés
- 43 Investir dans l'aide extérieure et utiliser la diplomatie pour endiguer les flux migratoires
- 44 Encourager davantage d'échanges entre l'Europe et la Turquie
- 45 Mettre en place un système volontaire pour créer des liens entre les migrants et les Européens
- 46 Renforcer les frontières extérieures et le partage des données
- 47 Encourager les jeunes à se présenter aux élections
- 48 Utiliser les médias sociaux pour informer les jeunes sur le vote
- 49 Créer une séance de questions/réponses annuelle entre les dirigeants de l'Union et les jeunes
- 50 Uniformiser l'âge requis pour se présenter aux élections
- 51 Vote électronique anticipé pour encourager les élections
- 52 Faire passer l'âge légal du vote aux élections européennes à 16 ans
- 53 Utiliser les entreprises et les applications pour diffuser les messages au sujet du vote
- 54 Relier l'Europe aux plateformes nationales pour favoriser l'engagement
- 55 Développer l'initiative citoyenne européenne
- 56 Promouvoir les langues classiques et l'histoire européenne
- 57 Créer une plateforme permettant aux réfugiés qualifiés d'exercer des fonctions éducatives
- 58 Introduire la politique dans les cours d'éducation civique
- 59 Financer un « identifiant jeune » offrant un rabais sur les sites culturels
- 60 Créer une initiative mobile de chefs d'établissement

## 4. EN SÉCURITÉ ET EN DANGER :

### Survivre en des temps difficiles

- 61 Ouvrir la voie en appliquant la résolution 2250 des Nations Unies sur la jeunesse
- 62 Donner la priorité aux droits de l'homme dans les accords commerciaux
- 63 Donner à la justice une dimension européenne
- 64 Lutter contre l'exclusion pour mettre fin à l'extrémisme
- 65 Faire des médias sociaux un service public
- 66 Encourager une coopération militaire accrue
- 67 Créer des couloirs humanitaires pour les réfugiés
- 68 Créer une base de données paneuropéenne « transparence »
- 69 Protéger les lanceurs d'alerte
- 70 Formation des services de police pour faire face aux crimes de haine en ligne
- 71 Créer un fond pour les jeunes candidats
- 72 Déclaration des droits en ligne
- 73 Formation obligatoire aux premiers secours
- 74 Garantir la transparence dans les sports
- 75 Intégrer et harmoniser la cybersécurité
- 76 L'enseignement de la cybersécurité doit devenir la norme
- 77 Encourager la coopération européenne dans le domaine du renseignement
- 78 Promouvoir l'enseignement de la biologie moléculaire et cellulaire
- 79 Investir dans la technologie de l'édition des gènes
- 80 Créer un antivirus gratuit pour les citoyens de l'Union européenne

## 5. NIVEAU LOCAL ET NIVEAU MONDIAL :

### Protégeons notre planète

- 81 Créer un programme européen de végétalisation des toits
- 82 La diplomatie verte pour négocier le climat en tête
- 83 Féminisme dans la lutte contre le changement climatique
- 84 Soutien aux jeunes agriculteurs et aux nouvelles technologies
- 85 Moins de subventions au secteur de la viande
- 86 Promouvoir la biodiversité et des normes plus élevées pour les animaux d'élevage
- 87 Aider les ménages qui ont un mode de vie durable à revendre de l'énergie au réseau
- 88 Fixer un calendrier pour mettre un terme à l'utilisation des combustibles fossiles et limiter les pertes d'emplois
- 89 Promouvoir une communauté et un marché de l'énergie européen
- 90 Renforcer les infrastructures d'envergure européenne et une politique commune des transports
- 91 Villes intelligentes et transports publics
- 92 Soutenir l'entrepreneuriat et les projets écologiques
- 93 Promouvoir le recyclage des appareils électroniques
- 94 Promouvoir le principe de « zéro plastique »
- 95 Financer le nettoyage des déchets plastiques qui polluent les océans
- 96 Une nouvelle culture pour les magasins d'alimentaire et la fiscalité
- 97 Rendre la réduction du gaspillage alimentaire légale et obligatoire
- 98 Simplifier les démarches pour les dons alimentaires
- 99 Enseigner la durabilité à l'école
- 100 Développer un système d'utilisation des eaux de pluie pour les sanitaires

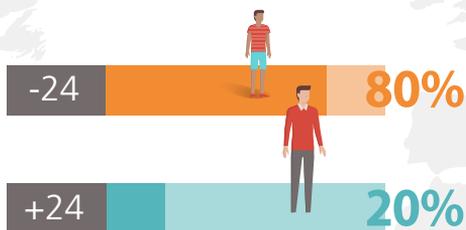
# Résumé des données du questionnaire<sup>1</sup>

**SUR LES 943 PERSONNES AYANT RÉPONDU À NOTRE QUESTIONNAIRE**



## ÂGE

La majorité des répondants qui font partie d'une organisation de jeunesse (80 %) ont moins de 24 ans.



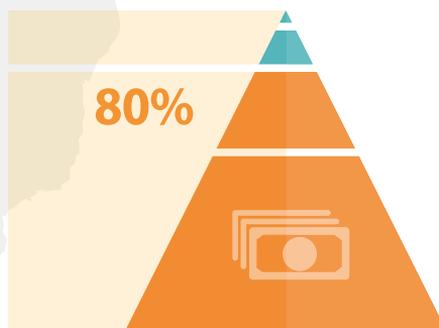
## À L'ÉTRANGER



67 % des répondants se disent « tout à fait » intéressés par l'idée de travailler, vivre et étudier dans un pays autre que le leur.



## OPINION



80 % des personnes interrogées pensent que les jeunes bénéficient soit complètement, soit en grande partie, de l'Union européenne. Les autres sont sans opinion ou en désaccord.

<sup>1</sup> 943 répondants de 28 États membres de l'Union européenne. Enquête réalisée entre le 12 mars et le 19 avril 2018. Le questionnaire a été communiqué aux participants de l'EYE et du Forum européen de la jeunesse.



## PRÉOCCUPATIONS



Dans toute l'Union,  
les personnes interrogées  
sont surtout préoccupées par



l'immigration **29%<sup>2</sup>**  
et les problèmes sociaux



mais aussi par  
l'environnement **20%**



et les  
inégalités **18%**

<sup>2</sup> La question était ouverte, ce qui signifie que la réponse pouvait porter sur n'importe quel aspect de l'immigration (par exemple si nous faisons assez pour aider les réfugiés, s'il faut renforcer les contrôles aux frontières, etc.) et ne démontrait pas nécessairement une opposition à l'immigration.

# 1. JEUNES ET VIEUX:

## Suivons le rythme de la révolution numérique

Nous vivons dans un monde où il est de plus en plus difficile d'être jeune. Bien entendu, beaucoup de choses se sont améliorées par rapport au passé: les conflits pan-européens ne sont plus qu'un mauvais souvenir, l'accès à l'enseignement est généralisé et les jeunes en Europe ont généralement de bonnes conditions de vie. Pourtant, les inégalités entre les générations se creusent. Selon Eurostat, les taux de chômage des jeunes sont généralement beaucoup plus élevés que les taux de chômage des autres groupes d'âge, et beaucoup d'entre eux ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ou de formation<sup>3</sup>. La numérisation transforme le monde du travail en exigeant de nouvelles compétences et en ouvrant de nouvelles perspectives. Les méthodes de travail sont plus fluides, ce qui permet de la flexibilité mais comporte également des risques: mode de vie précaire et accès limité à la protection sociale.

En parallèle, l'automatisation et la robotique font des pas de géant dans tous les domaines. Il ne fait aucun doute que les machines améliorent de nombreux aspects de la vie humaine, par exemple dans les domaines de la médecine et de l'automobile, mais elles suscitent aussi des interrogations d'ordre éthique et pratique, avec notamment la crainte qu'elles ne détruisent les emplois. Certains ont mis en garde contre des scénarios dignes de la science-fiction, dans lesquels l'intelligence artificielle (IA) risquerait de menacer l'existence même de l'espèce humaine. La numérisation est associée à un grand nombre de mythes et de peurs, ce qui laisse à penser qu'il reste des interrogations d'ordre éthique et normatif qui exigent des réponses. Dans ce contexte, les systèmes éducatifs ne sont pas équipés pour pouvoir s'adapter à des changements sociétaux et technologiques aussi rapides; il manque souvent aux écoles et aux universités les ressources, la préparation et l'état d'esprit nécessaires pour aider leurs élèves et leurs étudiants à trouver le juste équilibre entre les compétences techniques et non techniques requises pour entrer sur le nouveau marché du travail numérisé. Il en résulte souvent un décalage entre les capacités qu'ils peuvent proposer et celles que demandent les employeurs.

L'impact social de toutes ces tendances combinées est à la fois extrêmement complexe et un rien dangereux. Les jeunes étudient plus longtemps et accèdent plus tard à un emploi stable, ce qui retarde leur indépendance financière. Ils commencent à contribuer plus tardivement et d'une manière plus sporadique au régime de retraite, ce qui signifie qu'ils ne sont pas en mesure de cotiser autant aux programmes de sécurité sociale, notamment pour les soins de santé des seniors jusqu'à un âge avancé. L'espérance de vie a augmenté, mais en même temps, le taux de natalité n'a cessé de baisser; il y a donc de moins en moins de ressources pour garantir une vie confortable à la population vieillissante.

La pauvreté est en hausse chez les jeunes, un élément qui, combiné au chômage, menace non seulement leur statut de contribuable mais aussi leur bien-être psychologique. Selon une étude publiée en 2016 par McKinsey Global Institute<sup>4</sup>, il s'agit de la première génération dans l'histoire à être moins bien lotie que ses parents, un fait reconnu comme ayant des conséquences potentiellement destructrices pour l'ensemble du système dans lequel nous vivons. La priorité doit être accordée aux jeunes dans tous les domaines et toutes les institutions, aux niveaux local, national et européen. Ce serait un début, mais quelles mesures devraient être prises pour améliorer le marché du travail, les évolutions technologiques et les systèmes éducatifs en Europe afin de garantir que les jeunes puissent en bénéficier ? À l'occasion de l'édition 2018 de la rencontre EYE, plus de 8 000 jeunes se sont réunis pour débattre de ces thèmes. Les jeunes sont anxieux, mais ambitieux. L'heure est venue pour les responsables politiques de se rallier à cette jeunesse d'esprit.



Instagram: @cinnavox

<sup>3</sup> Eurostat, « Unemployment statistics », Eurostat Statistics explained, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment\\_statistics#Recent\\_developments](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics#Recent_developments) (consulté en juillet 2018)

<sup>4</sup> Richard Dobbs et al., « Poorer than their parents? Flat or falling incomes in advanced economies », McKinsey Global Institute, juillet 2016, <https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Employment%20and%20Growth/Poorer%20than%20their%20parents%20A%20new%20perspective%20on%20income%20inequality/MGI-Poorer-than-their-parents-Flat-or-falling-incomes-in-advanced-economies-Full-report.aspx> (consulté en juin 2018)

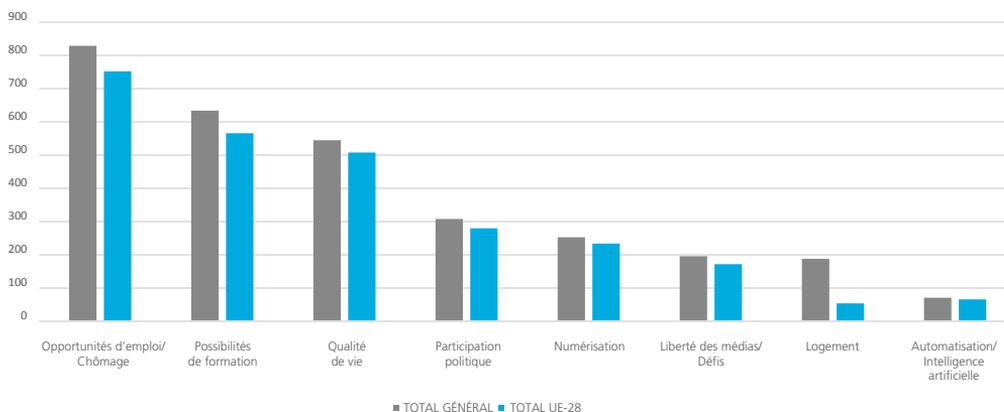
## TRAVAIL ET CHÔMAGE

**Les conséquences de la crise financière de 2008 ont frappé certains groupes, notamment les jeunes, plus durement que d'autres tranches de la population. En 2017, le taux de chômage des jeunes de l'UE 28 s'élevait en moyenne à 16,8 % (Eurostat), soit plus ou moins le même pourcentage que dix ans plus tôt (15,8 %)⁵.**

Les jeunes ont été particulièrement touchés pendant la crise financière. Avec une amélioration ces dernières années, les chiffres de l'emploi n'atteignent que de justesse les niveaux d'avant la crise et, au cours du premier trimestre de 2013, le chômage des jeunes s'élevait à 23,9 %. Les taux de chômage varient d'un pays à l'autre, de 6 % en Allemagne à 42 % en Grèce, ce qui indique clairement que les jeunes de l'Europe méridionale et orientale rencontrent plus de difficultés pour accéder au marché du travail. En outre, le pourcentage de ceux qui ne travaillent pas ou n'étudient pas est en augmentation: en 2017, selon Eurostat⁶, presque 17 millions de jeunes âgés de 20 à 34 ans ne travaillaient pas et ne suivaient pas d'études ou de formation, soit au total presque un jeune sur cinq (18,3 %). En outre, en faisant la distinction entre ceux qui sont considérés comme salariés et sans emploi, on oublie généralement de compter ceux qui, même s'ils travaillent, sont sous-employés, travaillent illégalement ou sont sous-payés. Le travail précaire est en augmentation, aggravé par l'économie dite « des petits boulots » qui propose des emplois temporaires; le concept de flexicurité (flexibilité et sécurité) n'a pas encore fait ses preuves et, même si toujours davantage de jeunes travaillent, ils restent pauvres (un jeune Européen sur trois, d'après Eurostat)⁷. Les nouvelles formes d'emploi imposent la flexibilité, qui est trop souvent un choix forcé plutôt qu'une option libre, ce qui entraîne de nouveaux phénomènes préoccupants tels que les « SINK » (« Single Income, no Kids », ou « Revenu unique sans enfants »), une expression qui fait référence aux jeunes couples actifs dont les revenus additionnés équivalent à peine à un salaire unique « décent ». Tous ces aspects affectent la capacité des jeunes à accéder à un ensemble spécifique de droits sociaux, tels que le logement, le travail et la formation.

Pour contrebalancer ces tendances, l'Union européenne a mis en place des mesures telles que la garantie pour la jeunesse⁸ et l'initiative pour l'emploi des jeunes⁹. Ces actions sont considérées comme énergiques pour faire face à la crise de l'emploi des jeunes; toutefois, selon l'organisation Caritas (2018), les réponses européennes se caractérisent par une certaine fixation sur l'emploi et l'employabilité, et semblent être axées davantage sur la quantité plutôt que sur la qualité de l'offre¹⁰. En outre, elles ne parviennent pas toujours à toucher les groupes fortement marginalisés et ne prévoient pas de mesures de protection. Les stages non rémunérés en sont un exemple classique. « Maintenant que la reprise économique semble s'accélérer, il est temps de remédier à cette situation en garantissant la qualité de l'emploi et de l'apprentissage » selon Caritas. En effet, l'une des principales aspirations des jeunes est d'avoir des conditions de travail équitables, à commencer par le salaire.

### JEUNES ET VIEUX – PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER PAR LES JEUNES EUROPÉENS



⁵ Eurostat News Release, « Unemployment in the EU regions in 2017 », <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8830865/1-26042018-AP-EN.pdf/bb8ac3b7-3606-47ef-b7ed-aadc4d1e2aae> (consulté en juin 2018)

⁶ Eurostat, « Statistics on young people neither in employment nor in education or training », Eurostat Statistics explained, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Statistics\\_on\\_young\\_people\\_neither\\_in\\_employment\\_nor\\_in\\_education\\_or\\_training](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Statistics_on_young_people_neither_in_employment_nor_in_education_or_training) (consulté en juin 2018)

⁷ Eurostat, « Young people - social inclusion », Eurostat Statistics explained, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Young\\_people\\_-\\_social\\_inclusion](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Young_people_-_social_inclusion) (consulté en juin 2018)

⁸ Commission européenne, « Garantie pour la jeunesse », <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1079&langId=fr> (consulté en juillet 2018)

⁹ Commission européenne, « Initiative pour l'emploi des jeunes », <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1176&langId=fr> (consulté en juin 2018)

¹⁰ Caritas Europa, « Europe's youth. Between hope and despair », <http://www.caritas.eu/sites/default/files/caritas-europesyouth-en-web.pdf> (consulté en juin 2018) EYE2018 - Rapport

## 1. ADOPTER L'E-PORTFOLIO POUR RÉVOLUTIONNER LE RECRUTEMENT

*Imen & Simone*

Donner un sens à son travail, c'est aussi donner un sens à sa vie. Il faut changer les méthodes de recrutement dans les entreprises. Le CV, c'est dépassé! Un moyen pratique d'atteindre cet objectif serait que l'Union encourage l'utilisation de l'e-portfolio – une nouvelle forme de CV – pour une nouvelle façon de se présenter dans l'Union européenne.

Cela permettrait de relier les personnes et les emplois de façon plus dynamique, de faire la preuve de compétences individuelles et d'exploiter de nouveaux outils pédagogiques (notamment pour les enseignants), ainsi que d'améliorer et d'enrichir les plateformes ESCO (aptitudes, compétences, certifications et professions européennes) lors de la recherche d'un emploi. Les portefeuilles électroniques fonctionnent par la présentation, aux entreprises, de propositions indiquant « voici ce que je peux apporter à votre entreprise ».

Une telle solution encouragerait les jeunes à réfléchir activement et expressément à l'emploi qu'ils souhaitent tout en motivant les employeurs. Elle améliorerait également l'interaction entre aptitudes, compétences et certifications du point de vue de leur valeur ajoutée. Enfin, elle permettrait d'améliorer la visibilité du marché de l'emploi et de faciliter la recherche d'un emploi ou d'un collaborateur.

L'Union européenne pourrait devenir leader en stimulant la création de portefeuilles électroniques et en s'efforçant de créer une base de données centralisée dans laquelle les demandeurs d'emploi pourraient régulièrement actualiser leurs progrès et se porter candidats à un poste de façon plus rationnelle et plus ciblée.

## 3. CRÉER DES SERVICES CONSACRÉS AUX JEUNES DANS LES ENTREPRISES ET LES INSTITUTIONS

*Ana*

J'estime qu'il serait utile que l'ensemble des entreprises, des institutions nationales et publiques et des organisations gouvernementales et non gouvernementales disposent d'un service consacré aux jeunes. Ce service définirait un programme permettant aux jeunes d'exercer un emploi correspondant à leur profil. Ces programmes inciteraient les jeunes à participer et à acquérir ainsi une expérience professionnelle.

Les critères d'acceptation des jeunes dans ces programmes seraient la motivation, les résultats scolaires et la personnalité. Idéalement, les institutions universitaires devraient coopérer avec les entreprises et les autres organisations pour définir ces programmes afin de mieux combiner théorie et pratique.

Cela présenterait un avantage pour les deux parties: les employeurs disposeraient du personnel adéquat pour leur entreprise ou leur institution en leur apprenant les compétences nécessaires pendant le stage tandis que les jeunes pourraient faire leurs preuves et décrocher un emploi.

## 2. SOUTENIR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE FORMATION EN ALTERNANCE

*Thomas*

L'éducation et la formation professionnelles sont de plus en plus souvent considérées comme un moyen de combler l'écart entre le système éducatif et le monde du travail. Elles permettent une plus grande flexibilité dans l'acquisition de nouvelles compétences et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale et un éventuel changement de carrière. Elles tiennent également compte de la santé mentale en évitant de longues périodes de chômage. Les difficultés que peuvent poser l'éducation et la formation professionnelles, comme l'éloignement des établissements scolaires ou le coût du matériel et du transport, doivent être réglées.

Une solution serait d'adopter un système de formation en alternance paneuropéen sur le modèle de celui qui existe en Allemagne. Les élèves allemands combinent présence à l'école et apprentissage sur le terrain grâce à la formation professionnelle. Ils sont accueillis par des entreprises et y apprennent un métier sur place tout en étant payés.

Ce système aiderait les jeunes tout comme les entreprises, qui en tireraient avantage en engageant les jeunes qu'elles ont formés.



## 4. UN SYSTÈME PORTABLE DES PRESTATIONS DES TRAVAILLEURS

*Daniel*

Je propose d'adapter les nouvelles formes de travail flexible en les dotant de la sécurité économique et de la protection sociale. L'Union européenne devrait mettre en place un système « portable » de prestations à l'intention des travailleurs. Comment fonctionnerait-il ? Le programme créerait des comptes individuels qui suivraient les travailleurs tout au long de leur carrière et qui leur permettraient de changer la nature, la structure et l'intensité de leur travail tout en continuant d'avoir accès aux prestations sociales.

Les affirmations traditionnelles – l'apprentissage prend fin autour de vingt ans, la carrière ne progresse plus après quarante ans, on arrête de travailler autour de la soixantaine – étant de moins en moins vraies, la notion d'« emploi à vie » n'existe plus. Par conséquent, il est essentiel de mettre en place les conditions indispensables aux diverses formes de travail flexible.

Les nouvelles formes de travail permettent déjà d'accroître la flexibilité des entreprises qui savent tirer parti de l'expertise existante à l'extérieur et des travailleurs qui savent adapter leur carrière à leurs préférences personnelles. Or, le travail flexible ne doit pas se faire au détriment de la sécurité économique. Le système proposé permettrait de disposer de cette garantie.

Pour qu'il fonctionne, l'Union européenne devrait agir en tant que médiateur en réunissant les parties prenantes afin de définir qui contribuera financièrement et à quel niveau, qui peut administrer un tel programme et quelles sont les mesures de réglementation nécessaires pour qu'un tel modèle voie le jour.

## 5. RÉFORMER LA GARANTIE POUR LA JEUNESSE

*Idée émise lors d'un atelier*

L'Union européenne devrait envisager de réformer la garantie européenne pour la jeunesse afin de l'axer sur la qualité de l'emploi et non plus sur la quantité. Seules les offres qui donnent une garantie d'emploi stable aux jeunes pendant une période d'au moins 18 mois devraient être subventionnées.

Le professeur Bjørn Hvinden, responsable du projet EU Negotiate, qui tente de mesurer les effets de l'emploi temporaire et précaire sur les jeunes travailleurs, a affirmé que les employeurs de certains États membres de l'Union avaient été subventionnés pour créer des emplois de mauvaise qualité n'apportant que très peu d'avantages à long terme. Son étude indique que les formes d'emploi de mauvaise qualité nuisent non seulement à la qualité de vie et à la santé mentale des jeunes, mais qu'elles risquent aussi de rendre ceux-ci moins intéressants pour les employeurs<sup>11</sup>.

La réforme de la garantie européenne pour la jeunesse permettrait de réduire le stress et le caractère nuisible de l'emploi précaire.

## 6. INSTAURER UNE CHARTE INTERGÉNÉRATIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

*Idée émise lors d'un atelier*

L'Union européenne devrait instaurer une charte intergénérationnelle de la main-d'œuvre afin de tirer parti des compétences de chaque génération et de rendre le lieu de travail plus harmonieux. Elle reconnaîtrait ainsi les multiples pressions qui pèsent sur les différentes générations, comme l'inadéquation des qualifications, notamment en termes de compétences et de formation, et tirerait parti de leurs talents combinés pour répondre à des problèmes communs. Ainsi, alors que les jeunes sont souvent considérés comme doués pour certains aspects technologiques, les travailleurs plus âgés peuvent communiquer les connaissances qu'ils ont acquises au fil des ans dans l'entreprise ou suggérer des solutions qui ont fait leurs preuves par le passé.

La charte intergénérationnelle de la main-d'œuvre serait un code de pratique volontaire qui engagerait les entreprises à exploiter les compétences combinées de leurs travailleurs appartenant à des générations différentes en encourageant les pratiques telles que le tutorat intergénérationnel ou le mentorat inversé, par lequel les jeunes partagent leurs connaissances avec leurs collègues plus âgés.

Bientôt, pour la première fois dans son histoire, la main-d'œuvre européenne comportera des personnes appartenant à cinq générations différentes<sup>12</sup>. Chaque génération a été façonnée par des expériences différentes et possède des atouts et des faiblesses propres tout en ayant un point de vue spécifique sur la vie professionnelle. Ces groupes, qui devront travailler ensemble dans de grandes organisations, risquent d'aller chacun dans des directions différentes.

Les organisations qui adhèrent à la charte pourraient également s'engager à mettre en place une main-d'œuvre affichant un meilleur équilibre entre les diverses générations en procédant à des adaptations permettant aux travailleurs âgés de rester plus longtemps à leur poste (notamment en transformant leurs locaux et en instaurant plus de flexibilité) et en permettant aux jeunes travailleurs de concilier plus facilement leur vie professionnelle avec d'autres responsabilités telles que la prise en charge d'enfants ou de parents âgés.

Des mesures d'incitation et de reconnaissance pourraient être accordées aux organisations qui adhèrent à la charte. De même, l'Union européenne pourrait chercher à impliquer les entreprises dans ce processus en créant un réseau présentant les bonnes pratiques qui permettent d'assurer l'équité entre les générations.

<sup>11</sup> Teresa Küchel, « EU youth unemployment: some jobs are worse than being unemployed », Nordic Labour Journal, <http://www.nordiclaborjournal.org/nyheter/news-2017/article.2018-01-15.4801052502> (consulté en juin 2018)

<sup>12</sup> Bentley University, « Multi-Generational Impacts on the Workplace », <https://www.bentley.edu/files/2017/11/01/Bentley%20CWB%20Generational%20Impacts%20Research%20Report%20Fall%202017.pdf> (consulté en juillet 2018)

## 7. PROGRAMME EUROPÉEN VISANT À RÉPONDRE À L'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES

Daniel

L'Union européenne devrait élargir les initiatives et les mécanismes de financement qui encouragent l'apprentissage tout au long de la vie (comme la stratégie pour les nouvelles compétences en Europe) en instaurant un programme européen visant à répondre à l'inadéquation des compétences. Cela pourrait prendre la forme d'un système européen (dialogue public-privé) d'experts chargés de recenser, pays par pays et secteur par secteur, les compétences indispensables à l'avenir et le manque d'adéquation de celles-ci.

En raison des progrès technologiques et de la révolution numérique, le type d'emploi et de compétences qui seront nécessaires sur le marché du travail évoluent rapidement en faisant pression sur le marché de l'emploi actuel des États membres. Cette proposition permettrait de contrôler cette évolution, de tirer parti de son potentiel et de garantir une répartition plus équitable en Europe en encourageant la mobilité dans tous les États membres en réponse à l'exode rural.

Ce programme devrait faire l'objet d'une étape pilote visant à fixer des normes claires, à garantir une certaine sécurité juridique à tous et à s'appliquer de manière universelle de façon à soutenir la croissance, le développement et la mobilité des citoyens d'une entreprise, d'un secteur et d'un pays à l'autre.

## ENTRETIEN



### L'Union européenne a mis en place des stratégies spécifiques pour lutter contre le chômage des jeunes: est-ce qu'elles fonctionnent ?

*La situation du chômage des jeunes s'est améliorée et la garantie pour la jeunesse y est pour beaucoup. Mais de quel type d'emplois parle-t-on ? Sont-ils bien rémunérés ? Offrent-ils une protection sociale ? Gagnent-ils suffisamment ? Les jeunes peuvent-ils devenir indépendants ? Nous ne sommes peut-être pas au chômage, mais nous exerçons souvent des métiers non conventionnels. On nous dit même que c'est sans doute à quoi ressemblera l'avenir. Nous n'y sommes pas opposés, mais on nous fait croire que nous adorons l'imprévu, la flexibilité et la liberté. Or, si vous pouviez choisir le type d'emploi qui vous plaît, lequel prendriez-vous ? 74 % de nos membres indiquent que leur premier choix se porterait sur un contrat stable de longue durée. Seuls 4 % souhaitent être indépendants. 50 % des jeunes ont exercé un emploi qu'on ne peut pas qualifier d'emploi de qualité. Vous croyez que c'est par choix ? C'est absurde. La flexibilité est imposée et la liberté n'en est pas vraiment une: si je m'inquiète en permanence pour mon emploi, je ne suis pas libre. Nous ne pouvons plus nous faire exploiter par le marché de l'emploi. Nous devons commencer à discuter d'emplois de qualité. Nous devons donner le choix aux jeunes.*

### Quelles sont les trois grandes actions à mener pour changer le système ?

*La première chose à faire serait de donner la priorité au facteur qualité: le salaire doit être supérieur au revenu minimum, chacun doit disposer des mêmes chances et l'horaire de travail ne doit pas dépasser 8 heures par jour. Comme il faut également tenir compte de l'environnement, la principale solution d'avenir est la création d'emplois de qualité, durables et verts. En second lieu, sur un plan concret, tous les stages effectués par les jeunes devraient être rémunérés. L'Union européenne devrait encourager les divers pays à modifier la législation pour que les stages soient tous rémunérés. Enfin, nous devons prêter attention à la 4<sup>e</sup> révolution, la révolution numérique, et la réglementer. Pour l'instant, l'économie Uber a créé des emplois dépourvus de protection sociale. J'estime que les droits sociaux et les droits des travailleurs doivent être protégés quel que soit le type d'emploi. Et les jeunes ne doivent pas être laissés de côté. Nous voulons faire partie de la solution.*

### La commissaire Thyssen a indiqué que l'Union européenne avait doublé le budget d'Erasmus+. De votre côté, vous dites qu'il faut le multiplier par dix.

*Je ne crois pas que les jeunes soient prioritaires même si les représentants de l'Union européenne affirment le contraire. En termes budgétaires, ce n'est manifestement pas le cas. La priorité va à d'autres secteurs tels que l'agriculture ou les systèmes de sécurité. On n'en est pas suffisamment conscient en Europe. Si on accordait de l'importance à ce que tous les jeunes aient leur chance, il ne serait pas difficile de multiplier le budget par dix car on saurait que l'investissement finit par être payant.*

Tea Jarc,

présidente du syndicat slovène pour les jeunes *Mladi Plus*



## LES TECHNOLOGIES

### Les progrès technologiques constituent aujourd'hui un défi dans tous les domaines de l'existence.

L'Union européenne reconnaît que le développement de nouvelles technologies, leur utilisation effective et leur commercialisation sont essentielles dans le cadre de la course mondiale à l'innovation et à la rentabilité. Les secteurs et les entreprises de haute technologie sont considérés comme les moteurs de la croissance économique et offrent généralement des emplois bien rémunérés.

D'après Eurostat, si l'Union comptait près de 46 000 entreprises de haute technologie en 2014 (allant de l'aérospatiale à l'armement, des télécommunications aux instruments scientifiques, etc.), le secteur ne représentait que 4 % de l'emploi total en Europe en 2015. Alors qu'ils représentent 17 % de la valeur de l'ensemble des exportations de l'Union, les produits de haute technologie enregistrent également un déficit commercial, avec des importations supérieures de quelque 22 millions d'EUR aux exportations pour la seule année 2015. Les investissements dans la recherche et le développement technologiques s'améliorent, mais l'Europe est encore loin d'être un leader mondial dans ce domaine<sup>13</sup>.

Bien que les progrès et la nécessité des technologies soient manifestes, celles-ci sont toujours considérées comme suspectes. Une des principales conséquences, et aussi une des plus alarmantes, est que l'avènement de la robotique et de l'intelligence artificielle devrait entraîner la disparition de nombreux emplois - jusqu'à 800 millions d'ici 2030 d'après une étude du McKinsey Global Institute<sup>14</sup>. La question fait débat, mais les optimistes affirment que lorsque des emplois classiques disparaissent, ils sont remplacés par de nouveaux emplois et que les jeunes de demain exerceront probablement des emplois qui n'existent pas encore.

Quel que soit l'avenir, cette tendance est irréversible. Mieux vaut donc prendre les devants en tentant de contrôler l'évolution technologique. De nombreuses questions se posent à ce sujet : comment réglementer l'intelligence artificielle et la fabrication de robots et quelles normes éthiques et de qualité faut-il définir pour que les technologies facilitent notre existence au lieu de la menacer ? Les inquiétudes portent également sur le respect de la vie privée et la sécurité.

Toutes ces questions nécessitent un débat au sein de la population et pas seulement au sein de comités scientifiques ou de groupes de travail techniques.

#### 8. CRÉER UNE AGENCE EUROPÉENNE DE LA ROBOTIQUE ET UN LABEL DE CONFORMITÉ ROBOTIQUE

Francesca & Eduard

L'Union européenne devrait définir, appliquer et constamment mettre à jour des règles relatives aux essais, à la certification, à la conception et à la normalisation de catégories spécifiques de produits de la robotique et de l'intelligence artificielle. Ces travaux pourraient prendre la forme de comités d'experts chargés d'examiner les questions éthiques, technologiques, juridiques et économiques ainsi que d'instruments de gouvernance collaborative. De plus, un label de conformité robotique européen permettrait de garantir l'application de normes uniformes.

L'un des plus grands problèmes technologiques est de définir une stratégie commune pour la robotique sur l'ensemble du continent. La législation peut faire obstacle à l'innovation, mais elle est aussi nécessaire pour faire accepter les technologies par le plus grand nombre. Il est dès lors essentiel de définir un cadre juridique qui encourage l'innovation et qui garantit qu'elle répond aux valeurs fondamentales de l'Union.

Ce cadre nous permettrait de saisir toutes les opportunités qu'offrent la robotique et l'intelligence artificielle en réglementant l'innovation technologique par des règles strictes, adaptées, préalablement évaluées et constamment contrôlées tout en encourageant une conception éthique qui favorise l'acceptation du produit par les utilisateurs dès les premiers stades de son développement.

En outre, un label de conformité robotique s'inscrit dans le processus réglementaire itératif de la gouvernance robotique étant donné que ce processus permettra de définir des lignes directrices susceptibles de servir de référence provisoire pour les utilisations et les évolutions robotiques. La certification pourrait être révisée à intervalles réguliers pour garantir l'application de normes de protection maximales.

<sup>13</sup> Eurostat, « Archive: High-tech statistics », Eurostat Statistics explained, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Archive:High-tech\\_statistics&oldid=220664](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Archive:High-tech_statistics&oldid=220664) (consulté en juin 2018)

<sup>14</sup> James Manyika et al., « Jobs lost, jobs gained: workforce transitions in a time of automation », McKinsey Global Institute, décembre 2017, <https://www.mckinsey.com/-/media/McKinsey/Featured%20Insights/Future%20of%20Organizations/What%20the%20future%20of%20work%20will%20mean%20for%20jobs%20kills%20and%20wages/MGI-Jobs-Lost-Jobs-Gained-Report-December-6-2017.aspx> (consulté en juin 2018)

#### 9. RÉGLEMENTER L'USAGE MILITAIRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Nevan

L'Union européenne doit faire en sorte que les entreprises de l'Union qui font du commerce avec des pays tiers (extérieurs à l'Union) respectent des règles strictes en matière d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les conflits armés.

Si l'on ne cesse d'entendre parler de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique ainsi que de leurs avantages dans le domaine des soins de santé et des voitures automatiques, il ne faut pas oublier que l'apprentissage automatique a aussi des retombées importantes sur les technologies militaires. Les machines disposent déjà de la capacité de décider de tuer ou non et ces décisions se fondent principalement sur des modèles d'apprentissage automatique.

La plupart de ces algorithmes ne sont pas transparents et personne n'est vraiment responsable de la décision de tuer.

La réglementation permettrait de limiter l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique à des usages pacifiques. Greg Allen, membre du Center for New American Security, indique que l'intelligence artificielle pourrait avoir la même influence sur le développement d'équipements militaires que l'armement nucléaire.

L'Union européenne pourrait interdire l'intelligence artificielle dans les équipements militaires en légiférant dans le domaine de la fabrication d'armement dans l'Union.

## 10. CRÉER UNE PLATEFORME EUROPÉENNE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Olga

Je pense qu'il serait bon que l'Union européenne intègre le mécanisme du financement participatif aux établissements de financement public existants et qu'elle crée une plateforme où tous les projets proposés seraient évalués et vérifiés par des experts officiels travaillant pour l'Union. Ces experts pourraient notamment provenir du secteur de la cybersécurité et de la lutte contre la fraude afin de pouvoir détecter les actions potentiellement frauduleuses.

Lors de leur création, de nombreuses entreprises nouvelles dépendent du financement public, mais aussi de plateformes de financement participatif. Malheureusement, ces plateformes abritent souvent des escrocs.

Les citoyens européens auraient ainsi la possibilité de financer directement et en toute sécurité les projets qui les intéressent et les jeunes entreprises trouveraient immédiatement des clients pour leurs produits.

## 11. INVESTIR DANS LES TECHNOLOGIES DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Adrià

Je pense que l'Union européenne devrait investir davantage dans les technologies appliquées aux domaines culturels et artistiques, à commencer par les musées publics, afin que les utilisateurs puissent vivre une expérience plus inclusive. En fait, l'utilisation des nouvelles technologies va changer notre mode de visite, de découverte et d'apprentissage dans les musées traditionnels et permettra de susciter l'intérêt pour la culture.

Les « bots » sont déjà présents dans certains musées pour guider les visiteurs, notamment les jeunes, et leur faire découvrir l'art et l'histoire de manière ludique. Cet usage pourrait être élargi et amélioré. Je rêve d'un avenir où, dans les musées, l'intelligence artificielle et la réalité virtuelle permettront aux visiteurs d'interagir directement avec des personnages historiques ou de plonger dans un tableau, par exemple.

Pour soutenir les investissements dans ces technologies, une partie des taxes de séjour traditionnelles perçues notamment par les hôtels pourrait être consacrée au financement de ces musées.

## ENTRETIEN



### Quels sont aujourd'hui les plus grands enjeux de l'intelligence artificielle?

*En ce qui concerne les robots et l'intelligence artificielle, je crois que trois grandes notions sont en jeu ainsi qu'une série de questions connexes. La première est la perception, c'est-à-dire la façon dont les robots doivent se comporter en êtres humains. Il faut alors déterminer la façon de les construire pour qu'ils améliorent notre existence. Vient ensuite la notion de diversité: aujourd'hui, les technologies sont capables de dépasser la nature humaine; ainsi, certaines technologies sont en mesure de « percevoir » des couleurs que nous ne voyons pas. Il s'agit ici de déterminer la façon de promouvoir des technologies qui nous viennent en aide mais qui présentent toujours un caractère humain. La troisième notion est celle de la protection, c'est-à-dire la façon dont il faut légiférer pour continuer à protéger l'être humain.*

### La robotique et l'automatisation inquiètent de plus en plus, en particulier les jeunes, qui craignent qu'elles ne leur « volent » leur emploi: cette crainte est-elle justifiée ?

*L'innovation a toujours existé. Un ouvrage de Nicholas Carr [Ndr, The Glass Cage] sur les évolutions technologiques décrit cette situation. Ce que nous vivons aujourd'hui aura peut-être d'énormes conséquences, notamment en raison de la mondialisation, mais c'est quelque chose qui n'a jamais cessé d'exister dans l'histoire. Cela ne veut pas dire que nous devons ignorer ce défi, mais nous devons voir les possibilités qui s'offrent à nous: de nouveaux emplois verront le jour et une partie des emplois qui disparaîtront seront des emplois inutiles ou peu rentables. L'innovation peut être source d'une croissance économique qui profitera à tous: certains emplois changeront et évolueront, y compris l'économie numérique. Nous devons nous efforcer d'en percevoir les avantages afin d'aider à adapter les emplois de ceux qui vivent cette transition. Avec le temps, tout rentrera dans l'ordre. Le changement interviendra de toute façon et nous ne pourrions pas l'éviter. Il faut donc s'y préparer.*

**Francesca Episcopo,**  
chargée de recherche à l'Institut DIRPOLIS



## 12. CRÉER UNE ANALYSE D'IMPACT EUROPÉENNE DES ROBOTS

*Eduard*

Je propose la création d'une analyse d'impact européenne des robots destinée à aider les roboticiens à identifier, à analyser, à atténuer et à éliminer les risques que pose l'intégration des technologies de la robotique et de l'intelligence artificielle.

Il n'existe pas actuellement de lignes directrices pluridisciplinaires spécifiquement destinées à la robotique pour identifier et analyser les risques que posent les technologies de la robotique et de l'intelligence artificielle pour la société. Un robot peut affecter la vie privée, la dignité, l'autonomie et la sécurité – physique et mentale – d'une personne, ce qui soulève de graves questions d'éthique.

Une analyse d'impact serait conforme à l'approche du risque suivie par l'évaluation de l'impact sur la vie privée et la surveillance effectuée dans l'Union européenne, mais serait appelée à s'étendre à de nombreux autres types de risque, compte tenu des applications récentes au domaine de la robotique (Care Robot Impact Assessment, Fosch-Villaronga 2015) et des algorithmes (Algorithm Impact Assessment, AI Now Institute 2018)<sup>15</sup>.

Elle faciliterait le processus de mise en conformité des concepteurs de robots, étant donné qu'ils seront responsables de l'identification et de l'évaluation des divers risques que présentent leurs robots.



## 13. CRÉER UN MÉDIA PANEUROPÉEN

*Olga*

Nous avons besoin d'urgence d'un média paneuropéen. Je ne parle pas d'un média consacré à la politique, mais d'un média proposant des informations, du divertissement et des films avec les mêmes programmes dans tous les États membres. L'Union européenne n'est pas assez présente et ne fait pas l'objet d'une promotion suffisante dans les médias généralistes, que ce soit à la télévision ou dans la vidéo à la demande.

Dans tous les États membres de l'Union, nous consommons des bestsellers américains, des blockbusters américains, des séries télévisées et des gadgets américains. Je ne suis pas convaincue qu'il existe une barrière linguistique ou culturelle entre les divers États membres: la Suède diffère autant de l'Italie que le Texas de la Californie. La culture et les médias sont les bases communes de l'identité européenne.

Le succès de certaines émissions télévisées européennes dans les pays anglophones, souvent des feuilletons policiers, indique que le public apprécie les contenus sous-titrés. Il suffit de penser aux diverses productions de la télévision danoise DR.

L'Union européenne pourrait tenter d'instaurer un dialogue entre les diverses télévisions pour produire des séries paneuropéennes sous-titrées intéressant l'ensemble des Européens. Il pourrait s'agir de projets historiques et de fictions à grande échelle. Certains programmes ont déjà réuni une brochette d'acteurs internationaux; il serait passionnant d'élargir la collaboration entre les sociétés de production et les chaînes de télévision européennes.



<sup>15</sup> E. Fosch-Villaronga, « Creation of a Care Robot Impact Assessment », International Journal of Humanities and Social Sciences Vol. 9, n° 6, 2015, <https://waset.org/publications/10001664/creation-of-a-care-robot-impact-assessment/>; (consulté en juin 2018)

D. Reisman et al., « Algorithmic Impact Assessments: a practical framework for public agency accountability », AI Now Institute, avril 2018, <https://ainowinstitute.org/aiareport2018.pdf> (consulté en juin 2018)

## ÉDUCATION

**Dans un monde où le marché du travail est de plus en plus flexible, une personne exerce plusieurs métiers au cours de sa carrière, les contrats de longue durée sont rares et il faut disposer de compétences nouvelles et pluridisciplinaires pour sortir du lot. Le nouveau concept d'« apprentissage tout au long de la vie » l'indique bien: il faudra acquérir de nouvelles compétences pendant toute la carrière, même après la fin des études. Or, les systèmes d'enseignement ne sont pas équipés pour préparer les jeunes au monde du travail et le manque de compétences techniques et numériques est largement reconnu.**

*On voit bien que les compétences apprises à l'école ne correspondent pas aux fonctions et aux aptitudes demandées sur le marché du travail. Une partie du problème tient au fait que des diplômés de l'enseignement supérieur exercent des métiers pour lesquels ils sont surqualifiés. Les stages et les formations se généralisent, notamment grâce à la garantie pour la jeunesse, mais le passage de l'école au monde du travail se fait rarement en douceur. De plus, les compétences non techniques telles que le travail en équipe, la créativité ou la résolution des problèmes et les compétences pratiques telles que la connaissance de l'internet et des médias ne sont guère enseignées à l'école ou dans les universités.*

*Comme on l'a déjà dit, la formation professionnelle permet aux jeunes de prendre très tôt leurs responsabilités, les rend plus aptes à l'emploi et les dote de compétences de pointe. Il semble que l'apprentissage et les autres programmes qui dotent les étudiants des connaissances, du savoir-faire, des aptitudes ou des qualifications pratiques nécessaires pour exercer un emploi précis augmentent la probabilité qu'un jeune diplômé puisse décrocher un emploi.*



### 14. ESPRIT D'ENTREPRISE ET COMPÉTENCES NON TECHNIQUES

*Christian & idée émise lors d'un atelier*

Ma proposition pour améliorer le système éducatif serait d'introduire l'esprit d'entreprise à l'école en incitant les jeunes à s'engager dans des entreprises telles que des start-ups et en introduisant des activités dans le cursus scolaire en s'inspirant d'exemples tels que le programme de leadership transatlantique<sup>16</sup>.

L'école n'apprend pas suffisamment de compétences non techniques aux élèves. Lorsque les jeunes accèdent au marché de l'emploi, ils ont l'impression que leurs études ne les ont pas vraiment préparés à relever une série de défis.

L'Union européenne pourrait développer une plateforme de projets de compétences non techniques où les entreprises pourraient consigner diverses activités dans toute l'Europe sur des thèmes tels que la politique, l'activisme ou les voyages afin de donner aux jeunes les moyens d'apprendre de nouvelles choses, d'acquérir de nouvelles compétences et de développer des projets ensemble.

### 15. UTILISER ERASMUS POUR ENRAYER L'EXODE RURAL

*Idée émise lors d'un atelier*

Comme il est notoire qu'une expérience à l'étranger est extrêmement utile dans la vie, il faudrait que ce type d'expérience soit plus accessible aux jeunes. De plus, les jeunes pourraient être encouragés à vivre, à travailler et à étudier dans les régions marquées par l'exode rural. Un séjour à l'étranger pourrait durer trois mois et les étudiants pourraient séjourner dans des familles d'accueil pendant qu'ils font leurs études ou qu'ils effectuent un stage. Ils se familiariseraient avec d'autres cultures et d'autres langues et pourraient ainsi acquérir une plus grande ouverture d'esprit. En sortant de l'université, de nombreux étudiants se demandent s'ils doivent continuer des études ou chercher un emploi. Une expérience de ce type pourrait les aider à prendre une décision.

Si le programme Erasmus est de plus en plus populaire chez les jeunes, ils sont néanmoins nombreux à s'être uniquement rendus dans un autre pays pour les vacances, mais jamais pour y étudier ou y travailler pendant une plus longue période.

Cette proposition permettrait par ailleurs de contribuer à résoudre un problème de mobilité: les statistiques européennes indiquent que les jeunes européens qui ne trouvent pas d'emploi dans leur pays seraient prêts à en chercher un à l'étranger<sup>17</sup>. Grâce à des mesures incitant à déménager dans un autre pays pour au moins trois mois, les jeunes pourraient acquérir une expérience à l'étranger et répondre à la demande de main-d'œuvre. Quant à l'aspect financier, les institutions de l'Union devraient assurer le financement nécessaire de ces programmes de mobilité.

<sup>16</sup> Youth Proaktiv, « Transatlantic Leadership Program » <http://youthproaktiv.org/programs/eu-us-leadership-program/> (consulté en juillet 2018)

<sup>17</sup> Commission européenne, « La moitié des jeunes Européens prêts à travailler à l'étranger », <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=1026&furtherNews=yes> (consulté en juin 2018)

## 16. FORMATION AUX COMPÉTENCES DE LA VIE COURANTE

*Idee émise lors d'un atelier*

Introduire des formations aux compétences de la vie courante serait un moyen de mieux préparer les jeunes à la vie, en les aidant à acquérir les compétences de base dont ils ont besoin pour gérer leurs activités quotidiennes et être des citoyens mieux intégrés et actifs dans la société. Beaucoup de jeunes ne réfléchissent pas aux différentes compétences de la vie courante, comme par exemple remplir une déclaration fiscale, recycler ou se préparer un repas. Avec l'introduction d'une telle matière dans les programmes scolaires, les jeunes pourraient être familiarisés à ces aspects importants de la vie dès le plus jeune âge.

Un système fonctionnant sur cette base, qui pourrait très bien fonctionner dans toute l'Europe, a été introduit en Finlande où les élèves reçoivent des cours de « Kotitalous » (économie domestique) et de « Käsiyö » (travail manuel). Ils apprennent non seulement à cuisiner, à faire le ménage, à dépenser l'argent de manière responsable, à faire la lessive, à recycler et à économiser l'eau et l'énergie, mais aussi à faire de petits travaux comme tricoter, réparer les vêtements, fabriquer une luge pour s'amuser dans la neige ou construire une cabane à oiseaux pour le jardin.

Plus important encore, on leur enseigne des compétences numériques telles que l'identification des fausses informations ou des risques de cyberharcèlement, mais aussi des compétences plus pratiques comme l'installation de programmes antivirus et l'utilisation d'une imprimante.

## 18. INTRODUIRE DES COURS DE « RÉPONSE À UN DÉFI » POUR ENCOURAGER LES ÉLÈVES LES PLUS CRÉATIFS

*Aleksandra*

Les critères d'évaluation devraient être revus à tous les niveaux de l'enseignement afin de tenir compte de la créativité et de l'innovation. Le système traditionnel d'évaluation des connaissances n'est pas adapté au contexte moderne. Par exemple, le système de classement des projets et des différents travaux personnels pourrait être regroupé en différentes catégories, chacune ayant ses propres critères d'évaluation et de classement, à l'instar des critères d'évaluation universitaires. De cette façon, le domaine dans lequel un élève manque le plus de compétences apparaît clairement, de sorte que l'apprenant comme l'enseignant savent sur quoi doivent porter leurs efforts.

Dans le monde du travail compétitif d'aujourd'hui, la créativité constitue l'une des principales exigences et est une nécessité. Un autre moyen de reconnaître et d'aider les élèves les plus créatifs est de leur permettre d'être évalués de façon équitable.

Cet objectif pourrait être réalisé en travaillant sur la suppression des obstacles et en encourageant la responsabilité par l'introduction de nouvelles matières telles que la « réponse à un défi », comme cela se fait dans certaines écoles de Berlin. Il s'agit d'une heure par semaine que les élèves passent à relever un défi, par exemple jouer aux échecs avec des personnes âgées ou démarrer un projet local pour les jeunes. Cette démarche renforce à la fois la confiance en soi et l'interaction sociale.

## 17. PROMOUVOIR LA CURIOSITÉ, L'ÉPANOUISSEMENT PERSONNEL ET LA RESPONSABILITÉ

*Laura & Jakob*

Les élèves devraient être encouragés à travailler sur leurs points faibles, tout en ayant la liberté de choisir les activités qu'ils souhaitent approfondir. Nous pensons que ce type de système axé sur des projets, dans lequel les jeunes peuvent développer leurs propres idées et leurs points forts plutôt que d'ingurgiter des connaissances, peut donner de bien meilleurs résultats. Cela encouragerait la curiosité et la créativité. Travailler sur des projets signifie pratiquer de nouvelles compétences tout en apprenant, et comprendre que l'on peut toujours tirer une leçon importante d'un échec.

En tant que société démocratique, nous voulons que les jeunes soient libres, égaux et animés d'un esprit de solidarité, mais en réalité, le système scolaire n'est pas du tout démocratique: l'enseignant enseigne la même chose à une classe formée d'élèves différents qui ont des points forts et des centres d'intérêt variables. En tenant compte de l'individualité de chacun, tout élève devrait pouvoir développer ses propres compétences et passions. Une telle approche permet d'exploiter au mieux les capacités de chaque élève.

D'après l'étude PISA, le système scolaire finlandais est le plus efficace du monde. Pour les enfants de moins de 13 ans, il n'y a pas de cours classique, mais une collaboration entre élèves et enseignants. Le « jeu » à l'école est très important et l'objectif des enseignants est de motiver leurs élèves. En particulier, il n'y a pas de salles de classe; les élèves travaillent en groupes d'apprentissage à renforcer leur analyse en profondeur et à développer leurs capacités à trouver des solutions ou d'autres talents. Ce système favorise l'intégration et le développement des compétences sociales. En outre, les élèves finlandais sont autorisés à choisir un thème qui les intéresse et à l'étudier en entrant en contact avec des ressources externes telles que des experts ou des musées. Il s'avère que cet « enseignement miracle » produit des élèves munis des compétences adéquates pour le XXI<sup>e</sup> siècle, et il devrait être appliqué partout en Europe.

## 19. COLLABORATION ENTRE ÉCOLES SUR DES PROJETS

Gaétan

Une idée serait de créer des postes d'animateurs de réseaux travaillant dans les écoles pour aborder un thème spécifique (par exemple les valeurs européennes, le développement durable, l'enseignement, etc.) avec des groupes d'élèves grâce à une série de rencontres. Prenons par exemple un groupe d'élèves désireux d'élaborer un projet de développement durable dans leur école.

Soutenus par un enseignant, ils pourraient chercher si d'autres établissements scolaires, dans l'Union européenne, travaillent sur le même thème. Ils pourraient alors utiliser le réseau des animateurs pour entrer en contact avec le réseau scolaire. De cette façon, l'école pourrait établir des relations avec d'autres établissements scolaires, et interagir et coopérer.

Le réseau pourrait collaborer afin d'organiser une conférence européenne sur le développement durable, au cours de laquelle les lycéens partageraient leurs projets et proposeraient des solutions et des idées, tout comme à l'EYE. Ces réseaux comporteraient beaucoup d'avantages : partage d'informations et de compétences ; encouragement des échanges sur un thème donné entre écoles européennes ; développement de relations de coopération ; possibilité donnée aux jeunes générations de réfléchir sur un thème européen ; création d'un sentiment d'appartenance à l'Union européenne ; collecte de nouvelles idées, et amélioration de l'engagement des jeunes.

En France, par exemple, le ministère de l'agriculture met différents réseaux à la disposition des élèves de l'enseignement agricole. Ces réseaux permettent d'avoir accès aux souhaits et propositions que des jeunes ont adressés au ministère, pour pouvoir élaborer ensemble des projets, une bonne pratique qui pourrait s'exporter dans toute l'Union européenne.



## ENTRETIEN



**Lorsqu'on parle de bien-être des jeunes, on a tendance à ne penser qu'aux conditions économiques, en oubliant leur bien-être psychique et leur santé mentale. Aujourd'hui, de nombreux jeunes peuvent se retrouver « piégés ».**

*On se trouve face à une « génération boomerang », qui vit chez ses parents, ne les quitte que pour une courte période, travaille dans des environnements très instables avec des contrats « zéro sécurité », ce qui signifie que ces jeunes ne peuvent pas devenir totalement indépendants et qu'ils doivent parfois retourner vivre chez leurs parents. Les services publics et sociaux ne reconnaissent pas encore pleinement les besoins spécifiques de nombreux jeunes. Si beaucoup d'entre eux ne se tourment pas vers ces services, c'est qu'ils ont honte de le faire. Soit les jeunes n'ont pas suffisamment confiance, soit ils ne savent tout simplement pas que ces services existent. Il est important d'améliorer les conditions de travail des novices et de garantir une meilleure assistance psychologique pour que les jeunes puissent éprouver de la satisfaction et être des membres actifs de la société.*

**Il y a aussi un problème intergénérationnel qui complique les choses.**

*Ici, à la rencontre des jeunes européens, plusieurs participants ont signalé qu'ils avaient l'impression que les personnes plus âgées ne prenaient pas les préoccupations des jeunes très au sérieux. Ils entendent des choses comme : « C'est juste parce que tu es jeune, ça s'arrangera avec le temps. Quand j'étais jeune, c'était beaucoup plus difficile, et j'ai survécu ». Je pense que les temps ont changé, que la vie est de plus en plus imprévisible. À l'époque où nos parents étaient jeunes, on terminait l'école, on décrochait un emploi permanent et stable, on pouvait se payer un logement, et ainsi de suite. Pour les jeunes d'aujourd'hui, ce parcours tout tracé n'existe plus. Tout est devenu beaucoup plus incertain. Alors, bien sûr, cela génère des préoccupations et des inquiétudes chez les jeunes qui, en conséquence, ont besoin d'être aidés ; je trouve que se contenter de leur dire que « ça s'arrangera avec le temps » n'est pas le meilleur conseil qu'on puisse leur donner.*

**Anna Ludwinek,**

directrice de recherche, unité « Politiques sociales », Eurofound



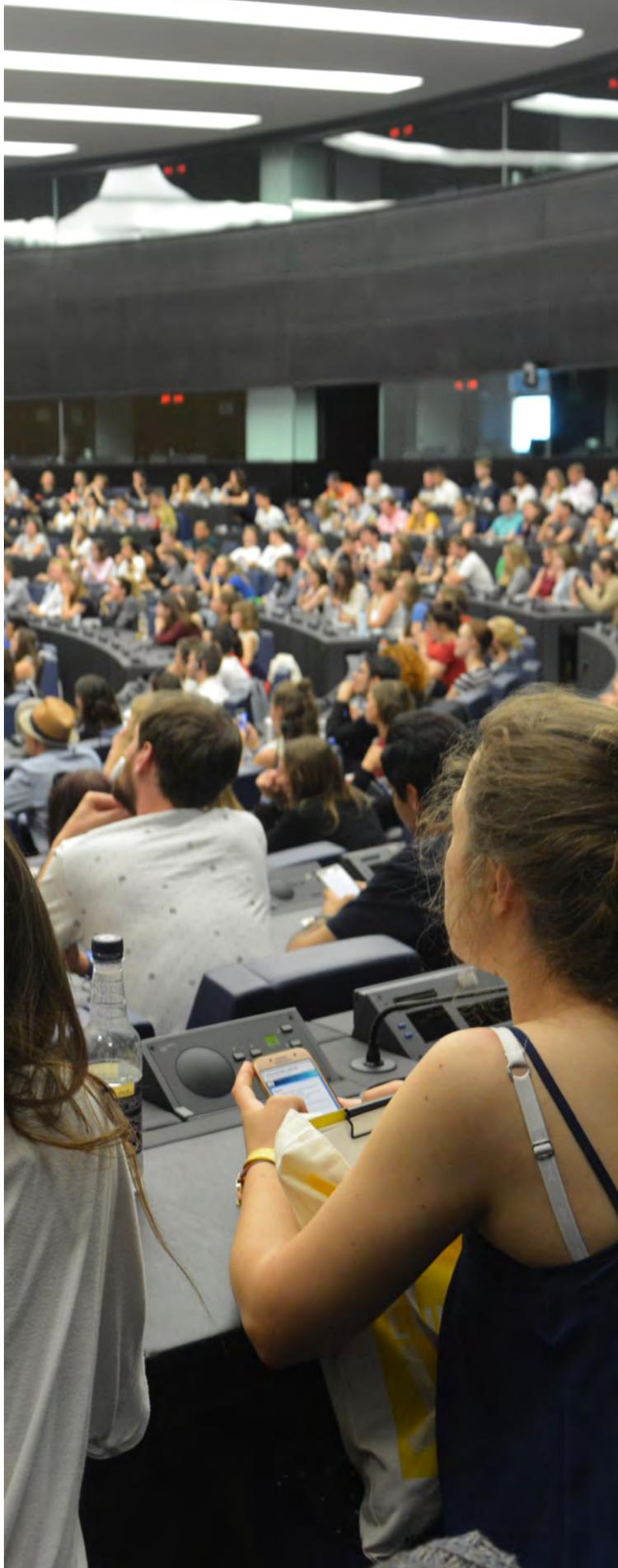
## 20. INSTRUMENTS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION NUMÉRIQUE ET EN FAVEUR DE LA SANTÉ MENTALE

*Larissa*

Je pense que l'Union européenne peut faire quelque chose en faveur de l'accès aux outils et aux ressources numériques, en s'assurant que les pays investissent suffisamment dans l'égalité d'accès aux technologies en classe; cela signifie dans toutes les écoles, pas uniquement dans les écoles d'excellence des grandes villes, mais aussi dans les écoles professionnelles et celles des régions rurales.

Actuellement, l'un des grands thèmes à l'école est l'exclusion numérique. On part du principe que tout le monde a accès aux plateformes numériques, mais en réalité, tout le monde ne peut pas s'offrir le même type de technologie. Ce que nous (OBESSU, Organising Bureau of European School Student Unions) demandons, c'est de résoudre ce problème en fournissant des ordinateurs portables et des tablettes aux écoles, afin que chacun bénéficie du même accès à la technologie.

En ce qui concerne l'exclusion sociale en général, il est essentiel de promouvoir la sensibilisation et d'encourager les organisations de la société civile à aller dans les écoles et à organiser des ateliers. L'Union européenne pourrait permettre à ces initiatives d'accéder au financement, et elle le fait déjà. Mais je suis persuadée que cela devrait être fait à un niveau plus local pour que les écoles puissent travailler plus étroitement avec la société civile sur ces questions difficiles.



# COMMENTAIRE DU FORUM EUROPÉEN DE LA JEUNESSE

## JEUNES ET VIEUX

**La révolution numérique soulève de nombreuses questions et suscite une multitude de défis et d'opportunités. Comment l'Europe peut-elle progresser, en tirant parti du meilleur de ces changements sans que cela ne porte atteinte à notre niveau de vie ? Pour s'engager sur cette voie, l'Europe doit placer les citoyens, leurs droits et leurs communautés au centre de sa transition vers un monde plus numérique. Le Forum européen de la jeunesse se bat en faveur d'une révolution numérique qui profite à toutes les générations.**

Les dernières décennies ont été le théâtre d'avancées technologiques qui ont transformé la façon dont nous vivons et dont nous organisons notre vie. De l'avènement d'internet et des plateformes de médias sociaux, jusqu'aux progrès rapides de l'automatisation, de la robotique et, d'une façon plus générale, de l'intelligence artificielle, ces évolutions se sont produites à un rythme si rapide que les évaluations de leur impact ont eu du mal à suivre. C'est sans doute la génération des jeunes d'aujourd'hui qui a été la plus touchée. Ils ont grandi à une époque marquée par des avancées majeures et des progrès technologiques. Ainsi, ils sont à la fois les premiers à expérimenter ces nouvelles technologies et à en voir leur vie améliorée, mais aussi ceux qui souffrent le plus de notre manque de connaissance et de compréhension des incidences négatives à long terme de cette évolution sur nos vies, nos démocraties, l'environnement, l'emploi et le droit du travail, et notre santé. Ils vivent également ces mutations technologiques dans le contexte social, politique et économique que l'on sait : taux de chômage élevé, risque accru de pauvreté et d'exclusion sociale, augmentation des inégalités, et autres difficultés à faire valoir leurs droits.

Nombreux sont les exemples des incidences que la révolution numérique a déjà eues sur notre vie. Elle a apporté de nouveaux moyens de se connecter avec les autres et elle a complètement transformé la façon dont nous nous informons et interagissons avec les médias. Elle a introduit de nouveaux moyens de créer des communautés, ainsi que de nouvelles formes de militantisme politique. Elle a entraîné la multiplication des médias et des sources d'information, de nouveaux canaux de communication plus accessibles à tous, et l'apparition du journaliste citoyen. Le revers de la médaille, c'est une augmentation importante de la désinformation en ligne, notamment des fausses informations, et une plus grande facilité à répandre un discours de haine. En conséquence, il est devenu plus aisé de manipuler et de perturber les élections et les autres processus démocratiques depuis l'extérieur. L'économie, le travail et le marché du travail sont également affectés. Pour conserver une longueur d'avance dans la course mondiale à la compétitivité, les investissements dans les nouvelles technologies et l'innovation sont un moteur essentiel de la croissance économique et de la productivité. On a vu ainsi l'émergence de géants de la technologie tels que Google, Facebook, Microsoft ou Amazon, pour ne citer que ceux-là, et, en conséquence, la création d'une multitude d'emplois dans les secteurs de la haute technologie et de la fabrication de technologies. Malheureusement, cette évolution s'est accompagnée du développement rapide de ladite « économie à la demande », avec de plus en plus de jeunes employés par des services fondés sur des applications, comme Deliveroo et Uber, dans

laquelle les emplois sûrs et à long terme sont remplacés par des emplois précaires dépourvus de droits fondamentaux, de protection sociale et de congés. En outre, les mégadonnées et les systèmes d'intelligence artificielle (IA) apparentés sont de plus en plus utilisés dans tous les secteurs de la société. Ils ont la capacité d'orienter les humains, parfois même de les remplacer pour prendre des décisions et trouver des solutions aux problèmes. Grâce à l'apprentissage automatique, à l'IA et aux algorithmes, les mégadonnées peuvent améliorer notre vie de nombreuses manières. Elles peuvent garantir une allocation des ressources beaucoup plus ciblée, plus économe et moins chronophage, et/ou identifier les problèmes et les solutions bien plus vite que les humains ne pourraient le faire. Dans le secteur de la santé, par exemple, un diagnostic et des médicaments personnalisés au moyen de systèmes d'IA peuvent contribuer à améliorer la qualité et la pertinence des soins. L'impact de ces évolutions sur les sociétés et sur notre vie ne fera que s'accroître avec le développement et l'arrivée de l'internet des objets, et au fur et à mesure que le partage des données et la technologie s'intégreront à la vie quotidienne dans les véhicules, les appareils ménagers et les autres dispositifs physiques équipés de technologies de production de données.

Certains affirment que nous sommes à la veille de la quatrième révolution industrielle, car ces évolutions se produisent à un rythme sans précédent et bouleversent presque tous les secteurs de la société, en conduisant à la transformation de systèmes entiers de production, de gestion et de gouvernance. D'autres mettent en garde contre le risque d'effondrement des démocraties occidentales et des systèmes de protection sociale tels que nous les connaissons. L'actualité politique mondiale a montré que de nouveaux problèmes de société se font jour, notamment en matière de protection de la vie privée, lorsque l'exploitation des données à caractère



personnel devient un modèle économique ainsi qu'un instrument de chaos politique. À la lumière de la récente affaire Facebook / Cambridge Analytica, ces évolutions doivent s'accompagner d'un débat plus approfondi sur les principes et l'éthique, et sur la manière de garantir que ces technologies censées nous apporter des bienfaits ne finissent pas par être une menace pour notre avenir. Certains diront que la législation et la réglementation risquent de poser des limites à l'innovation mais qu'elles sont nécessaires pour garantir que la technologie profite et soit accessible au plus grand nombre. Dans l'Union européenne, il est essentiel de créer un cadre juridique qui favorise l'innovation afin que nous puissions rester compétitifs face à la Chine et aux États-Unis, tout en veillant à ce que cette innovation soit guidée et encadrée par nos valeurs fondamentales européennes. L'Union a déjà pris les devants en matière de réglementation des données par l'adoption du règlement général sur la protection des données (RGPD), un cadre juridique qui établit des lignes directrices pour la collecte et le traitement des informations à caractère personnel. Mais cela est loin de suffire pour garantir que les jeunes, en particulier, soient soutenus et mieux à même de faire face aux changements à venir. À l'occasion du festival YO!Fest et de la rencontre des jeunes européens de 2018 à Strasbourg, les participants ont proposé un certain nombre d'idées que les responsables politiques européens feraient bien de prendre en compte, notamment : « L'Union européenne devrait élaborer, mettre en œuvre et revoir en permanence des règles relatives aux essais, à la certification, à la conception et à la normalisation des produits de la robotique et de l'intelligence artificielle. Ces travaux pourraient se dérouler sous la forme de comités d'experts examinant les questions éthiques, technologiques, juridiques et économiques, ainsi que par des instruments de gouvernance collaborative ». Une autre idée propose qu'un soutien et un financement soient mis à la disposition d'un écosystème d'apprentissage tout au long de la vie, avec un groupe d'experts chargé de suivre et recenser les compétences qui seront nécessaires à l'avenir par pays, par branche d'activité et par secteur.

Au Forum européen de la jeunesse, nous plaidons en faveur d'une législation de l'Union qui s'inscrive avant tout dans une approche fondée sur les droits. Cela signifie que toute solution politique devrait être fondée sur des normes internationales en matière de droits de l'homme, et tenir compte en priorité de l'impact de l'innovation technologique sur l'accès des jeunes à leurs droits: un travail décent, des soins de santé, la non-discrimination ou la participation aux prises de décisions. Une bonne partie des problèmes évoqués ci-dessus découle de la concentration excessive de la richesse et des ressources entre les mains de quelques géants ou conglomérats de la technologie. L'Union européenne devrait jouer un rôle de chef de file pour discuter et trouver des solutions réglementaires face à cette nouvelle réalité, afin d'en réduire les déséquilibres dans les rapports de force. Enfin, étant donné que cette nouvelle réalité implique davantage d'esprit critique et une culture numérique, il convient de repenser notre système éducatif pour que les jeunes, en particulier, soient capables d'influencer et de façonner la politique en matière de numérique. Récemment, Mark Zuckerberg a été cité pour avoir déclaré que « protéger notre communauté est plus important que maximiser nos bénéfices », un mot d'ordre que l'Union européenne pourrait reprendre à son compte dans ses efforts pour ouvrir la voie à une réglementation de la révolution numérique.

## 2. RICHES ET PAUVRES : Pour un partage équitable

Avant de pouvoir combler les inégalités, nous devons tomber d'accord sur leur existence. Le thème « Riches et pauvres » a été conçu pour permettre de réfléchir à des solutions communes à la montée des inégalités en Europe. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit là d'un problème complexe et protéiforme, souvent difficile à cerner. Il peut donc être tout aussi difficile de coopérer pour le résoudre. Les inégalités existent tant à l'échelle macro que micro; il faut donc trouver des solutions à ces deux niveaux. Il est difficile, au niveau individuel, de reconnaître que ce qu'on a dans la vie est le fruit autant des privilèges que de nos propres efforts. Cela ne nous dispense pas d'œuvrer pour un monde plus juste.

L'Union européenne, en tant que puissante alliance supranationale à l'ère de la mondialisation, exerce une influence sur la vie de millions de personnes qui ne sont pas ses citoyens. Dès lors, notre responsabilité et les solutions que nous pouvons trouver pour réduire les inégalités doivent s'entendre comme dépassant nos frontières.

Si les inégalités sont bien sûr avant tout liées aux richesses, elles naissent et se multiplient dans notre vie quotidienne dans bien d'autres domaines. L'un des meilleurs exemples est l'écart de rémunération en Europe. Il ne faut cependant pas oublier que les inégalités tissent une toile beaucoup plus complexe, et peuvent être liées à des facteurs aussi variés que la sexualité, le sexe, le niveau d'études, l'opposition ville-campagne, la nationalité, la mondialisation, l'aptitude physique, la couleur de la peau, la technologie et, bien entendu, le pouvoir.

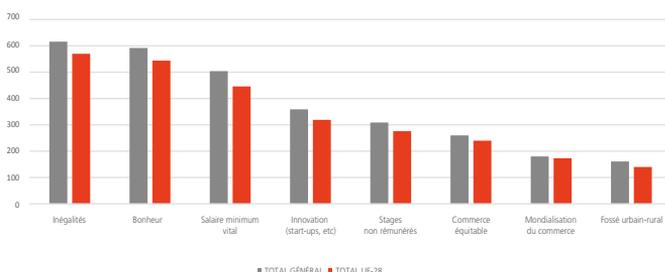
L'Europe se distingue par ses politiques sociales. Toutefois, les séquelles de plus en plus apparentes des inégalités suscitent des débats sur de nouvelles manières de redistribuer les revenus des couches les plus riches de la société. Ces questions sont souvent soulevées dans un contexte de préoccupation vis-à-vis du remaniement qui s'annonce du marché du travail et de l'invasion du quotidien par des technologies reposant sur l'intelligence artificielle. Si les débats autour du thème « Riches et pauvres » ont permis de dégager de nombreuses idées, un concept s'est imposé de manière indubitable: le revenu universel, une somme forfaitaire de base versée à tous les citoyens, quelle que soit leur situation. Ce concept fait débat dans le monde entier. Il rencontre un franc succès auprès des jeunes, qui y voient clairement une solution envisageable à de nombreux problèmes politiques et sont prêts à en assumer les risques éventuels.

Les inégalités sont un phénomène subtil, aspect à ne surtout pas négliger si l'on souhaite en comprendre les causes et y trouver des solutions. Tout effort sérieux pour mettre fin aux inégalités doit faire participer ceux qui en souffrent les conséquences. Si la rencontre EYE s'est avérée une plateforme de réflexion adéquate, de nombreux participants ont toutefois fait remarquer qu'il est très coûteux de s'y rendre, et qu'un certain niveau d'instruction est nécessaire pour pouvoir participer aux débats. Ces deux éléments constituent des obstacles à la participation des personnes concernées au premier chef par les inégalités.

Les inégalités sont source de honte: certains membres de la société se voient répéter qu'ils n'ont que ce qu'ils méritent, c'est-à-dire moins que les autres. Si, en tant qu'union démocratique, nous voulons réellement mettre fin aux inégalités qui voient certains de nos citoyens vivre dans la honte, si nous voulons pouvoir être fiers d'avoir changé la donne, nous devons être prêts à travailler ensemble et à prendre des décisions parfois difficiles. La véritable égalité est celle de tous.



RICHES ET PAUVRES – PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES JEUNES EUROPÉENS



## INÉGALITÉS: LE PARTAGE COMME SOLUTION !

**Dans ces sociétés capitalistes que nous avons bâties nous-mêmes, l'argent est synonyme de pouvoir. Lorsque certains groupes concentrent entre leurs mains trop d'argent et de pouvoir, le système ne sert plus les intérêts de la majorité. Si les États membres de l'Union ont certes mis en place des systèmes nationaux de sécurité sociale dans le but de mitiger les effets de ce déséquilibre, les structures de pouvoir du passé ont créé des inégalités systémiques qui continuent de se reproduire à l'identique.**

*Cela montre que personne n'est en réalité en mesure de décider de son propre destin sur la seule base de ses mérites. Nous sommes tous nés dans un système qui échappe à notre contrôle, qui détermine à l'avance les gagnants et les perdants et qui préserve le pouvoir et les privilèges des premiers aux dépens des seconds. Le gouffre qui se creuse entre les nantis et les démunis, et que les systèmes de sécurité sociale actuels ne suffisent pas à combler, en est une preuve éclatante.*

*L'égalité, ce n'est pas calculer qui travaille le plus dur ou qui est le plus méritant: c'est donner à tout le monde les mêmes chances de réussir. Tout le monde devrait partir du même point. Malheureusement, tant que nous n'aurons pas trouvé comment redistribuer les richesses de manière plus équitable, le fossé entre les riches et les pauvres ne fera que se creuser davantage.*

### 21. UN REVENU UNIVERSEL POUR COMBLER LES INÉGALITÉS

Joe

Le revenu universel, c'est un revenu versé sans conditions, que le bénéficiaire soit ou non chômeur, par l'État à tous ses citoyens, quel que soit leur niveau de revenus. Le concept était sans conteste l'un des plus populaires lors de cette édition de la rencontre EYE, les jeunes y voyant une bonne solution aux problèmes sociaux créés par les inégalités. Ce point de vue est sans doute influencé par la hausse de la précarité chez les jeunes, du fait de l'augmentation du coût de la vie, de la baisse des salaires et de la difficulté croissante à trouver un emploi.

Les partisans du revenu universel, comme Aurélie Hampel de l'organisation Unconditional Basic Income Europe, avancent qu'il permettrait d'éliminer presque totalement la pauvreté, puisque les citoyens sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont besoin pour en sortir et que le revenu universel leur fournit justement l'autonomie nécessaire pour répondre à ces besoins. En outre, dans un contexte où l'automatisation menace un grand nombre d'emplois, le revenu universel constituerait un nouveau socle de protection sociale permettant aux citoyens de survivre à la tempête qui s'annonce sur le marché du travail. D'après Aurélie, il est erroné de considérer le revenu universel comme de « l'argent cadeau ».

L'économiste Harro Boven réfute les critiques qui présentent le revenu universel comme une mesure trop chère pour les budgets nationaux. Il considère en effet qu'en raison de la baisse des coûts administratifs qu'il suppose, le revenu universel pourrait être presque intégralement financé par le montant des prestations sociales actuelles, la partie restante étant financée par un modeste impôt sur la fortune.

Le revenu universel permettrait d'alléger certaines charges liées à l'enseignement tertiaire, qui constituent à l'heure actuelle un obstacle qui décourage les jeunes issus de familles modestes de tenter de réaliser leurs rêves. Dites-nous que la sécurité financière est à portée de main. Dites-nous que nous pouvons oser rêver.

### 22. PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Matthaeus

J'aimerais voir les bénéfices toujours plus importants engrangés par les multinationales grâce aux gains d'efficacité redistribués à leurs employés sous forme de programmes d'apprentissage tout au long de la vie.

L'automatisation n'a jamais progressé aussi vite que ces dernières années, grâce aux avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les spécialistes prédisent un remaniement lui aussi sans précédent du marché du travail, où les humains pourraient devenir superflus. Cette efficacité accrue permettra aux employeurs d'économiser beaucoup d'argent mais risque de laisser de nombreux travailleurs sur le carreau, tandis que personne n'aurait les compétences nécessaires pour occuper les nouveaux emplois créés par ce bouleversement.

De solides programmes d'apprentissage tout au long de la vie permettraient à l'entreprise d'être plus compétitive tout en donnant à chaque employé les moyens d'acquérir les compétences nécessaires pour s'adapter à un marché du travail plus flexible. Il convient donc de créer un cadre juridiquement contraignant en la matière. Cependant, il ne s'appliquerait qu'aux grandes multinationales, pour éviter d'étouffer les PME. L'objectif est de créer un environnement des affaires où les programmes d'apprentissage tout au long de la vie deviennent incontournables pour toute entreprise qui souhaite attirer des employés.

## 23. UN REVENU DE BASE, MAIS PAS UNIVERSEL

Anoosh

Le système actuel de sécurité sociale doit être complètement revu, car ses principaux éléments datent d'un siècle révolu.

L'idée d'un revenu de base est bonne. Il permettrait de réduire les inégalités sociétales systémiques. Cependant, il serait absurde de verser la même somme à un riche banquier qu'à une infirmière au salaire de misère.

Mettre en place un revenu de base conditionnel destiné à compléter les faibles revenus permettrait de faire porter la responsabilité d'une rémunération décente à l'État, et non plus aux entreprises privées, ainsi que de réduire la dépendance des travailleurs à faibles revenus si les entreprises ne peuvent verser une rémunération plus élevée. Cela permettrait également d'utiliser les ressources disponibles, qui sont loin d'être abondantes, conformément aux objectifs de l'État-providence.

## 25. L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ POUR LES PERSONNES TRANSGENRES

Frederieke

J'aimerais vivre dans une Union européenne qui accueille à bras ouverts les personnes transgenres. Cela devrait couvrir les interventions médicales qui sont particulièrement utiles pour répondre à leurs besoins. Il faudrait légitimer, au sein du système de santé, tant les traitements destinés aux personnes transgenre que l'identité transgenre, en prévoyant des formations spécialisées au personnel médical et en cessant de considérer l'identité transgenre comme une pathologie. À l'heure actuelle, le traitement et les droits des personnes transgenres varient fortement d'un État membre à l'autre. L'Union doit intervenir pour mettre fin à ces disparités.

D'après les recherches menées par l'ONG Transgender Europe, les préjugés et la marginalisation dont sont victimes les personnes transgenres dans notre société entraînent dans cette population une prévalence marquée de problèmes de santé mentale ou physique, notamment d'un risque élevé d'infection par le VIH et de suicide. À ces inégalités s'ajoute la difficulté, pour les personnes transgenres, de bénéficier de soins de santé adéquats, parce qu'elles sont stigmatisées par la communauté médicale. Par exemple, le personnel médical s'adressera à elles en utilisant le nom et le sexe qui leur a été attribué à la naissance, ce qui n'a d'autre effet que d'empêcher l'instauration d'une confiance mutuelle entre praticien et patient.

Les obstacles financiers et les préjugés entravent également l'accès des personnes transgenres aux traitements hormonaux et aux interventions chirurgicales dont elles ont besoin pour changer de sexe, et ce, malgré l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans lequel elle constate que ces traitements sont nécessaires et exige des États membres qu'ils les reconnaissent comme tels aux fins de l'assurance maladie. D'après un sondage effectué en 2008 par Transgender Europe, un tiers des répondants se sont vu refuser un traitement car leur médecin était personnellement opposé au changement de sexe, tandis que la moitié des répondants pour qui l'opération avait été approuvée la payaient de leur poche<sup>18 19</sup>.

## 24. FISCALITÉ ET DROIT DU TRAVAIL : UNE SEULE ET MÊME LOI POUR TOUS DANS TOUTE L'UNION

Anoosh & Quentin

Nous proposons une harmonisation du droit fiscal et du droit du travail dans toute l'Union. Il s'agit de mettre tous les citoyens et tous les États membres sur un pied d'égalité.

En effet, malgré des aspirations communes, des inégalités criantes subsistent au sein de l'Union. Le fossé se creuse en terme de niveau de vie des citoyens entre les États membres de l'Union.

Nous croyons fermement que tout le monde a droit aux mêmes chances dans la vie. Le problème, c'est que la fiscalité et les droits des travailleurs varient d'un pays à l'autre, ce qui entrave l'application de ce principe. Harmoniser la législation permettrait de créer un salaire minimum standard, ce qui aurait pour effet d'accroître le pouvoir d'achat des citoyens sans avoir à recourir au privé.

Concrètement, en se dotant d'une politique unique en matière de fiscalité et de travail, l'Union européenne pourrait introduire progressivement un salaire minimum standard unique, à mesure que les divergences économiques disparaissent. Cela permettrait de mettre fin aux disparités géographiques en matière de puissance économique au sein de l'Union.



<sup>18</sup> Parlement européen, étude sur les droits des personnes transgenres dans les États membres de l'Union européenne, <http://www.lgbt-ep.eu/wp-content/uploads/2010/07/NOTE-20100601-PE425.621-Transgender-Persons-Rights-in-the-EU-Member-States.pdf> (consulté en juin 2018)

<sup>19</sup> Transgender Europe, [www.tgeu.org](http://www.tgeu.org) (consulté en juin 2018)

<sup>20</sup> Commission européenne, page sur les taux de TVA, [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/business/vat/eu-vat-rules-topic/vat-rates\\_fr](https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/vat/eu-vat-rules-topic/vat-rates_fr) (consulté en juillet 2018)

## 26. À BAS LA TAXE ROSE

Emily

Je souhaite voir disparaître les surcoûts dont sont grevés les produits féminins, pour que les femmes ne soient plus confrontées à un coût de la vie plus élevé juste parce qu'elles sont des femmes. Cette injustice se retrouve dans le régime fiscal, qui taxe comme des produits de luxe des produits d'hygiène sanitaire féminine indispensables alors que les rasoirs pour homme sont taxés comme des produits de première nécessité.

La taxe rose, quant à elle, n'est pas une vraie taxe, mais désigne tout simplement le phénomène qui consiste à vendre plus cher des produits et services conçus pour les femmes que leur équivalent destiné aux hommes, ce qui renchérit le coût de la vie pour ces dernières. Le phénomène consistant à grever les produits hygiéniques féminins comme des produits de luxe est quant à lui connu sous le nom de « taxe tampax ». Là encore, les femmes paient plein pot pour des produits qui leur sont indispensables.

Depuis mars 2017, les États membres de l'Union peuvent décider quels produits ils souhaitent ajouter à la liste de ceux qui bénéficient d'une TVA réduite. Cependant, elle ne peut être inférieure à 5 % pour les produits sanitaires<sup>20</sup>. Les femmes sans-abri, les femmes à faibles revenus et les jeunes filles qui doivent acheter ces produits sanitaires avec leur propre argent sont particulièrement touchées par la « taxe tampax », qui les empêche de répondre correctement à leurs besoins sanitaires fondamentaux.

## 27. DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME DANS LE SECTEUR DU TEXTILE

Davina

Il faut rendre les chaînes d'approvisionnement dans le secteur textile plus équitables en adoptant une législation contraignante dans le domaine des droits de l'homme. Toute entreprise textile qui produit ou vend ses produits au sein de l'Union doit être en mesure de prouver qu'elle respecte les droits de l'homme et respecte les normes internationales du travail.

À terme, il faut promouvoir l'institutionnalisation du commerce équitable et la création de régimes de certification communs, ainsi que la tenue d'un débat ouvert sur le commerce équitable pour toucher un plus large public.

À cette fin, les députés au Parlement européen pourraient par exemple accorder leur soutien à des campagnes et adopter des résolutions visant à doter chaque accord commercial d'un chapitre sur le commerce équitable.

## ENTRETIEN



### Quelle importance revêt l'intégrité dans le domaine des droits de l'homme?

*S'agissant de l'Europe, il y a de plus en plus lieu de s'interroger sur son intégrité et son engagement en matière de défense des droits fondamentaux de la personne humaine quand on voit qu'elle ne fait rien alors que des familles et des personnes vulnérables meurent sur ses rivages. Comment inculquer aux jeunes un sentiment de fierté vis-à-vis de l'Europe lorsqu'elle ne respecte pas les droits fondamentaux de la personne humaine? L'on assiste à pléthore de beaux discours qui donnent hélas trop souvent l'impression de ne reposer que sur des platitudes caritatives et un vague sentiment de solidarité au sujet de la migration. L'Europe doit procéder à une introspection. L'Union doit réexaminer certaines de ses pratiques commerciales pour s'assurer que les droits de l'homme demeurent une composante essentielle de tout accord commercial.*

### Pourquoi certaines personnes boudent-elles les urnes?

*À mon avis, si les jeunes ne vont pas voter, c'est qu'ils ne se sentent ni concernés ni représentés par le Parlement européen. C'est particulièrement vrai pour les Européens qui ne sont pas des Blancs et que l'on continue de qualifier d'immigrés de deuxième ou de troisième génération. Comment demander aux jeunes de voter aux élections européennes s'ils ne se sentent pas représentés par le Parlement qui en est issu? L'Europe doit écouter davantage ce que les jeunes ont à lui dire et répondre à leurs besoins. Elle doit s'efforcer de les représenter au Parlement européen comme ils méritent de l'être.*

**Amal Hussein,**  
étudiant somalien en Espagne



## RÉVOLUTION

**La colère gronde en Europe. Nous commençons à nous rendre compte que les structures socio-économiques actuelles ne servent pas les intérêts du peuple. La contradiction inhérente au modèle économique actuel est que sa réussite repose exclusivement sur une croissance perpétuelle et inépuisable. Or, cette croissance se fait sur le dos des masses. L'effet de ruissellement tant promis n'a jamais eu lieu. Bien au contraire, les riches continuent de s'enrichir tandis que les pauvres sombrent dans la misère.**

*Il est indéniable que si les choses se maintiennent dans leur état actuel, cela ne fera qu'empirer. Le changement est donc notre seul espoir. En tant qu'individus évoluant au sein d'un système, nous sommes bien obligés de nous soumettre à ses exigences aussi inflexibles qu'impitoyables. Tous seuls, nous sommes impuissants, et le système se perpétue à nos dépens. Et plus il se perpétue ainsi, plus nous en faisons les frais. Ce coût individuel devient rapidement un coût collectif.*

*Si nous voulons que les choses s'améliorent, nous devons transformer ce coût collectif en révolution collective, et démanteler les structures qui, loin de contribuer au bien du peuple, ne font que l'opprimer. Les députés au Parlement européen sont les mieux placés pour déclencher un tel bouleversement. Nous, les jeunes d'Europe, les incitons à rassembler l'audace et le courage nécessaires pour prendre les décisions qui s'imposent dans l'intérêt des plus vulnérables.*

*Comme tout bouleversement digne de ce nom, il faudra s'attendre à ce que certains, surtout ceux qui tirent actuellement leur épingle du jeu, freinent des quatre fers et attisent la polémique. Nous avons besoin d'hommes et de femmes politiques intègres convaincus qu'un avenir meilleur est possible si l'on prend des décisions difficiles pour le bien commun. Ils devront savoir résister à la pression que ne manqueront pas de vouloir exercer sur eux les puissants qui tirent les ficelles en coulisses.*

*Nous sommes jeunes; nous sommes idéalistes; nous sommes convaincus qu'un grand chamboulement est possible. Ne nous décevez pas.*



## 28. DES FORMATIONS ACCESSIBLES DANS TOUTE L'EUROPE

*Idee émise lors d'un atelier*

L'Union européenne devrait promouvoir la création de modules pédagogiques facilement accessibles et gratuits sur YouTube et les autres plateformes de réseaux sociaux, avec l'aide des universités. Les sujets traités seraient des plus divers, de la programmation informatique aux cours de langue.

L'Union compte de très nombreux étudiants, dont une partie bénéficie du programme Erasmus et a ainsi l'occasion de fréquenter plusieurs universités. Par contre, une fois entrés dans la vie professionnelle, les jeunes perdent la possibilité de consolider leurs acquis. En proposant ces formations en ligne, l'Union européenne pourrait vraiment changer la donne en aidant des millions de personnes sur tout son territoire à compléter leur formation initiale. Sans compter que cela permettrait aux personnes qui n'ont pas pu aller à l'université d'acquérir de nouvelles compétences.

Ce projet passerait par un partenariat avec des universités dans toute l'Union, éventuellement en s'appuyant sur le réseau Erasmus déjà en place.

## 29. POUR PLUS DE DIVERSITÉ DANS LES RENCONTRES EYE

Roger

Je trouve qu'il faudrait débloquer un financement en amont de la rencontre à destination d'organisations de jeunesse plus diverses, pour qui les coûts que suppose la participation à la rencontre sont prohibitifs. La majorité des participants de cette édition avaient un très haut niveau d'études et bénéficiaient d'une sécurité financière, ce qui ne reflète pas du tout la situation de la jeunesse européenne. Je souhaiterais que les rencontres à venir soient plus inclusives pour que des participants d'horizons plus divers puissent s'y rendre.

Les rencontres EYE sont pour les jeunes l'occasion de faire entendre leur voix. Encore faut-il que ces voix qui s'élèvent soient représentatives de toute la jeunesse européenne et pas seulement de quelques privilégiés. Le transport, le logement, la nourriture... Cela coûte cher, et même très cher si l'on vient de plus loin. Bien que certaines organisations de jeunesse bénéficient de subventions pour couvrir ces coûts, celles-ci sont versées après coup, ce qui suppose de disposer de fonds à l'avance.

Dès lors, force est de constater que l'édition 2018 n'a pas vu s'exprimer ceux qui rencontrent des difficultés financières. Nous nous sommes privés de leurs contributions et de leurs idées. Pour accroître la diversité de la rencontre, il faudrait prévoir des financements destinés aux personnes plus qu'aux organisations ainsi que promouvoir davantage la rencontre auprès de différentes institutions. Une autre possibilité est de trouver des sponsors et de promouvoir la rencontre un peu plus en avance dans les régions d'où proviennent peu de participants.

## 31. EMPÊCHER L'ÉVASION FISCALE

Jonathon

Je souhaite que l'Union empêche les riches d'exploiter les privilèges de la fortune en créant un registre de propriété qui recense les bénéficiaires réels de tous les actifs européens.

Tous les indicateurs montrent clairement que les inégalités se creusent. À mesure que les riches s'enrichissent, ils deviennent également plus intelligents lorsqu'il s'agit de cacher leur argent. Or, non seulement cela nuit aux services publics, privés de recettes qui leur sont indispensables, et aux couches modestes de la société, qui voient leur qualité de vie périlcliter, mais, pire encore, le manque de réaction des gouvernements face aux pratiques illégales des super-riches fait peu à peu perdre au peuple toute confiance dans le processus démocratique.

Une plus grande transparence permettrait d'identifier facilement le véritable bénéficiaire effectif d'un actif donné. Cela empêcherait les entreprises et particuliers très riches de se cacher derrière des sociétés-écrans, pratique très courante qui a éclaté au grand jour avec les Panama Papers.

Le Parlement européen pourrait travailler main dans la main avec d'autres institutions européennes pour faire d'un tel registre une réalité.

## 30. UN IMPÔT SUR LES ROBOTS!

*Idée émise lors d'un atelier*

Je souhaiterais voir l'Union européenne imposer les robots, sur le modèle des impôts dont s'acquittent actuellement les travailleurs en chair et en os. Cela permettrait de récupérer les pertes causées par la baisse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu et constituerait une source de recettes permettant aux États de faire face au remaniement du marché du travail.

En effet, ce dernier ne saurait tarder: selon les spécialistes, les robots occuperaient dans un avenir plus ou moins proche les emplois moyennement qualifiés à rémunération moyenne, les progrès de l'intelligence artificielle leur permettant de travailler plus dur et plus rapidement que les humains tout en commettant moins d'erreurs. Pour éviter la disparition de la classe moyenne, qui ne ferait que creuser davantage les inégalités, il faut prendre des mesures pour que l'augmentation des richesses créée par les robots soit redistribuée à l'ensemble de la société. Le Parlement européen a déjà rejeté une proposition visant à créer un tel impôt, mais je suis convaincu que cette mesure est indispensable pour faire face aux problèmes qu'entraînera le remaniement du marché du travail<sup>21</sup>.

Un impôt sur l'automatisation permettrait de redistribuer les richesses par l'intermédiaire des systèmes de sécurité sociale, des programmes de formation et des services public, ainsi que d'investir dans d'autres secteurs de l'économie. Surtout, la redistribution par la fiscalité confie la responsabilité du partage des richesses à l'État, représenté par un gouvernement élu démocratiquement, et non aux entreprises privées.

<sup>21</sup> Parlement européen, « Robots et intelligence artificielle: les députés demandent des règles européennes en matière de responsabilité », <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20170210IPR61808/robots-les-deputes-veulent-des-regles-europeennes-en-matiere-de-responsabilite> (consulté en juillet 2018)

## 32. UN PARLEMENT EUROPÉEN QUI REFLÈTE LA DIVERSITÉ DU CONTINENT

Fatima & Amal

La population européenne n'a jamais été aussi diverse ni aussi plurielle. Malheureusement, la composition du Parlement européen ne reflète pas cette évolution, le député moyen étant blanc, de sexe masculin et hétérosexuel. À l'heure actuelle, le Parlement compte seulement 37,4 % de députées<sup>22</sup>, seuls 17 des 751 députés ne sont pas des blancs<sup>23</sup> et moins de 4 % ont moins de 35 ans<sup>24</sup>. Nous, les jeunes Européens, n'avons pas tous la même couleur de peau, la même orientation sexuelle ni la même identité de genre. Parmi nous, il y a des personnes handicapées, des personnes non handicapées et des personnes victimes de discriminations multiples.

Nous voudrions voir notre dynamisme et notre diversité reflétés dans l'hémicycle. Il est important que les députés puissent comprendre notre vécu, pour qu'ils puissent se sentir concernés par les problèmes spécifiques que nous rencontrons et soient prêts à se battre pour nous. Il reste encore beaucoup à faire pour créer une société véritablement inclusive. Pour nous sentir représentés et de vrais citoyens de l'Union, il est indispensable que nous puissions voir des gens qui nous ressemblent siéger parmi les décideurs.



<sup>22</sup> Parlement européen, « Les femmes au Parlement européen », [http://www.europarl.europa.eu/RegData/publications/2017/0001/P8\\_PUB\(2017\)0001\\_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/publications/2017/0001/P8_PUB(2017)0001_FR.pdf) (consulté en juillet 2018)

<sup>23</sup> Politico, article sur la perte d'une certaine conception de la diversité que causera le Brexit, <https://www.politico.eu/article/brexit-diversity-exists-the-eu-brussels> (consulté en juin 2018)

<sup>24</sup> Chiffres de l'administration du Parlement européen

## ENTRETIEN



*Les inégalités en Europe concernent aussi le bonheur. Ceux qui sont conscients qu'ils sont moins heureux et moins égaux s'en retrouvent vraiment démoralisés, ce qui ne fait que creuser ces inégalités. Il est dès lors important d'œuvrer pour que tous soient égaux en bonheur, et pas seulement en droit. N'oublions pas que la principale source de bonheur, ce n'est pas l'argent, c'est la santé! Il est temps que la sphère politique européenne s'écarte des indicateurs liés au PIB et envisage sérieusement d'évaluer la réussite des politiques publiques à l'aune du bonheur. Prenons un exemple: la corrélation entre la santé mentale et le bonheur est plus forte que celle entre l'emploi et le bonheur. Pourtant, la sphère politique s'intéresse quasi-exclusivement aux chiffres du chômage lorsqu'il s'agit de mesurer la réussite d'une politique.*

*Un autre piège consiste à interpréter de travers les découvertes scientifiques et de croire que ce qui rend la plupart des gens heureux rendra heureuse la société dans son ensemble. Dès que l'on restreint la liberté individuelle de faire ses propres choix de vie, par exemple en imposant une alimentation saine, dans le but de rendre les gens heureux, l'on obtient souvent un résultat diamétralement opposé. Il en va de même avec l'éducation: forcer quelqu'un à faire des études s'il n'en a pas envie, sous prétexte qu'en moyenne, les gens qui ont fait des études supérieures sont plus heureux, ne servira qu'à rendre cette personne malheureuse. Une meilleure approche consiste à expliquer aux gens pourquoi telle ou telle décision serait opportune, puis leur laisser la liberté de choisir par eux-mêmes.*

**Isabelle Arendt,**  
Happiness Research Institute



### 33. FAITES PLUTÔT NOTRE BONHEUR! CONTRE LE PIB COMME SEULE MESURE DE PROGRÈS

Joshua

Je voudrais que les députés accordent la priorité au bonheur des citoyens de l'Union. Il faudrait commencer à s'appuyer sur les indicateurs qui permettent de mesurer de manière scientifique le bonheur pour élaborer des politiques publiques et déterminer leur degré de réussite. Cela implique de regarder au-delà des niveaux nationaux de bonheur pour déceler des tendances, et de recenser des sources de bonheur mesurables autrement qu'en s'appuyant sur les indicateurs quantitatifs traditionnels tels que le revenu.

Les inégalités sociales touchent tous les domaines de la vie, y compris le bonheur. L'on croit à tort que le bonheur n'est qu'un concept abstrait et gentillet, mais il s'agit en réalité d'une vraie science. L'OCDE a même mis au point un indicateur du vivre mieux, qui sert à mesurer le bonheur et s'appuie sur dix catégories différentes, dont la santé, la participation citoyenne, l'environnement et la communauté. À l'heure actuelle, les inégalités en matière de bonheur se creusent. Si la sphère politique européenne souhaite renverser cette tendance, elle doit dès à présent prêter l'oreille aux citoyens pour mieux comprendre le problème.

Si le revenu a bien sûr son importance, l'une des principales sources de bonheur est en réalité la santé. Il faut cependant reconnaître que les deux sont intimement liés: plus on est riche, meilleurs sont les soins auxquels on a accès. Si la sphère politique européenne souhaite réellement faire le bonheur de ses électeurs, elle devrait replacer celui-ci au centre de toutes ses décisions politiques. Comme l'a fort justement dit un participant venu de Bulgarie, « le bonheur, ce n'est pas une politique unique ».

### 34. RENDRE LES ZONES RURALES PLUS ATTRACTIVES POUR LA JEUNESSE

Jannes

Je voudrais voir l'Union européenne se préoccuper vraiment de ses zones rurales, pour qu'elles retrouvent leur dynamisme. Il faut endiguer l'exode rural des jeunes, tout en cherchant à attirer les jeunes citadins qui ont du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

28 % de la population européenne vit dans les zones rurales, mais il reste encore beaucoup à faire pour combler les inégalités auxquelles cette population est confrontée en matière de représentation politique, de mobilité et d'accès au savoir<sup>25</sup>. La population rurale ne bénéficie en effet pas des mêmes perspectives en matière de découvertes et d'expériences que la population urbaine. Dès lors, les jeunes sont obligés d'aller voir ailleurs, laissant derrière eux une communauté vieillissante et en déclin.

Pour rendre les zones rurales plus attractives pour les jeunes, il faut absolument veiller à ce qu'ils puissent y assouvir tous leurs besoins. Il faut des infrastructures adaptées pour que les jeunes puissent donner le meilleur d'eux-mêmes dans les domaines personnel, politique et éducatif. Ainsi, l'enseignement doit toucher même les endroits les plus isolés, par exemple grâce à des cours à distance, notamment les formations destinées aux entrepreneurs agricoles. Je souhaite que les politiques publiques soient conçues de manière à ce que chaque région d'Europe puisse élaborer son propre programme de développement rural et tenir compte ainsi des besoins de la jeunesse.



<sup>25</sup> Commission européenne, « Statistiques sur les zones rurales dans l'Union européenne », [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Statistics\\_on\\_rural\\_areas\\_in\\_the\\_EU/fr](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Statistics_on_rural_areas_in_the_EU/fr) (consulté en juin 2018)

## PRENDRE SON DESTIN EN MAIN

**Au cours du siècle dernier, nous avons fait de grands progrès pour réduire les inégalités. Mais il ne faudrait pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons rester vigilants et lutter contre toute inversion de la tendance.**

*L'égalité n'est pas acquise une bonne fois pour toutes: elle peut être accordée un jour et foulée aux pieds le lendemain. Préserver les dernières conquêtes en matière d'égalité est déjà bien difficile et impose de toujours trouver un juste équilibre.*

*L'égalité sera toujours quelque chose de très personnel et contextuel. Comprendre vraiment l'égalité, c'est vouloir l'égalité pour tous, pas que pour certains groupes. Il est absolument indispensable de la concevoir ainsi, sans quoi nous n'y arriverons pas. C'est pourquoi il importe que chaque membre de la société, sans exception, se sente en droit de s'exprimer, d'expliquer ce que l'égalité signifie pour lui et de dire comment il souhaite être traité.*

*Être maître de son destin, c'est savoir que l'on compte pour quelque chose: je compte, ma voix compte, et lorsque je m'exprime, mon avis compte. En leur donnant les outils pour s'exprimer, et surtout, en écoutant ce qu'ils ont à dire, les députés au Parlement européen peuvent donner aux jeunes les moyens de prendre leur destin en main pour lutter pour une Europe plus juste.*

### 35. AUTONOMISER ET INTÉGRER LES RÉFUGIÉS EN LES INTÉGRANT AU SYSTÈME ÉDUCATIF NATIONAL

*Idée émise lors d'un atelier*

J'aimerais que l'Union européenne fasse comprendre à ses États membres que l'éducation est un volet indispensable des stratégies de réaction aux urgences migratoires.

D'après un rapport du HCR, 3,5 millions d'enfants réfugiés âgés de 5 à 17 ans n'ont pas pu aller à l'école pendant l'année scolaire 2016, ce qui montre l'existence d'une véritable crise éducative touchant les jeunes déplacés<sup>26</sup>. Le système éducatif est seul à même de donner une chance aux jeunes réfugiés de s'intégrer dans la communauté locale. C'est à l'école qu'ils noueront des amitiés, se familiariseront avec la culture locale et apprendront la langue du pays. En outre, c'est là qu'ils acquerront les compétences nécessaires pour contribuer à la société et y jouer un rôle actif.

Les États membres devraient faire tout leur possible pour intégrer les réfugiés dans le système éducatif national, dans le but de leur transmettre les compétences et les savoirs nécessaires pour qu'ils puissent être indépendants et mieux comprendre leur terre d'accueil.

Je voudrais que l'Union européenne apporte le soutien nécessaire à ce processus, en fournissant les connaissances, les données et l'aide financière indispensables, afin que la transition se passe le mieux possible. Il ne faut pas oublier de solliciter également les organisations de jeunesse, qui ont un grand rôle à jouer pour faciliter l'intégration des jeunes réfugiés. Elles pourraient par exemple bénéficier d'une aide financière et de mesures incitatives au niveau de l'Union.

### 36. DISPENSER UNE ÉDUCATION SEXUELLE COMPLÈTE

*Jiale*

Je demande à l'Union européenne d'exiger de ses États membres qu'ils dispensent à leurs citoyens une éducation sexuelle complète dans le cadre des programmes scolaires. Une telle éducation devrait s'appuyer sur les programmes déjà existants, qui couvrent des sujets tels que la puberté et la santé sexuelle, mais y ajouter une présentation neutre de sujets tels que l'identité de genre, l'orientation sexuelle, les comportements sexuels et la variance de genre.

Grâce aux efforts louables du mouvement LGBTQI+, l'identité de genre et l'orientation sexuelle ont échappé aux anciennes restrictions normatives et sont maintenant comprises comme quelque chose de très personnel qui ne peut s'épanouir que dans un contexte de tolérance. Les jeunes de nos jours sont mieux informés, se connaissent mieux eux-mêmes et résistent davantage aux pressions sociétales. L'éducation sexuelle telle qu'elle est dispensée aujourd'hui est par contre restée coincée au siècle dernier.

Réformer l'éducation sexuelle, c'est promouvoir une société où le sexe n'est plus tabou, faire la chasse aux préjugés et apprendre aux jeunes à prendre soin d'eux-mêmes dans un environnement qui ne les juge pas.

<sup>26</sup> HCR, communiqué de presse sur la crise éducative qui touche les enfants réfugiés, <http://www.unhcr.org/news/press/2017/9/59b6a3ec4/unhcr-report-highlights-education-crisis-refugee-children.html> (consulté en juin 2018)

## 37. SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ET L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE

Ellie

Je voudrais que l'Union européenne fasse plus d'efforts pour aider l'entrepreneuriat social et promouvoir l'économie collaborative, en particulier auprès des jeunes. J'aimerais aussi qu'elle aide les entreprises sociales à se développer en dialoguant avec elles pour comprendre les obstacles législatifs qu'elles rencontrent, et en coopérant avec elles pour surmonter ces obstacles si besoin est.

Dans l'histoire de l'humanité, il n'est pas une seule invention ou progrès technologique qui n'ait eu ses détracteurs et ses prophètes de malheur. Nos appareils modernes, bien que conçus pour améliorer la connectivité, font parfois tout le contraire. C'est à des moments comme celui-ci qu'il fait bon de se rappeler de la maxime de Bill Gates : « La technologie n'est qu'un outil ».

L'économie collaborative est née de la fusion entre la solidarité économique et sociale et les technologies de la communication. Elle met en contact sur internet ceux qui donnent, ceux qui reçoivent et ceux qui partagent. La génération des enfants du millénaire accorde plus d'importance à la disponibilité qu'à la propriété, au partage qu'au statut social. C'est ce qui explique le franc succès rencontré par les applis collaboratives telles qu'Uber, AirBnB et Crowdfunding. Au-delà de ses retombées commerciales, l'économie collaborative est également un moteur de justice sociale, car elle facilite une économie circulaire où les connaissances, les ressources et les services sont redistribués pour changer la société au lieu de finir au rebut.

Citons ici l'entreprise sociale « Too Good To Go », qui a mis au point une appli du même nom grâce à laquelle des producteurs alimentaires qui ont un excédent de production peuvent l'écouler auprès de consommateurs à la recherche d'une bonne affaire. Rose Boursier-Wyler, représentante de cette société, témoigne que celle-ci rencontre encore des obstacles juridiques, liés notamment à la date limite d'utilisation optimale, qui entravent son développement. Elle espère pouvoir travailler avec l'Union européenne pour surmonter ces obstacles afin de réduire encore davantage le gaspillage alimentaire.



<sup>27</sup> Free Press Unlimited, lettre ouverte à l'Union européenne pour lui demander de lutter contre les assassinats de journalistes, <https://www.freepressunlimited.org/en/news/media-organisations-urge-eu-to-take-action-on-killing-of-journalists> (consulté en juin 2018)

<sup>28</sup> Idem

## 38. DES MÉCANISMES DE PROTECTION NATIONAUX POUR LES JOURNALISTES EN EUROPE

Miranda

Je veux que l'Union européenne se pose en défenseur des journalistes, qu'elle œuvre avec les États membres à la mise en place de mesures de protection au niveau national pour les journalistes qui travaillent en Europe. Il faut mettre fin à la culture actuelle d'impunité des puissants. Une possibilité est de créer un groupe de travail ou une organisation paneuropéens qui surveille l'état de la liberté de la presse dans toute l'Europe et tienne les députés au Parlement européen et les États membres informés.

Les valeurs démocratiques ne signifient pas grand-chose en l'absence d'une réelle protection de la liberté de la presse. Depuis quelques années déjà, la liberté de la presse est en train de s'éffriter. Nous vivons dans un monde où l'on tue un journaliste tous les cinq jours, le plus souvent dans l'impunité la plus totale<sup>27</sup>.

L'Europe n'échappe pas au dénigrement de la liberté journalistique ; ces derniers mois, nous avons été témoins des meurtres de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, du journaliste slovaque Ján Kuciak et de la journaliste suédoise Kim Wall. D'après l'indicateur régional 2018 de Reporters sans frontières, l'ingérence de l'État et l'hostilité à l'égard des journalistes se sont accrues dans la majeure partie de l'Europe (Malte, la République tchèque, la Slovaquie et la Serbie, qui est candidate à l'adhésion à l'UE, enregistrant les pires aggravations)<sup>28</sup>.

## 39. PROMOUVOIR LA LANGUE DES SIGNES

Ferre

Je souhaiterais voir l'éducation mutuelle des personnes handicapées et des personnes valides, afin que le défi du vivre ensemble représente une valeur ajoutée pour l'expérience d'apprentissage. Les personnes valides devraient être encouragées à apprendre la langue des signes, apprentissage qui devrait être promu en proposant des cours dans les écoles.

L'approche actuelle à l'égard des personnes handicapées dans le système éducatif, où ils sont parfois séparés des personnes valides, entraîne leur exclusion sociale et l'immobilité de la communauté handicapée. Le pourcentage des étudiants handicapés qui participent à Erasmus est par exemple bien plus faible que leur proportion dans ce segment de la population.

Le problème d'accessibilité pour les personnes handicapées et les obstacles que ce problème représente pour l'éducation sont vastes. Parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans dans l'Union européenne, 14 % font état de difficultés à effectuer certaines activités de base<sup>29</sup>. Les jeunes handicapés ont un taux bien plus élevé de décrochage scolaire que les valides (31,5 % contre 12,3 %) <sup>30</sup>. Ces tendances à l'exclusion s'étendent également à l'emploi, puisque moins d'une personne sur deux ayant des difficultés à effectuer certaines activités de base a un emploi<sup>31</sup>.

<sup>29</sup> Eurostat, chiffres sur les handicaps dans la population active, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/8/B/c/Infographic\\_Disability\\_statistics\\_final.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/8/B/c/Infographic_Disability_statistics_final.png) (consulté en juin 2018)

<sup>30</sup> Commission européenne, statistiques sur le handicap - accès à l'éducation et à la formation, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Disability\\_statistics\\_-\\_access\\_to\\_education\\_and\\_training](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Disability_statistics_-_access_to_education_and_training) (consulté en juin 2018)

<sup>31</sup> Eurostat, chiffres sur les handicaps dans la population active, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/8/B/c/Infographic\\_Disability\\_statistics\\_final.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/8/B/c/Infographic_Disability_statistics_final.png) (consulté en juin 2018)

## ENTRETIEN



*Nous devons avoir une approche différente de la dichotomie entre zones urbaines et zones rurales. L'écart n'est pas nécessairement polarisé et relève davantage d'un ensemble de facteurs puisque chaque zone rurale est différente et est confrontée à une série de défis qui requièrent leurs propres solutions spécifiques. Il faut cesser de voir uniquement le traditionnel rôle agricole de ces zones. Les zones rurales estiment souvent qu'elles sont exclues de l'avancée de la mondialisation.*

*Les zones rurales devraient trouver leur propre niche à exploiter, dans laquelle elles ont un avantage compétitif à offrir, et elles devraient être aidées à développer ladite niche. Les politiques devraient bien sûr les y inciter à l'aide d'infrastructures ainsi qu'en promouvant l'innovation et l'éducation. Pour ce faire, il convient notamment de passer d'une approche fondée sur des subventions à une approche mettant les acteurs concernés aux commandes. De même, les municipalités indépendantes devraient être en mesure d'établir des partenariats pour répondre ensemble aux politiques.*

**Guillaume Lecaros de Cossio,**  
OCDE





youthkaunas • Follow  
Strasbourg, France

youthkaunas Akimirkos iš kelionės į Strasbūrą. #EYE2018. Džiaugiamės išsinešusios iš šio renginio daugybę idėjų, motyvacijos tobulėti, ryšių su Europos jaunimu bei žinių, kurios ateityje padės Youth Kaunui tobulėti! sejdra j'adore tes postes je commence à te suivre ! 🇵🇱 tu peux faire pareil ?



76 likes

JUNE 17

Log in to like or comment.



## 40. CRÉER DES LOGEMENTS DE TRANSITION

*Idée émise lors d'un atelier*

Je voudrais voir l'Union s'investir pour aider les jeunes pendant la phase de transition qui débute pour eux en arrivant sur le marché locatif. Ceci nécessite une approche différente selon qu'il s'agisse de zones urbaines ou rurales. Dans les zones urbaines, le problème est bien souvent le prix du loyer plus que la disponibilité de logements, c'est pourquoi une solution pourrait comprendre une forme de logement social dans lequel le loyer est plafonné au début.

Le chômage des jeunes demeure élevé dans certaines parties d'Europe, tandis que les travailleurs débutants gagnent considérablement moins que leurs supérieurs alors qu'ils sont confrontés à des loyers élevés. Quitter le logement familial est une étape formatrice pour les jeunes qui veulent prendre leur indépendance et leur autonomie. Or, le marché du logement et le marché locatif affichent des prix prohibitifs.

Dans les zones rurales, le problème auquel les jeunes se heurtent est le manque de petits logements abordables correspondant aux besoins des jeunes. Je souhaiterais que des appartements de transition soient construits dans les zones rurales, pour offrir aux jeunes un logement de petite taille à loyer modéré comme alternative au foyer familial.

Cela représenterait un véritable changement pour de nombreux jeunes et pallierait l'un des problèmes les plus persistants liés au chômage des jeunes.



# COMMENTAIRE DU FORUM EUROPÉEN DE LA JEUNESSE RICHES ET PAUVRES

**La crise économique et financière est derrière nous et l'emploi revient, paraît-il. Mais les jeunes risquent d'être moins à l'aise que leurs parents. Les jeunes sont encore deux fois plus confrontés au chômage que la moyenne de l'Union. Comment faire en sorte que l'Europe sociale se concrétise pour tous les jeunes, y compris les plus vulnérables ? Le Forum européen de la jeunesse lutte pour des emplois de qualité, pour interdire les stages gratuits et garantir des systèmes de sécurité sociale pour tous.**

Les jeunes constituant désormais le groupe le plus exposé au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, il est clair qu'ils portent le fardeau des inégalités croissantes dans l'Union européenne. Si les problèmes spécifiques aux jeunes progressent dans l'ordre des priorités politiques européennes, les interventions se sont trop souvent concentrées exclusivement sur la lutte contre le chômage des jeunes. Or, au festival Yo!Fest et lors de la rencontre des jeunes européens 2018, les droits économiques ne représentaient que l'un des thèmes de la conversation. Les jeunes s'y sont réunis pour discuter de domaines d'inclusion sociale, comme l'accès aux soins de santé, le logement, et l'insertion dans la société en plus de l'emploi. Il a été reconnu que les jeunes ne constituaient pas un groupe homogène: leurs besoins, leur milieu et leurs expériences diffèrent, ce qui influe sur leur capacité à jouir pleinement de leurs droits sociaux et économiques.

Les discussions que les jeunes ont eues lors du festival Yo!Fest et de la rencontre des jeunes européens (EYE) ont mis en lumière la nécessité d'investir dans une Europe plus sociale après des années de focalisation sur le renforcement de l'Union économique et monétaire. Le 17 novembre 2017, l'Union européenne a proclamé le socle européen des droits sociaux, qui énonce 20 principes et droits fondamentaux essentiels pour un marché du travail équitable et des systèmes de sécurité sociale en Europe aujourd'hui. Le socle comprend de nombreux principes qui ont une incidence sur les jeunes comme l'accès à la protection sociale, le droit à une éducation de qualité ouverte à tous, et des salaires minimaux adéquats.

Le socle constitue une avancée dans la bonne direction, mais l'Union européenne doit s'attacher aux éléments suivants pour veiller à ce que les jeunes puissent échapper à la pauvreté et à l'exclusion sociale:

Il nous faut des systèmes éducatifs ouverts à tous. Les systèmes scolaires en Europe ne réussissent souvent pas à garantir l'insertion des jeunes de milieux vulnérables (comme les jeunes Roms, les jeunes handicapés, les jeunes réfugiés, etc.). L'Europe sociale ne peut se concrétiser si nous ne parvenons pas à garantir que chacun, quel que soit son milieu, ait accès à une éducation libre, centrée sur l'élève, qui soit à même de donner aux jeunes les clés pour agir en tant que citoyens et détenteurs de droits. Ceci implique d'investir davantage dans l'éducation non formelle et les

prestataires d'éducation non formelle dont il est établi qu'ils parviennent à toucher ceux que l'éducation formelle n'atteint pas. Il importe également de mieux reconnaître cette forme d'éducation et ses prestataires.

Il nous faut davantage d'opportunités de formation de qualité. Davantage d'efforts sont nécessaires au niveau national pour adopter et appliquer des actes législatifs afin de mieux réglementer les stages et l'apprentissage, conformément aux principes de la charte européenne pour la qualité des stages et des apprentissages du Forum européen de la jeunesse. Ceci garantirait l'égalité d'accès à des opportunités de formation respectant des normes de qualité, et présentant par conséquent le potentiel d'offrir de véritables tremplins vers l'emploi.

Il nous faut investir dans la capacité des jeunes à devenir indépendants et autonomes. Les politiques doivent viser en priorité à fournir des logements accessibles et à agir de façon précoce pour lutter contre le sans-abrisme. Elles doivent viser également à garantir l'accès universel à des soins de santé de qualité, indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'origine, de l'éducation, de l'emploi ou du statut de résident.

Il nous faut mieux nous adapter à l'évolution de la nature du travail. Les jeunes sont de plus en plus contraints de se diriger vers des formes d'emploi atypiques comme les contrats « zéro heure », le travail temporaire ou à temps partiel involontaire, et le statut de faux indépendant. Ceci affecte leur capacité à accéder aux droits de base dont bénéficient les travailleurs, comme les congés de maladie ou les congés payés. La législation du travail doit évoluer pour répondre aux défis émergents qu'entraînent les nouvelles formes d'emploi.



Nous devons améliorer l'accès à la protection sociale. C'est essentiel pour réduire la pauvreté des jeunes car les régimes de sécurité sociale ne reflètent souvent pas très bien la réalité du marché du travail pour les jeunes, et l'accès à la protection sociale est souvent lié aux antécédents d'emploi ou au statut de travailleur. La protection sociale doit être accessible aux jeunes en tenant compte du type d'emploi que les jeunes effectuent, comme les stages, les apprentissages et le travail non rémunéré.

Nous devons abolir les politiques de salaire minimal plus bas pour les jeunes. Les salaires minimaux plus bas pour les jeunes sont discriminatoires et contraires au principe d'égalité de rémunération pour un travail égal. L'Union européenne devrait adopter une recommandation sur des salaires minimaux adéquats, encourageant les États membres à supprimer les salaires minimaux destinés aux jeunes.

Nous devons associer les jeunes à la lutte contre l'exclusion économique et sociale. Les organisations de jeunes et les structures dirigées par des jeunes sont bien placées pour comprendre les besoins des jeunes et ont de l'expérience dans le contact avec les groupes vulnérables. Investir dans les organisations de jeunes et les associer étroitement à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et des programmes ayant une incidence sur la jeunesse est essentiel pour que ces politiques soient aussi efficaces que possible.

Aucun de ces objectifs ne pourra être atteint sans y dédier un financement adéquat en parallèle de propositions de politiques au niveau national et au niveau de l'Union. Le prochain budget de l'Union européenne sera l'occasion de prouver que les jeunes sont une priorité dans l'agenda politique et d'investir correctement dans des politiques et programmes visant à sortir les jeunes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les financements doivent être accompagnés d'une stratégie claire pour soutenir la mise en œuvre du socle des droits sociaux, et il est primordial d'inscrire la problématique « jeunesse » dans toutes les priorités thématiques.

Après des années d'austérité, la montée des inégalités a eu des conséquences importantes dans l'Union. Elle a affecté notre cohésion sociale, sapé la confiance dans les institutions politiques, et poussé les personnes déçues vers le populisme et l'extrémisme. La jeunesse d'Europe veut avoir sa part équitable du gâteau. Il est temps de concrétiser l'Europe sociale et d'investir dans la jeunesse.

### 3. ENSEMBLE ET SÉPARÉMENT: Battons-nous pour une Europe plus forte

Notre génération a été influencée par l'Union européenne et tous ses avantages et défis. La plupart des jeunes de l'Europe connaissent à peine la vie avant l'Union européenne.

Et pourtant, il existe un nombre considérable de jeunes Européens qui soutiennent des partis et des mouvements qui veulent inverser l'intégration européenne. Nous pensons trop souvent que ce que l'Europe a apporté ces dernières décennies est acquis. Cela vaut pour toutes les générations.

De nombreux jeunes ne connaissent cependant pas la différence entre une société européenne et une société non européenne, car ils n'ont pas pu faire l'expérience de la deuxième. En outre, l'Union européenne est souvent utilisée comme prétexte par divers gouvernements nationaux européens qui veulent rejeter les problèmes sur le dos de l'Union en suscitant les controverses et l'isolationnisme. Cette tendance contribue à donner une image négative de l'Union, et ce en partie par la faute de ses propres États membres.

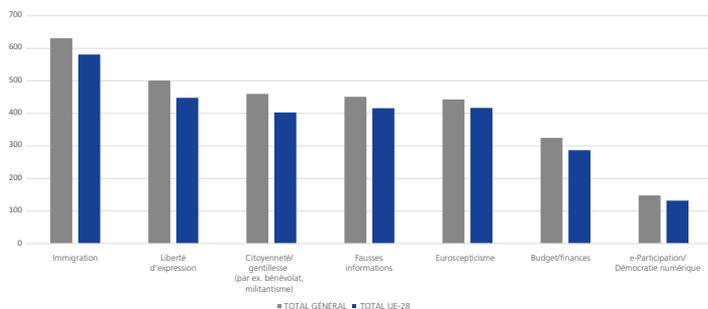
Le manque d'autopromotion et de défense dont ont fait preuve l'Union et ses États membres montre que le bloc a eu du mal à régler de manière proactive les problèmes et situations qui ont nui au projet européen ces dernières années.

Nous devons tenir compte du fait que l'Union a certains torts. Il n'existe pas d'Union de sécurité sociale pour tous les citoyens européens, et l'Union peine à instaurer l'égalité entre tous les citoyens, indépendamment de leur nationalité. Nous ne pouvons cependant pas nier les avantages qu'elle nous a procurés: la paix, la compréhension mutuelle, la richesse et l'opportunité de découvrir le continent européen et la diversité de ses cultures.

Enfin, l'Union a tant apporté aux Européens qu'il est angoissant d'imaginer le mal que cela ferait si elle ne perdurait pas. Nous devons unir les personnes par-delà les frontières et les groupes d'âge, et favoriser davantage l'esprit de communauté que la division.



ENSEMBLE ET SÉPARÉMENT – PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER PAR LES JEUNES



## L'AVENIR DE L'EUROPE

**C'est le Brexit qui a suscité le plus de discussions non seulement lors de la rencontre EYE, mais aussi dans l'Union européenne en général. Les avis divergent sur la question: certains estiment qu'il renforcera l'Union, tandis que d'autres craignent qu'il ne la détruise.**

*Le Brexit a montré à d'autres États membres que le risque d'une victoire du populisme au moment des élections était réel. Cette réalité devrait ouvrir les yeux des gens, en leur faisant prendre conscience des menaces que représente le populisme et en les encourageant à lutter contre cette tendance. La conclusion inverse serait que le Brexit pourrait encourager d'autres mouvements de sortie de l'Union européenne. La réussite potentielle du Royaume-Uni et de sa politique en ce qui concerne les réfugiés pourrait entraîner une augmentation du soutien à ce point de vue, ce qui aurait un grave impact négatif sur l'Union, et pourrait même causer ainsi une désagrégation structurelle.*

*L'avenir de l'Europe n'est toutefois pas juste une question d'États membres qui souhaitent ou non la quitter. La relation avec la Turquie, ainsi que d'autres éventuelles adhésions à l'Union, soulèvent également des questions importantes. Les négociations en cours avec les pays qui ne respectent pas les principes de base des droits de l'homme causent des problèmes de crédibilité et de confiance.*

*Ces dernières années, en raison de différents problèmes extérieurs affectant l'Europe, l'Union a perçu la nécessité de s'allier et d'établir des liens avec différents pays qui ne respectent pas toujours les mêmes principes.*

*Des traités nouveaux et plus justes devraient être établis; la relation avec le Royaume-Uni après le Brexit doit être aussi avantageuse que possible pour les deux parties et la relation avec la Turquie doit être renforcée pour s'assurer de nouveaux liens solides en dehors de l'Europe.*

*L'avenir de l'Europe est en effet grand-ouvert, et les jeunes se sont exprimés clairement leur vision d'une Union plus forte, plus juste et reposant davantage sur des principes.*

### 41. CONTINUER À OFFRIR DES OPPORTUNITÉS D'ÉDUCATION AU ROYAUME-UNI APRÈS LE BREXIT

*Sorana & Ian*

L'Union européenne et le Royaume-Uni devraient se mettre d'accord pour poursuivre la collaboration au sein du système éducatif, et permettre la continuation du programme Erasmus. Cela permettrait aux étudiants britanniques de continuer à étudier en Europe et inversement. Par ailleurs, les universitaires du Royaume-Uni devraient pouvoir travailler et collaborer avec des collègues dans l'Union européenne.

L'une des grandes craintes des jeunes est que le Brexit puisse ôter aux étudiants la possibilité d'étudier au Royaume-Uni à cause du montant des frais d'inscription, qui sont plus élevés, et de problèmes de visas. Les jeunes estiment que ce problème devrait être pris au sérieux car nous risquons de créer un système qui n'est bénéfique pour aucune des parties.

Le Royaume-Uni s'est déjà engagé à rester dans le programme Erasmus jusqu'en 2020 - soit après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne - mais des efforts restent encore à faire pour veiller à ce que cet arrangement soit à long terme. Les jeunes sont inquiets des conséquences du Brexit et ce type d'action pourrait les rassurer.

### 42. CRÉER UNE JOURNÉE EUROPÉENNE DES RÉFUGIÉS

*Sérgio*

La création d'une journée européenne des réfugiés enverrait un signal important pour contribuer à une discussion plus ouverte et honnête sur ce qui se passe autour des demandeurs d'asile en Europe, et de la migration en général. Nous devons changer de perspectives: ceci pourrait être un message fort compte tenu de ce qui s'est passé avant la création de l'Union, lorsque c'étaient les Européens qui fuyaient les zones de guerre.

De récents événements ont montré que, dans certains cas, les arguments racistes et xénophobes attirent davantage l'attention des médias et des électeurs. L'Union doit donc agir pour lutter contre ces messages très présents.

Elle pourrait par exemple organiser une « Journée de l'Europe » au cours de laquelle les institutions de l'Union promouvraient cette journée dans tous les États membres et feraient de la sensibilisation via des manifestations et des discussions, en collaboration avec les médias locaux. À l'aide d'un réseau de représentants dans les États membres, ainsi que grâce à des contacts dans le secteur à but non lucratif, l'Union pourrait réellement commencer à interagir avec la communauté des réfugiés, lancer une conversation paneuropéenne et favoriser la compréhension de ce que signifie être réfugié et de quelle manière nous pourrions, en tant que société, traiter les flux migratoires.

#### 43. INVESTIR DANS L'AIDE EXTÉRIEURE ET UTILISER LA DIPLOMATIE POUR ENDIGUER LES FLUX MIGRATOIRES

*Ruben*

Les jeunes ne sont pas aveugles aux pressions qui causent les migrations vers l'Union européenne. Les droits de l'homme et le respect à l'égard des réfugiés sont primordiaux pour aider à résoudre cette crise. Je propose une solution à deux volets, consistant à apporter de l'aide humanitaire aux camps situés dans l'Union et autour de l'Union, et à consacrer l'aide extérieure à aider les organisations dans les pays d'origine.

Nous sommes actuellement dans une situation où les réfugiés sont forcés de fuir les guerres civiles et d'autres formes de crise comme la sécheresse et les maladies et se rendent dans l'Union pour y trouver refuge. Or, même dans les camps de réfugiés, ils ne sont pas toujours en sécurité. Il nous faut donc dédier des fonds à garantir que les réfugiés bénéficient d'un logement sûr et habitable lorsqu'ils se trouvent dans l'Union.

Néanmoins, cela ne suffira pas à régler le problème. Nous devrions également envisager de fournir des financements pour aider à sécuriser les camps de réfugiés à la périphérie de l'Europe, et chercher des solutions diplomatiques et d'aide extérieure pour s'attaquer avant tout aux facteurs déclencheurs de cette migration irrégulière.

#### 45. METTRE EN PLACE UN SYSTÈME VOLONTAIRE POUR CRÉER DES LIENS ENTRE LES MIGRANTS ET LES EUROPÉENS

*Joao*

Je proposerais de mettre en place un système permettant aux Européens de demander à être mis en relation avec un migrant pour l'aider à s'assimiler dans l'Union. Il peut être difficile d'arriver dans un nouvel endroit; le fait de pouvoir s'appuyer sur un ami pourrait aider les nouveaux arrivants à naviguer à travers les obstacles bureaucratiques au lieu de devoir faire appel à un service social surchargé.

L'avenir de l'Europe dépend des nouvelles arrivées, compte tenu de notre évolution démographique: une population âgée de plus en plus nombreuse et de faibles taux de natalité. Aider les arrivants à se sentir les bienvenus et à s'intégrer dans notre société est une part primordiale de cet effort.

On pourrait envisager différentes mesures d'incitation pour promouvoir ce système, mais il pourrait également devenir un programme-phare du Corps européen de solidarité, afin de renforcer la visibilité du programme et son utilisation.

#### 44. ENCOURAGER DAVANTAGE D'ÉCHANGES ENTRE L'EUROPE ET LA TURQUIE

*Malgorzata & Timon*

Des expériences telles que le Service volontaire européen (SVE) et le Corps européen de solidarité peuvent ouvrir les yeux de leurs participants. Les jeunes de Turquie sont intéressés par l'Europe, et si l'Union y répond en leur offrant des opportunités telles que ces programmes, ceci profiterait à tous à long terme. Je propose d'encourager davantage d'échanges entre l'Europe et la Turquie.

À l'heure actuelle, les relations politiques entre l'Union européenne et la Turquie sont difficiles. Pourtant, la vie quotidienne des citoyens n'est pas si différente. Les jeunes Européens doivent avoir la possibilité de dialoguer avec leurs voisins proches pour se comprendre, contrer les sentiments négatifs et lutter contre le manque d'informations sur la culture d'autrui, ce qui pourrait au fil du temps contribuer à renverser le cours des choses.

Les programmes Erasmus existent déjà en Turquie, mais les relations pourraient être renforcées encore en proposant des programmes d'échange spéciaux aux étudiants, semblables au programme d'échange de jeunes entre la Turquie et l'Allemagne<sup>32</sup>.

#### 46. RENFORCER LES FRONTIÈRES EXTRÉRIEURES ET LE PARTAGE DE DONNÉES

*Anssi*

Si nous avons le devoir d'aider les migrants qui tentent de rejoindre l'Europe et qui ont besoin de notre aide, nous devons également envisager de disposer d'un système coordonnant correctement cette aide et nous avons besoin de frontières extérieures robustes pour maintenir l'ordre.

L'un des grands principes de l'Union est la solidarité entre ses membres. Cela permettrait d'installer les migrants là où se trouvent déjà certains membres de leur famille et mettrait un terme à la situation injuste où certains pays accueillent plus de réfugiés que d'autres. Cette approche permettrait également de mieux intégrer les migrants dans la société, éventuellement en leur dispensant une formation adéquate et en les aidant à trouver du travail.

Le système actuel d'acceptation volontaire de migrants par certains États membres uniquement est clairement inadéquat. Nous avons besoin de davantage de solidarité et de cohésion européennes pour résoudre les problèmes de migration dans le respect des droits de l'homme.

## ENTRETIEN



### Pensez-vous que l'Europe a plutôt tendance à se fragmenter ou à s'unir?

*Il est très difficile de répondre à cette question de manière binaire. Le Brexit a fait s'effondrer le mythe selon lequel l'Europe était de plus en plus unie et a forcé l'Union à envisager que son évolution pouvait être aussi bien un retour en arrière qu'une avancée. Bien que le Brexit constitue une fragmentation de l'Union, il pourrait également constituer, d'une certaine manière, une force unificatrice pour les projets européens et nous faire réfléchir sur la manière d'œuvrer désormais à rassembler les peuples. La menace d'un effondrement de l'Union est réelle, et je pense que cette menace est peut-être source de clarté.*

*Avant le référendum, beaucoup tenaient pour acquis que le Royaume-Uni faisait partie de l'Union, même ceux qui étaient très eurosceptiques. Si le Brexit n'est pas une bonne chose, l'une de ses conséquences intéressantes et potentiellement positives est qu'il a obligé les pro-européens à défendre leur position au sein du Royaume-Uni, et les a rassemblés en les forçant à identifier clairement ce que cela signifiait d'être européen..*

**Olivia Elder,**  
doctorante, université de Cambridge



## ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019: PARTICIPATION ET VOTE DES JEUNES

**Les élections européennes de 2019 seront une étape décisive dans l'histoire récente de l'Union. Si l'on se penche sur les chiffres, on constate une forte baisse de la participation<sup>33</sup>.**

*Il faut inverser cette tendance. En s'abstenant de voter, les citoyens montrent leur peu d'intérêt pour la politique européenne, ce qui sape l'autorité démocratique du projet dans son ensemble. Les jeunes, notamment, pensent de plus en plus que leur vote n'a pas d'importance.*

*Il n'est pas simple d'augmenter le taux de participation des jeunes électeurs: ils ont besoin de sentir que leur voix compte et qu'on lui accorde de l'importance. Il nous faut convaincre la population d'aller voter et il est donc nécessaire de rendre le vote plus simple et plus accessible. L'Union doit apprendre à faire sa promotion.*

### 47. ENCOURAGER LES JEUNES À SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS

Tristan

Pour rajeunir l'Union et la rendre plus dynamique, pourquoi ne pas encourager les jeunes à se présenter aux élections ?

La faible participation est souvent un symptôme bien plus qu'une cause. Certains eurodéputés espèrent être réélus pour un sixième mandat, ce qui donne l'image d'une Union européenne dépassée, loin des réalités et qui n'est pas pleinement représentative de la société qui l'a élue, en particulier des jeunes.

Il convient de renverser cette tendance en encourageant les groupes politiques à instaurer un quota de candidats plus jeunes. Le Parlement européen pourrait en outre créer une commission dédiée se concentrant sur les jeunes citoyens et l'avenir de l'Union. Les jeunes veulent voir une Union qui montre qu'elle se soucie d'eux.

Cette idée a également été exprimée lors de la rencontre EYE en 2016, ce qui montre que les jeunes jugent toujours cette idée digne d'intérêt.

### 49. CRÉER UNE SÉANCE DE QUESTIONS/RÉPONSES ANNUELLE ENTRE LES DIRIGEANTS DE L'UNION ET LES JEUNES

Valerie

Mon idée pour promouvoir davantage de collaboration entre les jeunes et les personnalités politiques serait de créer une session annuelle de questions/réponses entre les présidents du Parlement européen, de la Commission et du Conseil qui pourrait être retransmise en direct sur divers canaux de médias sociaux comme Facebook Live. Les questions pourraient émaner de jeunes de toute l'Europe, et être posées aux dirigeants de l'Union par un groupe de personnes sélectionnées.

La récente audition avec Mark Zuckerberg a attiré beaucoup d'attention sur le Parlement européen en tant qu'institution. Si ces manifestations font l'objet d'une bonne publicité sur les médias sociaux, on pourrait toucher de nouveaux publics. Les jeunes ne sont pas indifférents par nature, nous devons seulement trouver des possibilités d'exprimer nos opinions!

Ceci contribuerait à promouvoir les institutions de l'Union et à les rendre plus accessibles, ainsi qu'à montrer que l'Union européenne s'intéresse à ce que les jeunes ont à dire. Cette manifestation pourrait même se faire en collaboration avec les organisations de jeunes afin d'être centrée sur les jeunes.

### 48. UTILISER LES MÉDIAS SOCIAUX POUR INFORMER LES JEUNES SUR LE VOTE

Giulia

Mon idée serait d'utiliser les plateformes de médias sociaux pour informer les jeunes des raisons pour lesquelles il importe de voter, de la manière de s'inscrire et des endroits où voter.

Les formes traditionnelles de publicité ou d'information telles que les panneaux d'affichage, la télévision et la radio n'atteignent plus les jeunes. Les recherches de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme montrent que 51 % des personnes ayant accès à internet utilisent les médias sociaux comme source d'informations<sup>34</sup>, qui est en retour contrôlée par une caisse de résonance particulière. Une personne engagée en politique est plus susceptible de voir des appels à l'action politique sur ses réseaux de médias sociaux<sup>35</sup>.

L'une des manières de remettre ceci en cause est de créer des campagnes de médias sociaux ad hoc via Facebook, Twitter, Instagram et Snapchat. Cela pourrait se faire en incitant divers groupes politiques à utiliser leurs réseaux et à partager un message commun qui insiste auprès des jeunes sur l'importance de voter.

<sup>33</sup> Statista, « Voter turnout in the European Parliament Elections in the European Union (EU) from 1979 to 2014 » (participation aux élections au Parlement européen dans l'UE de 1979 à 2014), <https://www.statista.com/statistics/300427/eu-parlament-turnout-for-the-european-elections/> (consulté en juin 2018)

<sup>34</sup> Reuters Institute Oxford University, « Digital News Report 2017 » (rapport 2017 sur les informations numériques), [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/Digital%20News%20Report%202017%20web\\_0.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/Digital%20News%20Report%202017%20web_0.pdf) p.10 (consulté en juillet 2018)

<sup>35</sup> BBC, « Social media outstrips TV as news source for young people » (les médias sociaux devancent la télévision comme source d'informations pour les jeunes), <https://www.bbc.com/news/uk-36528256> (consulté en juin 2018)

## 50. UNIFORMISER L'ÂGE REQUIS POUR SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS

Sam

L'Union devrait uniformiser l'âge requis pour se présenter aux élections européennes. Cela pourrait également avoir une incidence sur les élections nationales, sur lesquelles ces changements pourraient influencer.

Les jeunes hésitent parfois à s'engager en politique car ils y voient rarement leurs pairs, ou des figures politiques d'un âge similaire, être élus en tant que représentants. L'un des problèmes est qu'il n'y a pas d'âge unifié pour se porter candidat dans l'Union. S'il est possible, dans certains pays, de se présenter aux élections au Parlement dès l'âge de 18 ans, dans d'autres il faut attendre d'avoir 24 ans.

Les eurodéputés et les institutions de l'Union européenne devraient encourager les États membres à opérer les changements nécessaires pour donner aux jeunes les moyens d'agir.

## 51. VOTE ÉLECTRONIQUE ANTICIPÉ POUR ENCOURAGER LA PARTICIPATION

Richard

Nous devrions introduire le vote électronique à l'échelle de l'Union pour veiller à ce qu'il soit aussi facile et accessible que possible de voter aux élections européennes.

Le fort taux d'abstention constaté lors des élections est souvent le reflet de la désillusion croissante des électeurs face à la politique. Le fait que les bureaux de vote soient trop encombrés ou difficiles à atteindre peut décourager les électeurs qui choisissent de s'abstenir plutôt que de subir de longues files d'attente, ou de devoir se déplacer sur de longues distances, pour mettre leur bulletin dans l'urne.

Nous pouvons tirer des leçons utiles de l'expérience de l'Estonie, qui est à la pointe en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication ainsi que d'internet dans le secteur tant privé que public. L'Estonie est le seul pays d'Europe où l'accès à internet est reconnu par la loi comme un droit social. Plus de 54 % de la population utilise internet, 34 % des foyers disposent d'un ordinateur à la maison et 82 % des ordinateurs privés sont connectés à internet<sup>36</sup>.

L'Estonie a eu recours au vote électronique lors d'un certain nombre d'élections et on a constaté une légère augmentation de la participation. En dépit des éventuels obstacles juridiques, cette approche pourrait être adoptée pour s'attaquer au problème de la participation des jeunes à l'échelle européenne.

Tout comme la nécessité d'offrir aux jeunes davantage d'opportunités de se porter candidats aux élections, la question du vote électronique a également été vivement débattue en 2016, ce qui montre que les jeunes considèrent cette possibilité comme une solution importante qui mérite plus d'attention.

## 52. FAIRE PASSER L'ÂGE LÉGAL DU VOTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES A 16 ANS

Ella

Nous devrions envisager de faire baisser l'âge légal pour voter aux élections européennes à 16 ans. Cette mesure pourrait également être liée à un renforcement de l'éducation politique dans les écoles. Si l'on inculque aux jeunes l'importance de voter et qu'ils ont l'occasion d'exercer ce droit peu de temps après, cela pourrait renforcer la participation.

Il existe des précédents de cette approche. Lors du référendum écossais de 2014 sur l'indépendance, l'âge légal pour voter a, pour l'occasion, été abaissé à 16 ans puisque ce vote était susceptible d'avoir des conséquences sur le reste de leurs vies.

Les jeunes électeurs n'ont pas déçu les attentes, puisque des études ont montré que 75 % des personnes de 16 et 17 ans ont voté, chiffre supérieur aux personnes de 18 à 24 ans et de 25 à 34 ans<sup>37</sup>.



<sup>36</sup> Conseil de l'Europe, « Report for the Council of Europe E-Voting in the 2005 local elections in Estonia » (rapport du Conseil de l'Europe sur le vote électronique lors des élections locales de 2005 en Estonie), [https://www.coe.int/t/dgap/goodgovernance/Activities/E-voting/CoE\\_Studies/FinalReport.CoE\\_EvotingEstonia2005\\_en.asp](https://www.coe.int/t/dgap/goodgovernance/Activities/E-voting/CoE_Studies/FinalReport.CoE_EvotingEstonia2005_en.asp) (consulté en juillet 2018)

<sup>37</sup> What Scotland Thinks, « So how many 16 and 17 year olds voted? » (combien de jeunes de 16 et 17 ans ont voté?), <http://blog.whatscotlandthinks.org/2014/12/many-16-17-year-olds-voted/> (consulté en juillet 2018)

## 53. UTILISER LES ENTREPRISES ET LES APPLICATIONS POUR DIFFUSER LES MESSAGES AU SUJET DU VOTE

Kenny

L'Union européenne devrait coordonner des campagnes d'information avec des entreprises privées pour rendre la politique plus attractive. Pendant les élections britanniques de 2017 par exemple, des notifications ont été envoyées par Uber avec le message suivant: « Ne soyez pas un passager dans votre propre vie. Votez maintenant » (Don't be a passenger in what happens in your life. Vote now)<sup>35</sup>.

Beaucoup de personnes ne connaissent pas bien les procédures de vote ou choisissent de rester complètement éloignées de la politique. Le fait de recevoir de simples rappels de son application favorite à une date donnée pourrait faire la différence dans la participation électorale.

Le Parlement européen a la possibilité inégalée d'utiliser sa réputation pour engager la discussion avec diverses organisations sur la promotion des élections. En favorisant une approche collaborative des élections, l'acte de vote deviendra une véritable activité de société plutôt qu'une démarche entreprise dans l'isolement.



<sup>35</sup> Birmingham Live, « Local elections 2018: Uber offering free rides to ensure wheelchair users can vote » (Uber offre la course aux personnes en fauteuil roulant pour qu'elles puissent voter aux élections locales de 2018) <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/local-elections-2018-uber-offering-14604401>

<https://en.annahar.com/article/799240-elections-2018-uber-announces-election-day-promo-code> (consulté en juin 2018)

## ENTRETIEN



### Que peuvent faire les dirigeants politiques pour encourager les jeunes à s'impliquer dans les élections et à y participer ?

*En ce qui concerne les élections au Parlement européen, en particulier parce qu'on y enregistre une assez forte abstention des jeunes, je pense que le changement doit venir des jeunes eux-mêmes. On constate actuellement l'apparition d'une volonté, parmi les jeunes, de ne plus accepter d'ordres de Bruxelles. J'ai observé dans mon propre pays [l'Irlande], à la suite des résultats de référendums, l'émergence de réseaux incroyables qui collaborent entre eux, se soutiennent et parviennent à faire bouger les choses. Davantage d'Irlandais sont désormais inscrits sur les listes électorales, non pas parce que leurs parents leur ont dit de le faire, mais parce que leurs pairs les y ont encouragés.*

*J'ai cinq enfants et l'une de mes filles a aidé sa plus jeune sœur à s'inscrire, et l'a même amenée au poste de police local pour obtenir le coup de tampon, ce n'est donc pas moi qui l'y ai aidée. C'est resté une affaire entre deux jeunes. Néanmoins, il est évident que les gouvernements peuvent promouvoir davantage les élections au Parlement européen et souligner leur importance. Il y a de cela quelques années, ils ne le faisaient pas, et les électeurs se rendaient aux urnes seulement pour exprimer leur désapprobation à l'égard de leur propre gouvernement; ils s'en moquaient. Mais le Parlement européen est devenu beaucoup plus puissant ces dernières années: il légifère avec les États membres, et choisit le président de la Commission européenne. La gauche, la droite, le centre gauche et le centre droit composent le Parlement, et c'est précisément de cela qu'il s'agit avec l'avenir de l'Europe. Ce message doit être diffusé, que ce soit par les gouvernements ou par des acteurs de la société civile, mais j'estime qu'il est plus efficace que les jeunes s'en chargent eux-mêmes et collaborent ensemble.*

**Emily O'Reilly,**  
médiatrice européenne



## ENGAGEMENT ET CITOYENNETÉ

**Les valeurs sont un des piliers de l'Union européenne. Elles sont le ciment de l'union des citoyens européens à travers le continent. Il faut savoir que les membres de l'Union européenne ont des cultures et parlent des langues différentes et qu'ils ont traversé les moments particuliers de l'histoire, tels que la Seconde Guerre mondiale, de façons différentes. Aujourd'hui, d'une manière générale, ils forment la société européenne. Dans la Charte des droits fondamentaux, l'Union attire l'attention sur six points à respecter et à appliquer pour tous les États membres: la dignité humaine, les libertés, l'égalité, la solidarité, les droits des citoyens et la justice.**

*Ces valeurs font partie du caractère européen et de ce que signifie « être européen ». Le fait de les ignorer reviendrait à se détourner des principes fondateurs de l'Union.*

*Avec la crise des réfugiés, l'intégration est devenue un défi majeur pour notre société. Ce sujet est aujourd'hui très controversé et divise les citoyens à travers l'Europe; bon nombre d'entre eux se déclarent en faveur de l'intégration des réfugiés, tandis que d'autres souhaitent la fermeture des frontières.*

*La citoyenneté européenne requiert une participation. Certes, il peut s'avérer difficile de préciser ce que signifie « être européen », cependant le respect de ses valeurs constitue la première étape fondamentale.*

### 54. RELIER L'EUROPE AUX PLATEFORMES NATIONALES POUR FAVORISER L'ENGAGEMENT

*Jan*

Les groupes politiques au sein du Parlement européen devraient collaborer plus étroitement avec leurs homologues nationaux et synchroniser les idées – une démarche qui devrait également inclure des membres de différentes communautés afin de créer une approche « par la base » de la politique européenne. Les responsables politiques doivent accueillir des événements dans leurs circonscriptions et renforcer le lien entre l'UE et les citoyens européens.

L'Union européenne doit permettre à chacun de comprendre qu'elle est pertinente pour tous. Ce n'est qu'en montrant cette pertinence que les gens prendront l'Union et ses institutions au sérieux et qu'ils participeront. À l'heure actuelle, l'Union européenne semble éloignée des citoyens et, de ce fait, ces derniers sont nombreux à avoir le sentiment qu'elle n'apporte pas de réponse à leurs préoccupations.

Nous avons besoin de groupes décentralisés de partis locaux qui rendent compte des préoccupations nationales aux groupes politiques au niveau européen afin qu'ils puissent élaborer une politique véritablement paneuropéenne qui respecte cette diversité d'opinions.

### 55. DÉVELOPPER L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

*Andreas*

Les citoyens ont souvent le sentiment que leur voix n'a pas vraiment d'importance. Telle est l'une des principales raisons qui font que les jeunes tournent le dos aux élections européennes.

Par conséquent, pour lutter contre ce déficit démocratique, nous devons mettre en place des mécanismes de démocratie directe. Il faudrait notamment partir d'un mécanisme existant, tel que l'initiative citoyenne européenne, et l'améliorer en le rendant juridiquement contraignant au sein de l'Union. Le système suisse du référendum, qui suit un processus similaire, serait un bon modèle. La Cour de justice des Communautés européennes devrait disposer d'un pouvoir judiciaire pour assurer la légalité de la procédure. Pour les questions fondamentales concernant l'Union, il faudrait pouvoir organiser un référendum européen dans le cadre de la procédure de l'initiative citoyenne européenne.

Le véritable sens de la démocratie réside dans la volonté du peuple (Demos). Par conséquent, à mon sens, si nous respectons la volonté du peuple, le peuple respectera l'union politique. Ce n'est que dans ces conditions que les citoyens de l'Union européenne s'impliqueront dans les affaires communes de l'Europe.

## 56. PROMOUVOIR LES LANGUES CLASSIQUES ET L'HISTOIRE EUROPÉENNE

*Andrea*

Mon idée serait de promouvoir l'enseignement de langues classiques, comme le grec et le latin, et de l'histoire de l'antiquité comme moyen de se connecter davantage à l'histoire de l'Europe.

Nous entendons beaucoup parler de ce qui nous unit en tant qu'Européens, ainsi que de la façon dont nous devons créer une identité européenne, toutefois ces langues classiques, qui ont contribué à constituer une part importante des valeurs que nous respectons aujourd'hui en Europe sont souvent décrites comme des « langues mortes ».

L'Union pourrait s'efforcer d'encourager l'enseignement de ces langues et de l'histoire par l'intermédiaire de groupes périscolaires et, le cas échéant, parrainer des manifestations publiques axées sur ces thèmes et susceptibles d'intéresser les jeunes dans toute l'Europe.

## 57. CRÉER UNE PLATEFORME PERMETTANT AUX RÉFUGIÉS QUALIFIÉS D'EXERCER DES FONCTIONS ÉDUCATIVES

*Laura & Jakob*

L'Union européenne devrait s'efforcer de mettre en rapport les réfugiés ayant des qualifications professionnelles avec le secteur de l'enseignement afin de fournir un personnel qualifié aux « organismes accueillant des réfugiés ».

Actuellement, le programme Science4refugees met les réfugiés disposant d'une formation scientifique en contact avec les organismes ayant des besoins nouveaux en personnel. À cet effet, le portail EURAXEES fournit des informations et un service d'aide aux chercheurs désireux de poursuivre leur carrière en Europe.

Le système pourrait être étendu à l'ensemble du secteur de l'éducation afin de remédier au manque de personnel éducatif et de recherche, notamment dans les écoles, les universités et même dans les entreprises.

## ENTRETIEN



### Quels enseignements avez-vous tiré de la rencontre des jeunes européens (EYE) ?

**CHRISTIANA :** Le fait de participer à l'EYE et de pouvoir s'exprimer au sein du Parlement a donné davantage de confiance aux étudiants qui ont acquis une grande expérience d'ouverture grâce aux échanges avec de nouveaux interlocuteurs venus de partout en Europe. Ils ont travaillé en équipe sur ce qu'ils avaient préparé durant plusieurs mois. Les étudiants ont voulu partager le message d'unité, car ce n'est qu'en étant unis que nous pourrions surmonter nos difficultés. L'âge moyen des étudiants était de 16 à 17 ans. Ils ont partagé leur énergie avec tous ceux qui suivaient leurs travaux dans le cadre de l'EYE.

**SIMONA :** Nous avons fait partie d'une chose que l'Europe réalise, et cela est très important. Pour moi, le moment le plus fort a été l'entrée dans l'hémicycle, la rencontre avec les jeunes de différents pays et la découverte de cultures différentes. Cette rencontre a eu, sur moi, un impact considérable et m'a mieux fait connaître l'Europe.

**MARY :** Chaque participant à l'EYE dégage une belle énergie. Je partagerai cette expérience avec mes amis, à mon retour, et les encouragerai à venir et à participer au prochain EYE. J'ai appris que lorsque nous sommes unis, nous pouvons réaliser quelque chose de très beau.

**MARINOS :** L'EYE a été mon premier voyage en dehors de Chypre et j'en ai apprécié chaque moment. Strasbourg est magnifique et j'ai réellement profité de cette expérience dès que j'ai mis le pied dans l'avion. Je vais faire passer le message, parmi mes amis, qu'il est bon de faire partie de l'Europe parce qu'il y a tant de cultures différentes, de cuisines différentes, de langues et modes de vie différents. Cette diversité nous montre qu'il y a encore de l'espoir pour l'Europe.

**Christiana Petraki,**

(professeure au lycée technique de Polis Polis Chrysochous, Chypre) et ses étudiants (Simona Bortea, Mary Fournidou et Marinos)



## 58. INTRODUIRE LA POLITIQUE DANS LES COURS D'ÉDUCATION CIVIQUE

*Idée émise lors d'un atelier*

Mon idée est d'introduire l'éducation politique dans tous les établissements d'enseignement de l'Union. Bien que l'éducation ne relève pas de la compétence de l'Union européenne, cette dernière devrait faire pression sur les États membres pour améliorer l'éducation politique. Un nouveau thème pourrait être ajouté aux programmes d'enseignement, axé sur la politique, ainsi que sur l'histoire et les efforts consentis par l'Union européenne.

L'éducation politique est largement insuffisante dans les écoles ; les jeunes possèdent des connaissances limitées en politique et le système éducatif doit remédier à cette situation afin que les étudiants comprennent la complexité de l'Union européenne et comment elle contribue à améliorer leur quotidien.

Cet objectif pourrait être atteint grâce à des partenariats avec les organes de presse ou d'autres organes d'information. Par exemple, en donnant l'accès gratuit à un journal en ligne aux écoles qui proposent des cours d'éducation politique.

## 60. CRÉER UNE INITIATIVE MOBILE DE CHEFS D'ÉTABLISSEMENT

*John*

L'Union européenne pourrait envisager de promouvoir et de coordonner une initiative mobile de chefs d'établissement, dans le cadre de laquelle ces derniers collaborent avec les gouvernements, les établissements d'enseignement et les acteurs locaux dans l'ensemble de l'Union. L'initiative apporterait des idées nouvelles venant d'interlocuteurs nouveaux, étant donné que les ateliers et les tables rondes seraient organisés par les chefs d'établissement. Les ateliers seraient consacrés à une réflexion approfondie sur l'avenir de l'Europe, à laquelle participeraient de jeunes dirigeants, des étudiants, des cadres dirigeants et des entrepreneurs. Les débats pourraient être menés par des membres du Parlement européen, des experts ou des faiseurs d'opinion d'Europe et d'ailleurs.

Les chefs d'établissements mobiles pourraient utiliser des projets identifiés par les participants à l'initiative pour améliorer l'engagement politique, ce qui pourrait donner naissance à vingt projets concrets. Les jeunes qui participent aux ateliers pourraient ensuite se porter volontaires pour une durée d'un an pour travailler sur les projets identifiés. Cela pourrait contribuer à promouvoir la citoyenneté et la participation actives dans les affaires européennes.



## 59. FINANCER UN « IDENTIFIANT JEUNE » OFFRANT UN RABAIS SUR LES SITES CULTURELS

*Idée émise lors d'un atelier*

L'Union devrait appuyer un programme visant à fournir aux jeunes de moins de 25 ans une carte de réduction pour l'accès à certaines activités et lieux culturels tels que musées, bibliothèques et théâtres.

La décision adoptée récemment d'offrir un Pass InteRail gratuit à un certain nombre de jeunes Européens a été bien accueillie, mais d'autres initiatives telles que celle-ci devraient être lancées. Lorsqu'ils voyagent, les jeunes souhaitent souvent visiter les sites des villes qu'ils traversent, mais les prix souvent prohibitifs de ces visites peuvent constituer un obstacle.

En finançant cette carte de réduction, l'Union européenne pourrait apporter un réel avantage aux jeunes qui souhaitent voyager et mieux connaître la diversité des richesses en Europe.



# COMMENTAIRE DU FORUM EUROPÉEN DE LA JEUNESSE ENSEMBLE ET SÉPARÉMENT

**Le débat sur l'avenir de l'Europe est dans toutes les discussions et, la plupart du temps, appelle à placer les jeunes au centre des intérêts de nos dirigeants. Ces déclarations sont-elles dépourvues de sens ou s'agit-il d'un engagement réel d'impliquer les jeunes dans la construction de l'avenir de notre Union ? Pour construire une Europe plus unie, plus prospère, plus démocratique et durable, fondée sur les droits de l'homme et l'état de droit, les jeunes et leurs organisations doivent faire partie du dialogue et des décisions. Le Forum européen de la jeunesse s'emploie à faire entendre la voix de millions de jeunes pour façonner l'Europe d'aujourd'hui et de demain.**

Deux processus contribuent actuellement à façonner l'avenir de l'Union européenne, à savoir la sortie du Royaume-Uni de l'Union et le débat sur l'avenir de l'Europe. Bien que les effets de ces processus soient encore, pour la plupart, inconnus, tant les processus que leurs composantes ont été examinés en profondeur dans le cadre du YO!Fest et de la rencontre des jeunes européens 2018.

Les deux événements ont en commun le rôle essentiel que les jeunes devront jouer, et l'espace de participation qui doit leur être accordé. La campagne menée de longue date par le Forum européen de la jeunesse à #YouthUp Europe et qui appelle à inclure davantage les jeunes dans les politiques souligne l'importance de la voix des jeunes dans ces deux négociations.

Dans les discussions sur le Brexit, les jeunes ont été, et restent, les plus pro-européens. Ils sont loin d'être indifférents lorsqu'ils expriment leur point de vue; ils s'engagent dans une action politique directe, prennent les choses en main et se mobilisent massivement sur des questions précises. Il est donc clair que les jeunes du Royaume-Uni doivent faire entendre leur voix tout au long des négociations. Les jeunes sont politisés et intéressés, et il est légitime qu'ils rejettent des structures qu'ils considèrent comme non abouties. Nous devons prendre en considération bien plus que la seule participation électorale lorsque nous évaluons l'engagement des jeunes: il existe un problème de participation politique des jeunes, mais il est exclusivement lié à la politique institutionnelle.

Pour eux, il est clair qu'ils doivent être entendus à la table des négociations, comme l'ont souligné le British Youth Council et le Forum européen de la jeunesse. Les conséquences du Brexit, qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou environnementales, sont susceptibles de nuire aux jeunes, probablement davantage qu'aux générations plus âgées. Comme l'indiquent la résolution du Forum européen de la jeunesse sur les jeunes et le Brexit ainsi que les participants au YO!Fest et à l'EYE2018, les priorités telles que la protection des droits et l'accès des jeunes aux possibilités offertes par l'UE, comme Erasmus, doivent être maintenues. Pour que cela devienne réalité, le rôle des jeunes dans les négociations est crucial.

Les participants au YO!Fest et à l'EYE2018 ont également mis l'accent sur la protection et la promotion des droits de l'homme en tant que sujet de préoccupation essentiel dans les négociations sur le Brexit. Selon la manière dont le Royaume-Uni quittera l'Union,

il se pourrait que le Royaume-Uni ne soit plus partie à la Charte européenne des droits fondamentaux. Toutefois, le Royaume-Uni restera signataire de la convention européenne des droits de l'homme et sa participation dans ce domaine doit être protégée, voire étendue, pour renforcer encore la protection des droits des jeunes, comme indiqué dans le document d'orientation du Forum européen de la jeunesse sur l'égalité et la non-discrimination et souligné instamment par les participants au YO!Fest et à l'EYE2018. Il s'agit d'un deuxième domaine essentiel qui sera une priorité pour les jeunes lors des négociations sur le Brexit.

Le deuxième processus est bien sûr la discussion sur l'avenir de l'Europe. Bien que la voix des jeunes soit un point crucial dans les discussions sur le Brexit, l'essence même de ce qu'est la participation démocratique et la procédure à suivre par l'Union européenne pour intégrer de nouvelles formes de participation dans son architecture est étroitement liée à la discussion sur l'avenir de l'Europe.

L'élément central de cette discussion est le thème de la démocratie. Il va de soi que la démocratie ne peut exister sans une participation significative de tous les secteurs de la société. À l'heure actuelle en particulier, les jeunes considèrent la participation politique comme s'étendant au-delà du vote et incluant de nombreuses formes alternatives de participation telles que les manifestations et les enquêtes, qui sont des aspects nouveaux de démocratie. C'est particulièrement vrai pour la génération actuelle des jeunes: si nous ne parvenons pas à reconnaître et à nous adapter à leurs méthodes et à leurs croyances, les institutions politiques européennes risquent de devenir de plus en plus lointaines et anachroniques. La discussion sur l'avenir de



l'Europe doit examiner comment combler le fossé entre les jeunes et les institutions politiques, afin de garantir que la créativité et le potentiel de ceux-ci enrichissent les processus décisionnels.

C'est ce que reflètent la plupart des idées présentées lors du YO!Fest et de l'EYE2018. Les participants ont proposé de fixer la majorité électorale à 16 ans, comme l'avait proposé le Forum européen de la jeunesse en 2006. L'abaissement de la majorité électorale à 16 ans s'est avéré avoir un impact clair et positif sur l'engagement des jeunes et les connaissances politiques des jeunes. De nombreux pays ont déjà opté pour cette solution, comme l'Autriche, Malte ou l'Estonie. Le Parlement européen a fait écho à cette demande en 2015, appelant les États membres à ramener l'âge de vote à 16 ans dans leurs lois électorales.

Les études montrent que lorsque des jeunes sont impliqués plus tôt dans la vie démocratique et civile, ils s'impliquent davantage dans la suite de leur vie. Complétant cette idée, tant le Forum européen de la jeunesse que les participants au YO!Fest et à l'EYE2018 préconisent une éducation à la citoyenneté dans tous les établissements d'enseignement, afin que les jeunes électeurs puissent voter en connaissance de cause. Associé à une éducation civique complète, l'abaissement de la majorité électorale contribue grandement à ce que les jeunes, alors qu'ils sont encore scolarisés et vivent généralement chez leurs parents, prennent l'habitude de voter, ce qui augmente le taux de participation tout au long de la vie. À défaut d'une telle formation, les 16 et 17 ans se lanceront dans les prochaines élections locales, nationales ou européennes

sans connaissance préalable du système et de son fonctionnement. L'abaissement de la majorité électorale à 16 ans et l'éducation à la citoyenneté doivent donc aller de pair pour contribuer au renforcement de la démocratie.

Ces propositions quant à la manière de combler les lacunes démocratiques et l'impact sur les jeunes à travers les processus du Brexit et les discussions sur l'avenir de l'Europe ne sont pas exhaustives, mais les débats du YO!Fest et de l'EYE2018, ainsi que la campagne #YouthUp à grande échelle proposent des changements concrets et efficaces qui peuvent contribuer à ramener les jeunes sur la voie de la politique électorale; ils doivent être au cœur des débats qui se tiendront au cours de la prochaine campagne électorale européenne. Il incombe aux décideurs et aux dirigeants politiques d'être à l'écoute, de prendre en compte et d'accueillir favorablement les changements majeurs et profonds, afin d'inverser la tendance des institutions politiques à s'éloigner des citoyens les plus jeunes.

## 4. EN SÉCURITÉ ET EN DANGER : Survivre en des temps difficiles

En Europe, la paix et la sécurité ont des connotations historiques empreintes de course aux armements et de conflits ; la paix entretenue par la peur, la stabilité par la puissance. Aujourd'hui, la paix et la sécurité s'atteignent par la diplomatie, le respect de principes de droit international et d'une charte des droits de l'homme. Mais la notion commune actuelle de la sécurité s'adapte-t-elle aux nouveaux dangers qui se dessinent à l'horizon ? Notre approche de la sécurité est-elle suffisante pour faire face aux dangers actuels ?

Afin de garantir l'efficacité de la politique de sécurité en réponse aux évolutions technologiques et sociologiques, il convient de faire en sorte qu'un groupe représentatif de la société et d'expertise puisse avoir la possibilité de participer utilement aux discussions. En tant que principales parties prenantes dans l'avenir et étant donné les obstacles qu'ils rencontrent dans l'accès au processus politique, les jeunes doivent bénéficier d'un soutien pour avoir accès à une plate-forme pour ces discussions décisives. L'EYE2018 constitue un point de départ. Les jeunes aspirent à la paix et à la sécurité.

Même si les voix des jeunes n'étaient pas nécessairement unanimes, des préoccupations communes sont apparues: les participants se sont plaints de l'accès limité des jeunes au processus politique et ont réclamé des initiatives de réforme, de paix et de sécurité. Leur frustration s'explique par la vulnérabilité et l'exploitation fréquente dont les jeunes sont victimes, plus de 600 000 000 d'entre eux à travers le monde vivant dans des régions de conflits armés et dans des territoires aux situations fragiles.

Ces voix étaient un appel ferme pour habiliter les jeunes à agir en tant qu'agents démocratiques, étant donné qu'ils œuvrent en faveur de la paix et de la prévention de la marginalisation, de l'extrémisme et des conflits.

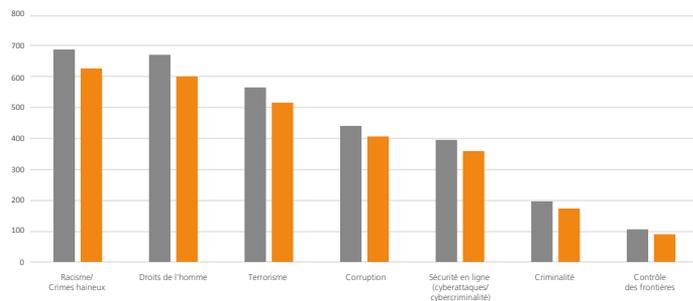
Les participants d'horizons divers ont fait état de perspectives différentes en matière de sécurité et de danger tout au long de l'événement. Malgré des points de désaccord, des préoccupations communes ont été exprimées et les discussions ont souvent abouti à des propositions de solutions concrètes communes. Ces perspectives et ces idées jettent les bases de nos prochaines étapes en cette période de troubles.

À ce sujet, il est particulièrement essentiel de reconnaître les voix qui n'ont pas pu être entendues durant l'EYE, ainsi que le privilège de la sécurité qui a été assurée, qui a permis aux participants de s'impliquer dans cet événement et de contribuer au rapport. Malheureusement, les perspectives régionales et mondiales non européennes étaient sous-représentées. Toutefois, le chemin vers la paix et la sécurité doit être celui qui engage les acteurs de tous les continents, avec des expériences différentes, étant donné que la sécurité est une préoccupation mondiale. C'est pourquoi le sujet est fortement axé sur les efforts déployés par les organisations supranationales et internationales en faveur de la coopération internationale pour la paix et la sécurité et, en particulier, le rôle de l'Union européenne dans ces initiatives.



Instagram: @AndyHendrata

EN SÉCURITÉ ET EN DANGER – PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉR PAR LES JEUNES EUROPÉEN



## DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT

**Garants d'une société pacifique et sûre, les traités et les lois sur les droits de l'homme garantissent partout la sécurité et le développement des êtres humains. Les efforts en faveur de la paix et de la sécurité doivent reconnaître la priorité qui consiste à continuer à respecter ces droits en souscrivant aux chartes qui les défendent.**

*Un moyen pour y parvenir est d'envisager les menaces pour la sûreté et la sécurité à travers le prisme du droit qu'elles violent. Cela permet de mettre en évidence les défaillances de l'État et encourage les décideurs à accorder la plus haute priorité aux droits en matière de sécurité. La sûreté et la sécurité ne doivent pas être considérées comme distinctes du concept des droits de l'homme; une approche fondée sur les droits garantit la mise en œuvre de la sûreté et s'appuie sur les droits de l'homme. Ces discussions procèdent des obligations juridiques qui existent envers les personnes dont la sécurité et la sûreté sont menacées. À cette fin, le sous-thème consistera en la critique de l'état de droit et un examen des politiques actuelles en matière de sécurité. Les idées présentent également des solutions pour que l'état de droit puisse être un moyen de parvenir à une société pacifique et sûre.*

### 61. OUVRIR LA VOIE EN APPLIQUANT LA RÉOLUTION 2250 DES NATIONS UNIES SUR LA JEUNESSE

*Idee émise lors d'un atelier*

La résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies est la première résolution visant à intégrer le rôle des jeunes dans la société et à aider les jeunes et les organisations gérées par des jeunes en tant que partenaires d'importance pour lutter contre les conflits et l'extrémisme violent. La résolution est la première à reconnaître le lien entre la jeunesse, la paix et la sécurité et donne l'impulsion à la résolution des conflits par les jeunes et aux efforts de consolidation de la paix menés par les jeunes. Nous devons veiller à ce que cette résolution ne reste pas bloquée au stade de la mise en œuvre. Par conséquent, les jeunes demandent que l'Union européenne joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Des plans nationaux de mise en œuvre doivent être créés afin d'intégrer ce cadre de manière efficace, qui devrait ensuite être ancré dans la coopération avec les parties prenantes à tous les niveaux. Les pays de l'Union européenne devraient constituer un cadre commun pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de cette résolution, avec des indicateurs internes de l'UE pour l'établissement de rapports, parallèlement à des mécanismes de suivi interne. En outre, cette résolution devrait faire l'objet du même degré de coopération que celui dont les États membres du Conseil de l'Europe ont été capables.

Une approche interministérielle par département de la mise en œuvre de cette résolution doit être assurée et la coopération doit être encouragée tant au niveau régional que national. Elle doit faciliter les efforts conjoints entre les organisations de la société civile et l'État, en préservant l'engagement utile de la société civile. Pour être des partenaires à part entière dans ce processus, et apporter leur compétence spécifique, les organisations de jeunesse ont besoin d'un financement et d'un soutien de l'Union européenne pour assurer leur capacité à travailler dans ce cadre.

### 62. LA PRIORITÉ AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX

*Joanna*

L'Union européenne doit commencer à mettre les droits de l'homme au premier plan lorsqu'elle s'engage dans des accords internationaux en matière d'investissements et de commerce.

En vertu du droit international, l'État est responsable en première ligne de la protection des droits de l'homme. Dans les sociétés démocratiques, l'exercice des pouvoirs publics, quel qu'il soit, se doit de respecter les droits fondamentaux des citoyens. Toutefois, les réponses aux violations des droits de l'homme ne sont pas aussi efficaces qu'elles pourraient l'être. Cela se vérifie en particulier dans le cas de mécanismes juridiques prévus pour des investisseurs d'État.

L'Europe est soumise à des pressions de la société civile et s'oriente vers un système juridictionnel multilatéral des investissements. Les questions qui doivent encore recevoir réponse dans ce nouveau système sont de savoir s'il permettra seulement aux investisseurs d'intenter des actions contre des États, tout en empêchant les tiers d'intenter des actions contre des investisseurs ? Fera-t-il également respecter les droits de l'homme et les obligations environnementales par les entreprises ?

Nous voulons veiller à ce que le système juridictionnel multilatéral des investissements ne décourage pas les investisseurs d'approcher l'Union européenne. En ce sens, l'Union devrait faire preuve de neutralité et d'équité, mais elle devrait également défendre les droits de l'homme lors de la négociation de tels accords.

L'Union européenne doit commencer à mettre les droits de l'homme au premier plan lorsqu'elle s'engage dans des accords internationaux en matière d'investissements et de commerce.

En vertu du droit international, l'État est responsable en première ligne de la protection des droits de l'homme. Dans les sociétés démocratiques, l'exercice des pouvoirs publics, quel qu'il soit, se doit de respecter les droits fondamentaux des citoyens. Toutefois, pour des raisons diverses, les juridictions nationales sont parfois inefficaces, imprévisibles et fragiles lorsqu'il s'agit de répondre à des violations des droits de l'homme. Cela se vérifie en particulier dans le cas de mécanismes juridiques prévus par et pour des investisseurs d'État. L'Europe a répondu à la pression de la société civile et s'oriente vers un système juridictionnel multilatéral des investissements. L'UE doit veiller à ce que cette nouvelle juridiction protège de manière efficace et neutre les droits de propriété des investisseurs. Toutefois, des questions se posent: permettra-t-il seulement aux investisseurs d'intenter des actions contre des États, tout en empêchant les tiers d'intenter des actions contre des investisseurs ? Fera-t-il également respecter les droits de l'homme et les obligations environnementales par les entreprises ?

Nous voulons veiller à ce que cette instance ne décourage pas les investisseurs d'approcher l'Union européenne. En ce sens, l'Union devrait faire preuve de neutralité et d'équité, mais elle devrait aussi se référer à sa législation qui veille à la protection des investisseurs et des intérêts publics.

### 63. DONNER À LA JUSTICE UNE DIMENSION EUROPÉENNE

Nikolaus

Un nouveau traité qui élargit la compétence de l'UE doit être envisagé pour faire en sorte que les frontières nationales ne constituent pas un obstacle lorsqu'il s'agit de lutter contre la criminalité. Une première étape consisterait en l'intégration des systèmes judiciaires de tous les États membres afin de disposer d'une juridiction générale au niveau de l'UE. La récente réforme du rôle du procureur européen est un début, mais il est possible d'aller plus loin.

Ce nouveau traité pourrait également attribuer davantage de compétences au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pour insister sur la mise en œuvre des décisions qu'il prend. Actuellement, le SEAE est le service diplomatique de l'Union européenne, ainsi que le ministère des affaires étrangères et de la défense de l'Union. Si le SEAE disposait d'une plus grande compétence et participait davantage à la coopération entre les services des affaires étrangères de tous les pays, l'UE pourrait devenir un acteur plus légitime sur la scène internationale.

### 65. FAIRE DES MÉDIAS SOCIAUX UN SERVICE PUBLIC

*Idee émise lors d'un atelier*

Une solution efficace pour lutter contre les atteintes à la vie privée, l'utilisation abusive des données et la neutralisation du processus démocratique serait de retirer des services, tels que les médias sociaux, des mains d'organisations privées motivées par la recherche du profit, et de prévoir leur appropriation objective et responsable par la collectivité.

En tant que jeunes, il est difficile de vivre à l'heure actuelle sans la présence des médias sociaux, compte-tenu des avantages sociaux, professionnels et pratiques qu'ils apportent. D'autres services de base, tels que l'électricité, le gaz ou l'internet, sont réglementés en raison de leur rôle clé dans la société. C'est la raison pour laquelle les sites des médias sociaux devraient être réexaminés et réglementés en tant que services publics, de la même manière que les appareils électriques et les téléphones.

Les entreprises qui figurent derrière les plateformes de médias sociaux se sont montrées réticentes à s'adapter et ne sont pas disposées à s'autoréguler. Même si les médias sociaux ne sont pas aussi essentiels que les services publics de base, tels que l'électricité, l'eau et le gaz naturel, nous vivons dans un monde de plus en plus interconnecté où la vie des jeunes est souvent largement tributaire de ces plateformes.



### 64. LUTTER CONTRE L'EXCLUSION POUR METTRE FIN À L'EXTRÉMISME

*Idee émise lors d'un atelier*

L'Union européenne devrait prendre des mesures pour éviter l'exclusion et promouvoir l'intégration pour interrompre le processus de radicalisation vers des idéaux extrémistes. L'extrémisme touche diverses communautés, les migrants n'étant que l'une d'entre elles, et trouve souvent des terrains propices dans toute forme d'exclusion dont les groupes extrémistes tirent profit.

En apportant une aide financière aux groupes sociaux qui rassemblent des membres de différentes communautés et à un enseignement gratuit, notamment des cours de langue, ceux qui, sans cela, auraient tendance à se sentir exclus du reste de la société, peuvent alors commencer à communiquer avec d'autres. Cela contribue à améliorer la compréhension et le respect de différents points de vue et renforce le sentiment d'appartenance.

Nous pensons qu'il est essentiel de veiller à ce que l'intégration des migrants demeure une priorité malgré la pression exercée sur les budgets, car les avantages à long terme sont trop importants pour les ignorer.

### 66. ENCOURAGER UNE COOPÉRATION MILITAIRE ACCRUE

Michel

L'Union européenne devrait envisager la création d'un « Conseil européen de sécurité », qui serait composé des ministres européens de la défense et pourrait autoriser le recours à la force militaire paneuropéenne.

Au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), l'Union dispose d'une institution pour les services diplomatiques, qui lui permet d'aider la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Cependant, il n'existe pas de politique étrangère et de sécurité commune.

Non seulement un conseil de sécurité coordonnerait les politiques étrangères de l'UE, mais il améliorerait également le dialogue entre l'UE et d'autres puissances mondiales, étant donné qu'il simplifie l'interaction. Cela renforcerait l'Union européenne en tant qu'acteur unitaire dans ce domaine négligé jusqu'ici, étant donné qu'elle a besoin d'une meilleure coordination formelle.

## 67. CRÉER DES COULOIRS HUMANITAIRES POUR LES RÉFUGIÉS

Hannah

L'inclusion et l'intégration sont essentielles à la création d'une société civile. Ces éléments sont devenus encore plus importants ces dernières années avec l'arrivée d'un grand nombre de demandeurs d'asile dans les pays européens. Un élément essentiel dans ce débat est de savoir comment financer les programmes et soutenir les réfugiés qui arrivent.

Des couloirs humanitaires peuvent être coordonnés par la société civile et des entités soutenues par l'État, s'appuyant sur un réseau d'aide à l'intégration des migrants qui entrent dans l'Union européenne. Le projet pourrait impliquer des ONG travaillant avec des organisations caritatives et des associations locales pour filtrer les réfugiés vulnérables. Ces groupes aideraient ensuite les demandeurs d'asile et les réfugiés vulnérables à s'intégrer au sein des communautés locales.

Ce projet peut s'appliquer dans d'autres pays européens étant donné qu'il s'agit d'un partenariat entre des organisations privées de la société civile et les gouvernements des États membres. L'Union européenne pourrait participer au recensement des organisations de la société civile en Europe qui souhaitent participer et encourager les États membres à reproduire ces couloirs et à partager les meilleures pratiques.



## ENTRETIEN

“

**Les jeunes qui vivent dans l'Union européenne n'ont pas été confrontés à des conflits aigus, ni à des violations des droits de l'homme. Quel message adressez-vous aux jeunes en Europe qui jouissent d'une démocratie solide et qui tiennent cela pour acquis ?**

*Ils ont la chance de ne pas devoir vivre ce que nous avons vécu dans mon pays. Les droits de l'homme et la démocratie sont essentiels et les jeunes doivent faire de leur mieux pour l'améliorer. Et cela, pas exclusivement pour les problématiques européennes. Cela vaut également pour le monde entier. Les jeunes peuvent aisément être dupés par l'extrémisme, ce qui constitue le plus grand danger pour notre avenir. Au lieu de participer à la violence, ils devraient se préoccuper des droits de l'homme et agir dans ce domaine. Il convient de multiplier les campagnes de sensibilisation de la jeunesse aux droits de l'homme et à la démocratie. Le contexte familial ne suffit pas toujours pour sensibiliser les jeunes à l'importance du vote libre et des droits fondamentaux individuels et collectifs. C'est pourquoi il convient d'éduquer davantage. La démocratie doit prévaloir et les jeunes, en particulier, doivent en avoir conscience et la défendre afin de ne pas la perdre.*

**Lamiya Aji Bashar,**  
lauréate du prix Sakharov

”

## CRÉER UN ESPACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Une société civile indépendante est essentielle pour la sécurité en Europe; un espace où les communautés peuvent orienter l'élaboration des politiques indépendamment de la recherche du gain commercial ou de l'autorité de l'État. Pour combattre les injustices de l'insécurité, la société civile doit pouvoir œuvrer aux côtés des autorités et des décideurs politiques aux niveaux local, national et mondial.**

*À défaut de représentants de la société civile à tous les niveaux, la démocratie sera mise à mal et il se peut que ceux qui se heurtent aux plus gros obstacles dans les prises de décision ne puissent pas se faire entendre et que certaines minorités soient fragilisées. C'est pourquoi les jeunes participants à l'EYE ont appelé à la protection d'une société civile diversifiée, forte et indépendante, car elle est essentielle pour la sécurité et la consolidation de la paix.*

*Il est regrettable de constater que le champ d'action de la société civile diminue. À la suite d'une accélération de la répression ces dernières années, plus d'une centaine de pays dans le monde ont adopté des lois visant à restreindre les organisations de la société civile.*

*Ces restrictions procèdent d'une réaction autoritaire face aux idéaux démocratiques; il importe de contrer cette tendance mondiale et de l'inverser dans l'intérêt de la démocratie afin d'établir un environnement sûr pour tous les citoyens.*

*Désormais, les régimes font preuve d'une hostilité plus ouverte et plus manifeste envers la société civile; cela résulte d'un manque de fermeté de la réponse internationale aux restrictions dès le départ. L'UE doit aujourd'hui jouer un rôle de premier plan pour favoriser le développement et la participation de la société civile.*

### 68. CRÉER UNE BASE DE DONNÉES PANEUROPÉENNE « TRANSPARENCE »

Florin

L'Union européenne doit veiller à faciliter la transparence et à responsabiliser davantage les acteurs étatiques et supranationaux. Un des moyens pour y parvenir serait de créer une base de données paneuropéenne « Transparence » qui assurerait un journalisme de qualité et un contrôle civil renforcé. Le projet pourrait également inclure une loi applicable à tous les États membres et exiger que les informations sur la propriété foncière et la propriété des entreprises soient librement accessibles. Cela contribuerait à lutter contre la corruption et le populisme.

La transparence doit figurer au cœur des politiques de l'Union européenne. Dans certains pays, comme la Roumanie, pour obtenir des informations aussi élémentaires qu'une liste des entreprises enregistrées dans le pays, il faut être prêt à payer une somme particulièrement importante. Cela constitue un obstacle majeur pour bon nombre de personnes, y compris les journalistes d'investigation qui traquent la corruption, étant donné qu'ils ne peuvent travailler qu'au cas par cas. L'absence de transparence nuit à la responsabilisation et favorise la corruption. La base de données Prozorro, qui assure la surveillance des marchés publics en Ukraine et qui a remporté un prix décerné par le Partenariat pour un gouvernement ouvert, pourrait servir de modèle pour cette base de données paneuropéenne.

### 69. PROTÉGER LES LANCEURS D'ALERTE

Coralie

L'Union européenne devrait encourager les États membres à introduire une législation au niveau national qui protège les lanceurs d'alerte contre les sanctions injustifiées. Il faut pouvoir avancer des informations en toute confiance, en étant assuré de bénéficier d'une protection juridique, lorsqu'il s'agit de dénoncer des faits de corruption. Le Parlement européen devrait adopter des mesures afin de garantir ces droits.

L'indice de perception de la corruption, un classement annuel des pays établi par Transparency International en matière de corruption, montre que la législation ne saurait suffire à elle seule à lutter contre de la corruption. Permettre aux sociétés de venir à bout de la corruption suppose de favoriser un environnement propice qui englobe la liberté de la presse et des espaces d'expression de la société civile.

L'Union doit simplifier la procédure de signalement des actes suspects de corruption, protéger les lanceurs d'alerte contre d'éventuelles représailles et encourager l'intervention des services répressifs, lorsqu'il existe des informations crédibles. L'Union reconnaîtrait ainsi l'importance du rôle joué par les médias libres et la société civile dans l'efficacité de la surveillance et des enquêtes.



### 73. FORMATION OBLIGATOIRE AUX PREMIERS SECOURS

*Christian*

Je pense que l'Union devrait mettre sur pied une formation standard, à caractère obligatoire, aux premiers secours dans l'Union, éventuellement dans le cadre d'un deuxième volet du permis de conduire.

En tant qu'ambulancier, il m'arrive souvent de voir des personnes incapables de faire face à une situation nécessitant des premiers secours. Les raisons en sont multiples, mais pratiquer les premiers secours avant l'arrivée des professionnels peut permettre d'atténuer l'impact de la situation d'urgence, voire de sauver des vies. Si tout le monde était capable d'assurer les premiers secours en cas d'accident, il y aurait moins de victimes sur les routes ainsi que dans d'autres situations de la vie courante.

On peut réaliser cet objectif en créant un mouvement paneuropéen pour soutenir une formation aux premiers secours en milieu scolaire. Le Parlement européen pourrait engager les dirigeants européens à intégrer cette formation aux premiers secours dans les programmes scolaires et proposer un standard européen en la matière.

### 74. GARANTIR LA TRANSPARENCE DANS LES SPORTS

*Idee émise lors d'un atelier*

Il est souhaitable que l'Union renforce la transparence dans les sports afin d'éviter les scandales. Pour ce faire, elle pourrait organiser des débats sur cette problématique et promouvoir l'instauration de règles plus sévères en ce qui concerne les tests pratiqués sur les athlètes, notamment dans le cadre de leur participation à des compétitions organisées en Europe.

Le sport sert essentiellement à se sentir bien dans sa tête, à favoriser la camaraderie, la compétitivité et la cohésion; il véhicule aussi des valeurs et une éthique. De plus, il serait souhaitable de lancer un débat qui mettent en évidence les répercussions de la corruption dans le monde du sport sur la société et se penche sur les moyens d'y répondre.

L'instauration d'un ensemble de règles européennes applicables à tous les clubs de sport s'impose, de même que la création d'une plateforme, pour permettre aux supporters de signaler des actes de corruption dont pourraient se saisir les instances officielles et les journalistes afin d'enquêter plus avant sur les incidents. L'Union devrait envisager de créer une entité totalement indépendante, composée de juristes, de policiers et d'experts civils, qui s'appliquerait notamment à lutter contre la corruption et à apporter une nouvelle dignité et une transparence accrue dans le monde du sport.

## ENTRETIEN

“

**Pourquoi est-il important, selon vous, que l'Union applique les valeurs que sont la démocratie et les droits de l'homme, et quelle portée cela a-t-il pour le reste monde? Comment cela se reflète-t-il dans votre travail?**

*Aujourd'hui, dans mon travail quotidien, je dirais que l'Union européenne porte des projets très importants. Permettez-moi de vous en donner deux exemples. Nous collaborons actuellement avec l'Union européenne pour sortir des enfants et des femmes de l'enfer des mines où ils sont exploités comme esclaves sexuels ou esclaves tout court. Nous agissons de concert avec l'Union pour protéger les enfants et les femmes. Nous pouvons offrir à ces femmes un nouveau statut en vue de leur réintégration dans la société, et les enfants peuvent suivre une scolarité ou ont la possibilité de prendre un repas normal. Aujourd'hui, je suis très heureux, car ces enfants comptent désormais parmi les meilleurs élèves de leur région. En effet, ces enfants qui auparavant vivaient, ont réussi, grâce à l'aide de l'Union, à se construire une nouvelle vie.*

*Le second projet sur lequel nous collaborons avec l'Union concerne les victimes d'abus sexuels. L'ambition est ici de mettre l'accent sur le fait qu'un abus sexuel ne saurait être considéré seulement comme un trouble physique, mais qu'il s'agit bel et bien d'une violation des droits de l'homme. Nous prônons également une réintégration dans la société des femmes victimes d'abus sexuels, et l'objectif est de les rendre productives et indépendantes. Nous souhaitons par ailleurs que ce nouveau projet soit adopté non seulement dans notre centre médical, mais aussi dans d'autres centres médicaux qui en auraient bien besoin.*

*Il s'agit là de deux projets tout à fait exemplaires qui montrent que l'Union peut créer une base concrète pour défendre les droits de l'homme et les droits des personnes vulnérables.*

**L'Europe est en pleine redéfinition de son avenir. Quel est votre message aux jeunes générations qui vivent dans une démocratie solide, mais qui boudent les urnes?**

*Si nous laissons les autres résoudre nos problèmes, sans prendre part à ce processus, la question du populisme ira croissant, car une partie de la population ne peut s'exprimer.*

*Aujourd'hui, la vigilance est de mise! La démocratie doit se tenir sur le qui-vive tous les jours. Elle demande à être protégée et mise en pratique au quotidien, sous peine de disparaître.*

**Denis Mukwege,**

lauréat du prix Sakharov 2014 et fondateur de la Fondation Panzi, République démocratique du Congo

”

## MAÎTRISER LES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES

**L'internet, moteur de la croissance et de la révolution numérique, a apporté d'immenses avantages économiques à l'Union européenne en ce qui concerne la productivité, l'innovation, la prestation de services électroniques et le commerce en ligne. Il s'avère cependant qu'à côté de ces avantages liés aux perspectives économiques, l'internet est également porteur de menaces croissantes qui pèsent sur notre mode de vie.**

*Les dangers qui, en d'autres temps, relevaient de la science-fiction sont désormais on ne peut plus réels; pourtant, nombre de ces dangers peinent à trouver leur place dans le dialogue civil. Les réponses apportées par les décideurs politiques face aux cybermenaces restent insuffisantes, plongeant ainsi notre société dans une situation de vulnérabilité. Lors de la rencontre des jeunes européens (EYE), il est apparu clairement qu'un grand nombre de jeunes préconisent un enseignement plus poussé dans ce domaine; la société pourrait ainsi prendre des décisions informées sur les solutions face aux dangers que représentent les avancées technologiques.*

*Avant d'élaborer une stratégie de réponse aux nouvelles menaces auxquelles nous sommes confrontés, il nous faut les comprendre. L'Union doit procéder à un recentrage conséquent sur la maîtrise informatique, tout en attirant l'attention sur la dépendance et la vulnérabilité de l'infrastructure de l'internet dans toute l'Union. Il importe d'intégrer la cybersécurité, afin de nous permettre de cerner les cyber-risques de plus grande portée et systémiques, et de mettre en évidence les services, les actifs et les infrastructures les plus importants que l'Union doit protéger. Notre objectif est d'élaborer une stratégie de gestion efficace des cyber-risques et d'accélérer la coopération entre les pays de l'Union pour exploiter les capacités communes et établir des normes en matière de développement technologique.*

### 75. INTÉGRER ET HARMONISER LA CYBERSÉCURITÉ

*Francesca*

L'Union européenne devrait aligner ses politiques de cybersécurité sur sa stratégie d'exportation et sa politique étrangère, de sécurité et de défense (coopération structurée permanente – CSP), à un niveau analogue à celui des objectifs en matière de commerce et de développement. La cybersécurité ne se résume donc pas à un simple problème technique; l'Union est consciente des risques systémiques de plus grande portée en matière de sécurité. Une stratégie pour remédier à ce problème consiste à recenser les services et les actifs essentiels qu'il faut protéger. Ensuite, les pays de l'Union doivent travailler en étroite collaboration et créer un réseau de capacités communes. Dans ce contexte, les normes applicables aux produits informatiques peuvent être facilement et efficacement définies.

Aussi est-il indispensable d'aligner le programme économique (stratégie relative au marché unique de l'Union européenne) sur le programme en matière de cybersécurité. Le problème de la cybersécurité ne doit pas se traiter isolément. En effet, le grand public doit comprendre que protéger l'internet est à la fois un impératif économique et de sécurité nationale. Il est important de garder à l'esprit que l'ensemble des branches et des secteurs d'activité sont exposés aux cyber-risques, qu'il s'agisse des 500 premières entreprises américaines (Fortune 500), des organisations ayant des ressources limitées, des gouvernements de l'Union, des institutions internationales ou, finalement, des citoyens européens.

### 76. ENSEIGNER LA CYBERSECURITÉ DOIT DEVENIR LA NORME

*Idee émise lors d'un atelier*

Il convient d'encourager les États membres de l'Union à lancer des programmes d'enseignement sur la cybersécurité, de l'école primaire à l'université, et à investir dans la recherche et le développement dans le domaine de la cybersécurité (au-delà du programme-cadre de recherche « Horizon 2020 »). Il importe de définir un vocabulaire commun, de créer des passerelles d'évolution professionnelle et de soutenir les jeunes qui se lancent dans ce domaine. De plus, il serait judicieux de lancer une campagne de sensibilisation plus vaste sur la cybersécurité, au-delà du Mois européen de la cybersécurité, incitant ainsi les citoyens européens à s'associer à un programme européen attrayant et accessible.

Le fossé se creuse entre, d'un côté, la demande de talents en cybersécurité et, de l'autre, l'offre d'une main-d'œuvre qualifiée. On estime que d'ici 2020, au niveau mondial, il faudra pourvoir 2 millions d'offres d'emploi supplémentaires dans le domaine de la cybersécurité. Pour répondre à ces besoins, l'Union doit promouvoir l'éducation et la formation en matière de cybersécurité.

En outre, il convient d'encourager davantage de femmes et de personnes issues de minorités à embrasser des carrières dans la cybersécurité, ce qui est tout aussi important que de garantir l'accessibilité.

## 77. ENCOURAGER LA COOPÉRATION EUROPÉENNE DANS LE DOMAINE DU RENSEIGNEMENT

*Idée émise lors d'un atelier*

L'Union devrait envisager la création de sa propre version du FBI pour améliorer l'Office européen de police (Europol), en recourant à la structure existante dotée de capacités d'échange d'informations améliorées. Cela engloberait également une politique de conformité.

À l'heure actuelle, la coopération dans le domaine de la sécurité s'appuie dans une large mesure sur l'échange d'informations entre les États membres, et comme nous en avons été tragiquement témoins, ces informations ne sont pas nécessairement suivies d'effet. Grâce à une plus grande coopération dans le domaine du renseignement et à la création d'un organisme européen porteur de cohésion, l'Union pourrait prendre des mesures concrètes pour la collecte et la sécurité dans le domaine du renseignement. Il en découlerait des avantages pour les citoyens et un environnement plus sûr.

## 79. INVESTIR DANS LA TECHNOLOGIE DE L'ÉDITION DES GÈNES

*Idée émise lors d'un atelier*

Avoir une longueur d'avance signifie que l'on peut influencer sur le cours des choses. Il serait judicieux que l'Union européenne investisse massivement dans la technologie de l'édition des gènes pour éviter la fuite des cerveaux vers d'autres pays, tels que les États-Unis ou la Chine.

L'Europe dispose d'un grand savoir-faire en matière de pôles de recherche d'excellente qualité créés en règle générale grâce à des instituts publics financés par les États membres. De plus, il faut prévoir des investissements suffisants dans la recherche et l'industrie pour permettre à l'Europe de rester le chef de file dans ce domaine en pleine évolution, investissements qui permettront à l'Union de conserver son pouvoir de négociation, en décidant de la manière dont la technologie sera utilisée et mise à la disposition des citoyens.

L'Union devrait s'efforcer d'octroyer des financements, de soutenir les universités qui mènent des travaux de recherche dans ce domaine technologique et de favoriser ce type d'innovation au sein de l'Union.



## 78. PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT DE LA BIOLOGIE MOLÉCULAIRE ET CELLULAIRE

*Idée émise lors d'un atelier*

Pour s'adapter au mieux à la révolution ADN, et mener un débat éthique suffisant, il convient d'y préparer la population. Vu le caractère sensible de cette question et les nombreux préjugés qui circulent, les jeunes citoyens devraient bénéficier d'un enseignement approprié en biologie moléculaire et cellulaire, ainsi qu'en génétique, dans le cadre de l'enseignement secondaire. Tous ces domaines scientifiques sont relativement nouveaux et évoluent rapidement, et devraient être intégrés dans un programme actualisé.

L'édition de gènes renferme un énorme potentiel pour la médecine, l'agriculture et l'environnement, mais elle suscite également des craintes quant à d'éventuels dangers. Cette nouvelle technologie doit s'appuyer sur un véritable débat et une évaluation éthique. En Europe, l'édition des gènes est un sujet extrêmement sensible et il arrive souvent que les gens confondent les concepts, ce qui pourrait s'avérer préjudiciable à long terme.

Dans le même ordre d'idées, il faudrait obliger les chercheurs des instituts de recherche à communiquer dans les grands médias afin d'expliquer leurs travaux et dans quelle mesure ils influenceront la science moderne, afin de prévenir le scepticisme de la population. L'Union peut mettre en avant l'importance de cette question dans les programmes et lancer des initiatives en faveur de la diffusion des connaissances.

## 80. CRÉER UN ANTIVIRUS GRATUIT POUR LES CITOYENS DE L'UNION EUROPÉENNE

Nikolaos

L'Union européenne devrait financer une entreprise publique qui engage des scientifiques, des programmeurs et des concepteurs de logiciels dans le but de créer un logiciel antivirus gratuit et de le mettre à la disposition des citoyens européens. L'atout des produits libres (« open source ») est qu'ils possèdent un caractère collaboratif et qu'ils sont résistants et adaptables aux nouvelles menaces. En s'appuyant sur les compétences les plus élevées, l'Europe pourrait offrir un service public important à ses citoyens. En outre, acquérir un antivirus peut s'avérer coûteux, ce qui signifie que certaines entreprises ou personnes peuvent éventuellement faire le choix de travailler et de vivre sans logiciel antivirus performant, exposant ainsi leurs systèmes et leur personnel aux nouvelles menaces.

La première opération qu'effectue la majorité des internautes consiste à télécharger un logiciel antivirus sur leurs appareils. En raison des escroqueries en ligne et du manque d'informations, nombreux sont les citoyens qui se sentent dépassés lorsqu'ils doivent choisir un logiciel fiable et de qualité pour se protéger.

Soutenir et créer un organisme public permettrait d'assurer l'accessibilité à un système antivirus répondant à des normes démocratiques et axé sur les citoyens, ce qui aurait des avantages immédiats et tangibles pour la sécurité des citoyens européens.



## ENTRETIEN

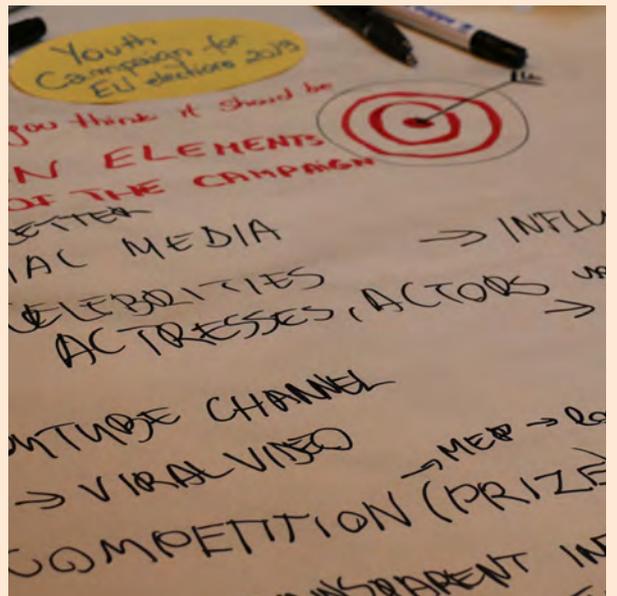


**Que peut faire concrètement l'Union européenne pour remédier au problème des abus en ligne contre les femmes?**

*Pour ma part, je suis favorable à l'idée d'une reconnaissance officielle des abus en ligne comme une forme d'acte de violence à laquelle sont confrontées les femmes et les filles. Des événements comme la Journée pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Journée des droits de l'homme célébrée en décembre sont organisés. Il va de soi que la violence à l'encontre des femmes, sous quelque forme que ce soit, est inacceptable, mais ce serait formidable si tous les partis politiques, tous les États membres et toutes les institutions de l'Union européenne reconnaissaient que les abus en ligne constituent une forme de violence à l'encontre des femmes et des filles.*

*À mon avis, un deuxième champ d'action pour l'Union pourrait véritablement tourner autour d'un partenariat transnational. De par ma propre expérience avec les abus en ligne, il s'avère qu'un grand nombre d'agresseurs se trouvaient aux États-Unis et en Autriche, mais Interpol, faute de moyens, n'a donné aucune suite à cette découverte, et pour moi, il ne fait aucun doute que ces États membres ont en leur possession des informations sur les trolls au Royaume-Uni ou ailleurs; alors, reste à savoir quelles sont les modalités d'échange d'informations sur la criminalité en ligne ?*

**Seyi Akiwowo,**  
Glitch!UK



# COMMENTAIRE DU FORUM EUROPÉEN DE LA JEUNESSE

## SÉCURITÉ ET DANGER

La sécurité est une préoccupation majeure pour nombre de citoyens. Comment insuffler un état d'esprit positif dans le cadre de ces discussions ? Il est largement reconnu que les jeunes et les organisations de jeunesse contribuent à l'instauration de sociétés plus pacifiques et plus vigoureuses. L'Europe, un continent qui connaît la paix depuis des décennies, peut mettre les jeunes au cœur de la solution. Le Forum européen de la jeunesse s'investit dans la défense de la jeunesse, de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde.

Les discussions menées à l'occasion du festival YO!Fest et de la rencontre des jeunes européens de 2018 qui portaient sur des questions liées à la paix et à la sécurité s'inscrivaient dans le contexte d'une crise politique autour des politiques extérieures de l'Union européenne.

Le cadre politique existant, notamment la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, se fonde sur l'idée d'une résilience de la société grâce à une action renforcée en faveur de l'éducation, de la culture et de la jeunesse dans le but de favoriser le pluralisme, la coexistence et le respect, mais n'intègre pas les jeunes en tant qu'acteurs, mais seulement en tant que bénéficiaires.

Le consensus européen pour le développement offre un cadre dans lequel les jeunes sont des acteurs du changement et du développement et contribuent, à ce titre, au programme de développement durable à l'horizon 2030, se départissant ainsi du discours qui veut que les jeunes soient des victimes des circonstances.

Tandis que l'agitation politique autour des questions de l'asile et de la gestion des frontières extérieures se poursuit, dans un contexte de peurs instillées dans l'opinion publique, la récente proposition de la Commission européenne sur le nouveau cadre financier pluriannuel en ce qui concerne les questions extérieures ne s'intéresse aux jeunes que de manière limitée et principalement à travers le prisme d'Erasmus. Il s'avère toutefois que l'évolution récente en matière de politique dans le domaine des jeunes, de la paix et de la sécurité est positive, à savoir les conclusions du Conseil qui formulent des orientations aux États membres en vue de la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, adoptée en 2015, sur les jeunes, la paix et la sécurité, et offrent aux jeunes un espace leur permettant d'apporter leur contribution à la prévention et à la résolution des conflits. Il est indispensable que les États membres mettent en œuvre ses conclusions, édifient une société sûre, solidaire et harmonieuse, plaçant la jeunesse au cœur d'une Europe pacifique.

Les discussions menées à l'occasion du festival YO!Fest et de la rencontre EYE2018 ont offert un cadre formel aux jeunes pour forger et mettre à profit leurs expériences en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits. Les jeunes ont abordé des questions sur les crises actuelles, les dites « crises migratoires » et ont mis en

avant les obstacles empêchant l'intégration pleine et entière des jeunes dans les sociétés, tels que les conditions de travail précaires, les inégalités socio-économiques, l'absence de structures d'enseignement, le déni de droits. Pour construire une société solidaire ouverte à tous, il est capital de dissocier le débat sur la migration des préoccupations de sécurité.

Dans le cadre de leurs activités, le festival YO!Fest et la rencontre EYE2018 se sont attaqués aux stéréotypes et ont encouragé le dialogue interculturel afin de souligner la nécessité d'ériger des sociétés résilientes offrant à tous les jeunes la possibilité de réaliser leur potentiel et d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux, ainsi que la nécessité d'accroître l'égalité entre les hommes et les femmes, et l'autonomisation des jeunes et des jeunes femmes, l'objectif étant d'atteindre leur diversité.

Pour mettre à profit les idées partagées lors de ces deux événements, les institutions européennes et les États membres devraient définir ensemble des stratégies nationales pour mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies sur les jeunes, la paix et la sécurité, sous forme participative, en associant les jeunes et les organisations de jeunesse aux travaux de conception, de mise en œuvre et d'évaluation.

Il est essentiel que les institutions européennes veillent à ce que les jeunes issus d'horizons divers soient reconnus et reçoivent un soutien approprié dans le cadre d'activités de prévention en ce qui concerne les comportements et les propos violents. Ce domaine d'action doit être intégré au cadre de financement du programme Erasmus+ et du programme qui lui succédera.

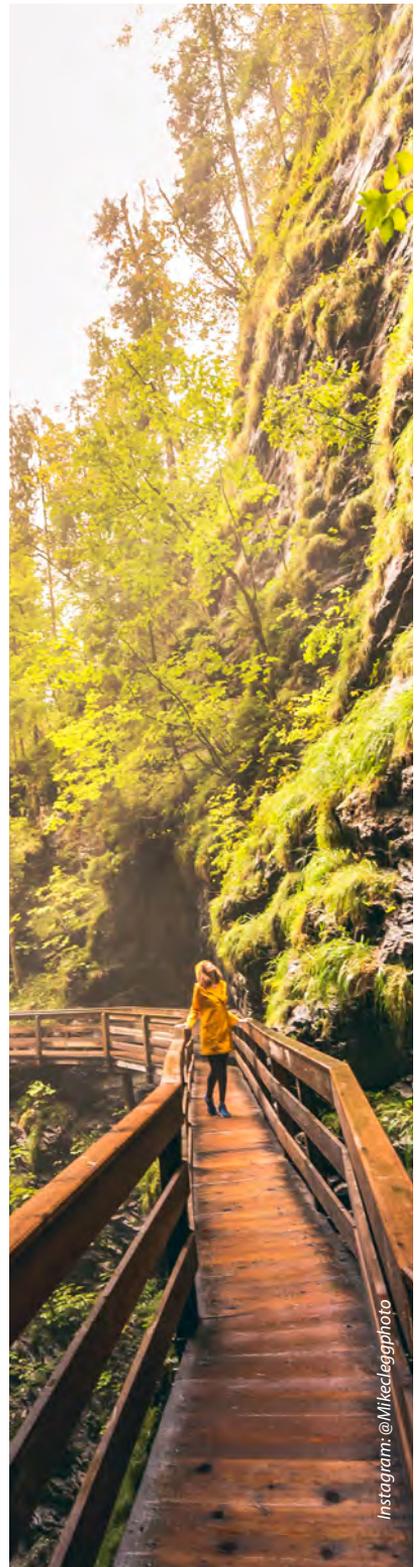
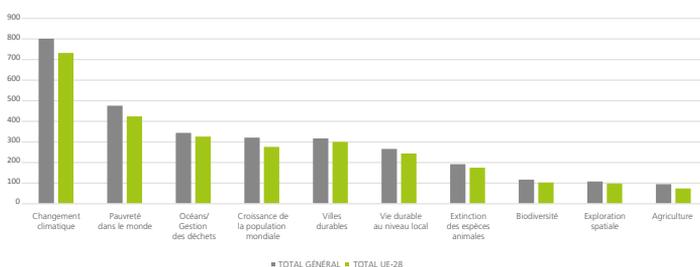


## 5. NIVEAU LOCAL ET NIVEAU MONDIAL : Protégeons notre planète

Que peut faire l'Union européenne pour protéger notre planète ? Il est urgent d'agir sur le front du changement climatique, bien que de nombreuses personnes ne considèrent toujours pas ce problème comme une priorité. Il ressort du dernier sondage Eurobaromètre que les citoyens de l'Union ne placent le changement climatique qu'au septième rang des principaux défis que l'Union doit actuellement relever, l'environnement et l'approvisionnement en énergie figurant, quant à eux, respectivement en dixième et onzième position<sup>39</sup>. Le danger est néanmoins bien réel et nous devons agir dès maintenant si nous voulons éviter la destruction des écosystèmes et la mise en danger de l'espèce humaine elle-même. Il faudra non seulement lutter contre le changement climatique, mais également s'orienter vers un mode de vie plus durable, plus sain et plus équitable pour tous, conformément aux objectifs de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030.

Le programme de la rencontre EYE2018 définit une stratégie pour la réalisation de ces objectifs, allant du niveau mondial vers le niveau local, de la terre à l'espace, et ainsi de suite. Il a clairement été démontré que résoudre ces problèmes suppose l'intégration et la participation de l'ensemble des acteurs, à savoir les organisations mondiales, les institutions européennes, les États-nations, les régions et les villes, les entreprises, les exploitations agricoles, les instituts de recherche, les écoles, les organisations non gouvernementales et les citoyens. Les jeunes participants sont particulièrement sensibles aux thèmes du changement climatique et de l'environnement; ils sont nombreux à avoir déjà adopté un mode de vie plus durable que celui de leurs parents ou ils sont disposés à changer pour eux-mêmes et les générations futures.

NIVEAU LOCAL ET NIVEAU MONDIAL – PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉR PAR LES JEUNES EUROPÉENS



Instagram: @Mikeclaggphoto

## CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AGRICULTEURS

**Il y a autant de solutions que de défis en ce qui concerne le changement climatique. Si la sensibilisation au problème en tout début de chaîne est utile, elle doit être suivie de mesures concrètes. Un tournant décisif semblait avoir été atteint avec l'accord de Paris adopté par 195 pays dans le cadre de la COP 21, le 12 décembre 2015 à Paris. Il entrerait en vigueur moins d'un an plus tard. Les pays parties à cet accord se sont engagés à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète bien en deçà de 2 degrés, et compte tenu de la gravité des risques, à s'efforcer de limiter cette augmentation, à court terme, à 1,5 degré. La lutte contre le changement climatique devient d'autant plus urgente en ces temps où s'élèvent les voix des négateurs zélés. La rencontre EYE atteste de la volonté des jeunes à se faire entendre: le changement climatique est un problème mondial qui ne connaît pas les frontières nationales. Le monde entier est concerné par les émissions et les autres conséquences.**

*Chaque centimètre perdu des calottes glaciaires polaires accroît la pression qui pèse sur les institutions politiques. Vingt idées seront présentées dans cette partie, allant des enseignements tirés de l'espace extra-atmosphérique aux nouvelles actions diplomatiques, en passant par le rôle des femmes dans cette lutte. Il sera question d'agriculture au XXI<sup>e</sup> siècle et d'une nouvelle législation qui pourrait prévenir la déforestation de la forêt tropicale dans les pays non européens. L'Union a réussi à réduire de près d'un quart ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1990<sup>40</sup>. Grâce aux innovations technologiques récentes, on consomme moins d'énergie alors que, dans le même temps, l'utilisation de carburants à forte intensité de carbone a diminué. Cependant, d'autres mesures s'imposent. Les jeunes doivent se faire entendre, exiger des mesures concrètes et proposer des stratégies créatives qui mette en avant la nécessité d'agir dès maintenant, c'est-à-dire avant qu'il ne soit trop tard.*

### 81. CRÉER UN PROGRAMME EUROPÉEN DE VÉGÉTALISATION DES TOITS

*Idee émise lors d'une table ronde d'experts*

Selon moi, l'Union devrait lancer une campagne de promotion en faveur de la végétalisation des toits dans les villes. Il s'agirait de transformer les toits actuels en jardins publics, à des fins d'agriculture urbaine, ou d'encourager les promoteurs immobiliers à créer des espaces sur les nouveaux bâtiments afin d'exploiter au maximum ces espaces disponibles.

Les villes européennes sont de taille variée et, en général, les toits ne sont pas exploités. Dès lors, il est possible d'en valoriser une grande partie; une étude menée à Bologne a montré que les jardins suspendus pourraient produire trois quarts des légumes consommés, si tous les espaces appropriés sur les toits étaient exploités à des fins d'agriculture en milieu urbain<sup>41</sup>.

Outre exploitation agricole, les toits pourraient également servir de jardins communaux destinés aux résidents et aux employés de bureau pour améliorer leur qualité de vie. Il serait possible d'y parvenir en soutenant une campagne et une législation pour consacrer davantage d'espaces à la végétalisation des toits des bâtiments.

### 82. LA DIPLOMATIE VERTE POUR NÉGOCIER SANS OUBLIER LE CLIMAT

*Idee émise lors d'une table ronde d'experts*

Une autre idée consisterait à promouvoir la diplomatie climatique. Il s'agit là d'une forme ciblée de politique étrangère visant à mobiliser des gouvernements de pays tiers et des acteurs non gouvernementaux à l'échelle mondiale dans une volonté commune de produire moins d'émissions et de soutenir un développement favorisant la résilience face au changement climatique, en d'autres termes de stimuler la lutte contre le changement climatique. L'ambition de cette stratégie est d'harmoniser les intérêts des États, tout en mettant l'accent sur l'importance du bien-être humain, de la situation écologique et de la protection de notre planète. La diplomatie climatique devrait être intégrée au programme de développement durable dans le but de sensibiliser le monde politique et de souligner la nécessité de réagir face au changement climatique à tous les niveaux possibles<sup>42</sup>.

Lorsque l'on évoque les solutions pour pallier le changement climatique, nous avons tendance à limiter la réflexion sur ce sujet à l'action des organisations non gouvernementales et des militants. Toutefois, l'accord de Paris montre clairement que les politiques peuvent prendre des décisions importantes en faveur d'une action politique sensible à l'environnement. Les jeunes estiment pourtant qu'il faut encore faire davantage. D'un côté, nous exigeons plus de nos décideurs politiques et, de l'autre, nous demandons aux jeunes de s'engager davantage et d'entamer un travail de sensibilisation au sein des communautés et des associations de militants.

Comme l'avait déclaré Jayathma Wickramanayake, envoyée spéciale pour la jeunesse du Secrétaire général des Nations unies: « Si tous les échanges diplomatiques avaient aussi comme objectif un plus grand respect de l'environnement, imaginez les bienfaits que cela aurait sur le changement climatique. »

<sup>40</sup> Agence européenne pour l'environnement, « EU reports lowest greenhouse gas emissions on record » (l'Union annonce les émissions de gaz à effet de serre les plus basses jamais enregistrées), <https://www.eea.europa.eu/media/newsreleases/greenhouse-gas-inventory-report-press-release> (consulté en juin 2018)

<sup>41</sup> Commission européenne, « Rooftop gardens could grow three quarters of city's vegetables » (Des jardins suspendus pour produire les trois quarts des légumes des villes), [http://ec.europa.eu/environment/integration/research/newsalert/pdf/rooftop\\_gardens\\_could\\_grow\\_three\\_quarters\\_of\\_cities\\_vegetables\\_409na2\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/environment/integration/research/newsalert/pdf/rooftop_gardens_could_grow_three_quarters_of_cities_vegetables_409na2_en.pdf) (consulté en juillet 2018)

<sup>42</sup> Réunion conjointe des commissions AFET et ENVI sur la diplomatie climatique <http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/envi/home.html> (consulté en juin 2018)

### 83. FÉMINISME ET LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Kristy

Il est important que l'Union favorise les mesures, tant au plan intérieur qu'extérieur, qui renforcent la position des femmes dans les cas de crises environnementales, par exemple, en aidant les pays en développement qui se caractérisent par une prédominance du secteur agricole à devenir moins dépendants de la main-d'œuvre féminine<sup>43</sup>. Au plan intérieur, l'Union peut également s'assurer d'une représentation adéquate des femmes et d'une attention égale accordée en la matière à leur égard, par exemple, en veillant à ce que 50 % des candidats têtes de liste des partis politiques européens soient des femmes.

Selon un rapport des Nations unies, il est clair que le changement climatique ne se résume pas à une simple crise environnementale; en effet, il exacerbe aussi les inégalités. Les jeunes sont bien conscients que la lutte contre le changement climatique comprend une dimension de « féminisme », et ce, à juste titre; tout porte à croire que les femmes sont plus exposées aux conséquences du changement climatique. Les études réalisées par les Nations unies indiquent que près de 80 % des personnes déplacées à cause du changement climatique sont des femmes<sup>44</sup>. Ce phénomène se manifeste à l'échelle de la planète et, finalement, ce sont les femmes qui paient le plus lourd tribut face à ces catastrophes qui détruisent les infrastructures, les espaces de vie et de travail.

De plus, une approche intergénérationnelle se manifeste; les femmes prennent soin de leurs enfants, de parents, de personnes âgées comme en témoignent leurs dépenses. Si nous mettons l'accent sur la relation entre justice climatique et justice hommes-femmes, cela pourrait bien être l'une des stratégies les plus efficaces porteuse d'une solution viable qui s'inscrit dans la durée et offre aux femmes un pouvoir économique équivalent à celui des hommes. En tant qu'acteur politique mondial, l'Union européenne est suffisamment puissante pour agir dans ce domaine et défendre le principe de justice à l'échelle mondiale.

À n'en pas douter, le féminisme constitue un outil majeur pour remédier aux inégalités dans le monde. Reste à le mettre en pratique pour atténuer les effets du changement climatique.

### 84. SOUTIEN AUX JEUNES AGRICULTEURS ET AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

*Idée émise lors d'une table ronde d'experts*

Pour faire face au problème des pénuries alimentaires, l'action de l'Union européenne peut s'articuler autour de trois fronts.

Premièrement, les exploitations agricoles devraient disposer des infrastructures permettant d'utiliser les nouvelles technologies en vue de produire suffisamment de produits alimentaires pour l'Europe. Il faut doter les zones rurales d'équipements de base, tels que le haut débit et le GPS pour planter, cultiver et récolter les cultures.

Deuxièmement, l'Union pourrait introduire des mesures d'encouragement pour inciter les citoyens à se lancer dans l'agriculture, par exemple, grâce à des fonds de lancement ou des aides destinées aux jeunes agriculteurs désireux de créer leur propre entreprise agricole. Ces initiatives contribueraient à rendre les nouvelles technologies accessibles aux petites et aux grandes exploitations agricoles.

Troisièmement, les nouvelles technologies devraient être incorporées au programme des établissements d'enseignement agricole. Il s'agirait de sensibiliser les jeunes agriculteurs à adopter de nouvelles solutions efficaces et de leur permettre d'acquérir les connaissances nécessaires à l'utilisation des technologies les plus adaptées.

Dans l'ensemble, le modèle agricole européen est très efficace et présente une grande diversité. L'Europe est capable de produire une grande quantité de produits alimentaires sur une surface relativement modeste. À ce titre, l'Europe peut servir de modèle à d'autres régions du monde. En outre, les jeunes sont enclins à penser que l'exploitation agricole du futur a un caractère technologique, mais qu'elle est également plurielle, compte tenu de la production biologique, de la durabilité et du bien-être animal.



<sup>43</sup> Organisation mondiale des agriculteurs, « The Role of Rural Women in Agriculture » (Le rôle des femmes rurales dans l'agriculture), <http://www.wfo-oma.org/women-in-agriculture/articles/the-role-of-rural-women-in-agriculture.html> (consulté en juillet 2018)

<sup>44</sup> BBC, « Climate change impacts women more than men » (Le changement climatique a une incidence plus grande sur les femmes que sur les hommes), <https://www.bbc.com/news/science-environment-43294221> (consulté en juillet 2018); Nations unies, « Women, Gender Equality and Climate Change » (Femmes, égalité hommes-femmes et changement climatique), [http://www.un.org/womenwatch/feature/climate\\_change/downloads/Women\\_and\\_Climate\\_Change\\_Factsheet.pdf](http://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Factsheet.pdf) (consulté en juin 2018)

## 85. MOINS SUBVENTIONNER LE SECTEUR DE LA VIANDE

Noémie & Emily

L'Europe devrait prendre l'initiative de promouvoir les régimes alimentaires végétariens en réorientant les subventions agricoles dont bénéficie l'élevage intensif vers la production de fruits et de légumes. Pour soutenir cette nouvelle orientation, l'Union devra allouer davantage de fonds à la recherche sur la production écologique dans le cadre du développement de solutions favorisant la production végétale et imposer des limites plus rigoureuses en ce qui concerne la pollution de l'air, des sols et de l'eau, le bien-être animal et l'utilisation des antibiotiques.

La surconsommation de viande, incompatible à maints égards avec les critères de durabilité, est un vaste problème. Dix pour cent de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre de l'Union sont attribuables à l'agriculture et, dans une large mesure, à la production de viande<sup>45</sup>. Une tendance croissante veut que les terres servent davantage aux cultures destinées à l'alimentation animale qu'à celles de légumes pour la consommation humaine. Consommer les cultures directement au lieu de les utiliser pour nourrir les animaux permettrait de réduire le niveau de rejet des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et de libérer des terres qui pourraient être exploitées à d'autres fins. Outre les gaz rejetés dans l'atmosphère émanant d'élevages industriels, la pression des déchets d'origine animale est telle qu'ils ne peuvent plus être absorbés par les sols en raison des grandes quantités en jeu, ce qui génère des dommages irréversibles causés aux sols. Réduire la consommation de viande est une solution pour minimiser l'incidence de l'élevage sur notre environnement et produire davantage de produits alimentaires, tout en assurant un écosystème plus diversifié.

Cette tendance ne se vérifie pas seulement dans l'Union, mais également en dehors de ses frontières. Les forêts tropicales et d'autres écosystèmes riches en biodiversité sont menacés par les conséquences des régimes alimentaires à base de viande, de produits laitiers et de soja, soit les sources alimentaires de nos animaux d'élevage. La majeure partie de la déforestation destinée à la mise en pâture se produit dans les régions tropicales. À titre d'exemple, en Amazonie, 80 % des terres issues de forêts détruites sont destinées aux animaux élevés en pâture<sup>46</sup>. Inutile de dire que la forêt tropicale, l'un des plus importants écosystèmes de notre planète, ce poumon vert que nous nous devons de protéger, est en voie de destruction.

## 86. PROMOUVOIR LA BIODIVERSITÉ ET RENFORCER LES NORMES POUR LES ANIMAUX D'ÉLEVAGE

Marlene

Il est souhaitable que l'Union européenne fixe des règles favorisant une plus grande biodiversité et dissuade ainsi les agriculteurs de pratiquer la monoculture.

L'organisation actuelle de nos campagnes est particulièrement problématique. Les grandes exploitations agricoles en monoculture offrent peu d'habitats pour la faune et la flore sauvages et mettent en danger la biodiversité. La diversification des campagnes présente de nombreux avantages, puisqu'elle protège les sols de l'érosion, rétablit la biodiversité et garantit la durabilité, pour n'en citer que quelques-uns.

L'Union devrait encourager une coopération accrue avec les défenseurs de la nature au niveau local et une agriculture davantage tournée vers la production biologique, afin de créer un environnement et un mode de vie plus durables. Ces exploitations agricoles devraient également garantir des normes plus élevées en matière de bien-être animal comme des espaces extérieurs pour les animaux.

Il s'agit là d'une étape importante pour l'agriculture durable, mais aussi pour la protection du bien-être animal, de la biodiversité et de la faune et de la flore sauvages.

## ENTRETIEN



### Quels sont les problèmes environnementaux que vous avez vus lors de vos visites des projets de l'UE?

*J'ai vu beaucoup d'agriculteurs. Au Zimbabwe, par exemple, l'économie repose sur l'agriculture. Or, le changement climatique détruit les cultures. De nouvelles méthodes agricoles sont enseignées aux agriculteurs car ils appliquent des méthodes traditionnelles et ne savent pas comment planter, ils le font sans technique particulière. Le changement climatique affecte les agriculteurs parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de vendre leurs cultures, dont les rendements ne suffisent qu'à les nourrir eux et leurs familles. Si les cultures sont entièrement détruites en raison des conditions climatiques, ils n'ont pas de nourriture. De nombreux projets de l'Union tentent de leur apprendre comment prévenir de telles situations ou s'adapter aux conditions météorologiques. Sur l'île Maurice, j'ai également vu un projet intitulé « Éco-école », où de jeunes enfants apprennent à éviter les matières plastiques et à se soucier de l'environnement. Si les enfants ne commencent pas à s'en soucier dès maintenant, nous allons tous être recouverts de plastique au cours des dix prochaines années !*

Ellie Tomassi,

blogueuse sur Faces2Hearts en Afrique orientale et australe



<sup>45</sup> Eurostat, « Agriculture - greenhouse gas emission statistics » (Agriculture – statistiques sur les émissions de gaz à effet de serre), [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Agriculture\\_-\\_greenhouse\\_gas\\_emission\\_statistics&oldid=367927](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Agriculture_-_greenhouse_gas_emission_statistics&oldid=367927) (consulté en juillet 2018)

<sup>46</sup> Yale, « Cattle Ranching in the Amazon Region » (L'élevage de bétail en Amazonie) <https://globalforestatlas.yale.edu/amazon/land-use/cattle-ranching> (consulté en juillet 2018)

## ÉNERGIES RENOUVELABLES, VILLES INTELLIGENTES ET ENTREPRENEURIAT DURABLE

**L'Union européenne doit-elle devenir une superpuissance de l'énergie verte ? Les coûts de l'énergie pèsent sur l'industrie et les ménages européens. Alors comment pouvons-nous opérer une transition durable dans le secteur de l'énergie ? Nous devons cesser la consommation des combustibles fossiles polluants et les émissions de gaz à effet de serre et nous efforcer de développer des énergies renouvelables propres.**

*L'Union souhaite que 32 % de sa consommation d'énergie proviennent de sources d'énergie renouvelables d'ici à 2030 – ce nouvel objectif figure dans la directive sur les énergies renouvelables, dans le cadre de son train de mesures sur l'énergie propre<sup>47</sup>. Une bonne transition devrait également créer de nouveaux emplois et remplacer ainsi les emplois perdus dans les secteurs en déclin. Le problème est que les énergies renouvelables restent coûteuses et que les technologies actuelles ne garantissent pas encore la couverture complète des besoins énergétiques mondiaux. Toutefois, certaines villes intelligentes et zones urbaines qui utilisent les données disponibles pour améliorer l'efficacité et la gestion des ressources montrent l'exemple, en nous aidant à imaginer une autre vie. C'est la raison pour laquelle la Commission européenne décerne, depuis 2010, le titre de « capitale verte de l'Europe » à certaines villes.*

*Cependant, lors de la rencontre EYE2018, il a été constaté que la clé du succès est de faire en sorte que les technologies « vertes » soient rentables pour les entreprises. Nous devons éviter une opposition entre l'environnement et les entreprises. La recherche de solutions écologiquement durables ne doit pas impliquer la destruction de l'industrie, mais plutôt la construction d'une industrie durable. Les jeunes sont capables et désireux de piloter le changement, mais il faut leur donner les moyens de le faire.*



## 87. AIDER LES MÉNAGES QUI ONT UN MODE DE VIE DURABLE À REVENDRE DE L'ÉNERGIE AU RÉSEAU

*Claire et idées émises lors d'une table ronde d'experts*

L'UE devrait soutenir l'énergie propre, telle que l'énergie éolienne et solaire ou l'utilisation de voitures électriques. Les panneaux solaires, par exemple, devraient se répandre davantage chez les ménages européens. Chacun pourrait produire de l'énergie pour son propre foyer, laquelle pourrait, en cas d'excédent, être revendue aux entreprises de l'énergie. Cette pratique a déjà cours dans certains États membres de l'Union tels que l'Allemagne, la France et l'Italie.

L'Union pourrait subventionner des pratiques similaires au titre du prochain cadre financier pluriannuel ou alléger la fiscalité de manière à récompenser l'utilisation de panneaux solaires. Des subventions pourraient être envisagées pour les voitures électriques, qui doivent être plus nombreuses sur le marché et plus abordables qu'elles ne le sont aujourd'hui.

## 89. PROMOUVOIR UNE COMMUNAUTÉ ET UN MARCHÉ DE L'ÉNERGIE EUROPÉENS

*Idée émise lors d'un atelier*

Une fois l'énergie propre produite en quantités suffisantes, elle devrait pouvoir circuler entre les États membres. L'Union devrait promouvoir un plus grand nombre de connexions entre les États membres sous la forme d'un réseau de l'énergie propre. Sur un marché de l'énergie véritablement européen, l'énergie propre excédentaire produite dans un État membre, telle que l'énergie éolienne ou solaire, pourrait être exportée vers un autre État membre.

Cela nécessiterait une plus grande cohésion et une union plus étroite associant le secteur de l'énergie. Les avantages seraient la création d'un marché de l'énergie plus efficace au niveau européen et une diminution des dépenses énergétiques pour les entreprises et les ménages des citoyens de l'Union, notamment à travers la capacité de stocker l'énergie de manière efficace.

Les réseaux constituent un moyen important de fournir une énergie sûre à la population tout en offrant un cadre permettant de se procurer une énergie plus durable et de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

## 88. FIXER UN CALENDRIER POUR METTRE UN TERME À L'UTILISATION DES COMBUSTIBLES FOSSILES ET LIMITER LES PERTES D'EMPLOIS

*Idée émise lors d'un atelier*

L'Union devrait élaborer un plan comportant des dates fixes pour mettre un terme à l'utilisation des combustibles fossiles et à l'exploitation du charbon. Certaines actions incluraient, par exemple, l'abandon progressif des combustibles fossiles, des sanctions à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les règles, une taxe sur le carbone (à l'instar de ce qui se fait déjà dans certains pays) et une taxe sur l'achat de voitures à moteur diesel.

Nous devons changer nos modes de consommation d'énergie: au lieu de consommer des combustibles fossiles, nous devrions utiliser des énergies renouvelables. La dépendance de l'Union à l'égard du gaz et des combustibles fossiles n'est pas viable à long terme. La question n'est pas de savoir si la réduction des émissions de gaz à effet de serre est la voie à suivre, mais quand elle se produira. Ce changement structurel pourrait nous conduire à une nouvelle révolution industrielle.

L'Union devrait également contribuer à la création de nouveaux emplois. Dans une transition tournant le dos à l'industrie charbonnière, ceux qui perdent leur emploi ne sont pas nécessairement réengagés dans de nouveaux emplois verts. L'Union et les États membres ont une obligation sociale de rendre possible cette transition tout en protégeant les travailleurs; l'établissement d'un calendrier à cet égard faciliterait une évolution structurée et organisée.

## 90. RENFORCER LES INFRASTRUCTURES D'ENVERGURE EUROPÉENNE ET UNE POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS

*Idée émise lors d'une table ronde d'experts*

Une grande source de pollution liée à la circulation est le recours important aux moyens de transport privés et aux vols court-courriers<sup>48</sup>. Une manière de limiter ce problème est de renforcer les infrastructures européennes, par exemple par le développement des trains à grande vitesse en tant que solution de substitution abordable, ou de mieux coordonner les transports privés de marchandises dans toute l'Europe.

Dès lors, il est nécessaire de réglementer et de coordonner la circulation aérienne, ferroviaire ou routière. Cette harmonisation contribuerait à réduire les émissions de dioxyde de carbone. Elle pourrait encourager, par exemple, les entreprises de transport à coordonner leurs activités pour utiliser au mieux le volume des camions afin d'économiser du carburant. Elle permettrait également de définir des normes européennes communes en matière de sécurité.

Bien entendu, il faudrait un financement et une cohésion politique, mais les citoyens de l'Union se verraient ainsi doter de transports plus propres et plus efficaces.

<sup>48</sup> Comprendre les politiques de l'Union européenne: Transports, publication de la Commission européenne, 2014: « Le transport routier est le principal moyen de transport individuel, mais il est également le plus polluant: selon les dernières données disponibles, il produit environ 71 % des émissions totales de CO2 dues au transport (et les voitures des particuliers représentent environ les deux tiers). Mais les autres secteurs polluent nettement moins. Le transport aérien représente 13 % des émissions. Le train est le moyen de transport le moins polluant, avec moins de 1 % des émissions. »



## 91. VILLES INTELLIGENTES ET TRANSPORTS PUBLICS

*Idée émise lors d'un atelier*

En vue de créer des villes véritablement durables, l'Union européenne devrait aider les municipalités à mettre au point un nouveau type d'approche répondant aux besoins de toutes les générations, tant des enfants et des adolescents que des adultes et des personnes âgées, en utilisant des transports publics intelligents et efficaces, grâce à des solutions non polluantes, et en recourant au partage (vélos améliorés, covoiturage, etc.).

En outre, des aides ou des subventions pourraient être utilisées pour créer de grandes zones piétonnes et multiplier les pistes cyclables – en améliorant également les infrastructures pour le stationnement sûr des vélos – et les zones sans voiture. En troisième lieu, le prix des transports publics devrait être abordable pour tous. Par exemple, l'Union pourrait soutenir un système de billetterie unifié pour les transports publics dans les grandes villes, avec des applis fournissant les horaires en temps réel et des itinéraires flexibles à la demande.

Aujourd'hui, plus des deux tiers des Européens vivent dans des villes, selon la Commission européenne<sup>49</sup>. Les problèmes qui se posent dans ces villes ont trait à l'espace limité, à la circulation, à la pollution et au manque d'espaces verts. Les propositions formulées ci-dessus visent à rendre les transports publics plus attrayants.

## ENTRETIEN

“

### Que peuvent faire les jeunes pour préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique?

*D'après moi, il y a trois catégories d'actions en faveur du climat: tout d'abord, je pense que la réponse au changement climatique vient, d'une part, de l'élaboration des grandes politiques et, d'autre part, du comportement des personnes qui changent leur mode de vie, d'une manière durable et respectueuse de l'environnement. Aux fins des objectifs de développement durable et des objectifs de l'accord de Paris, les Nations unies soutiennent une campagne intitulée « Little x Little »<sup>50</sup>, qui contribuera à préserver notre planète du changement climatique. Il s'agit d'utiliser moins de plastique, de prendre des douches plus courtes et d'aller au travail à vélo plutôt qu'en voiture.*

*Le deuxième type d'actions concerne la manière dont nous, les jeunes, pouvons unir nos forces pour créer des plateformes destinées à sensibiliser nos pairs, les dirigeants de nos pays, nos municipalités, nos maires et les membres de nos communautés. Enfin, la troisième action consiste à responsabiliser les gouvernements et les grandes entreprises. Nous devrions, par exemple, écrire davantage de pétitions sur le changement climatique. Peut-être devrions-nous créer un mouvement pour mobiliser les populations dans le monde entier.*

**Jayathma Vickramanayake,**

envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse

Oratrice lors d'une table ronde d'experts sur le thème  
« Œuvrer en faveur d'un monde meilleur : les jeunes et le développement durable »

”

<sup>49</sup> Commission européenne, « Développement urbain », [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/policy/themes/urban-development/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/) (consulté en juillet 2018)

<sup>50</sup> Nations unies, « Little x Little » – une campagne menée par Gen Z pour soutenir les objectifs de développement durable <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2018/03/little-x-little-gen-z-led-campaign-support-sustainable-development-goals/> (consulté en juillet 2018)

## 92. SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT ET LES PROJETS ÉCOLOGIQUES

Henriette

Mon idée est de prier l'Union d'affecter davantage de fonds à l'entrepreneuriat écologique. Ces possibilités de financement devraient également être mieux rendues publiques. En vue de propager une nouvelle culture écologique dans toute l'Europe, il pourrait être plus efficace d'octroyer des montants de financement de l'Union moins élevés à plus de bénéficiaires, plutôt qu'un montant énorme à quelques-uns seulement.

Il est notoire que pour une entreprise, la phase de démarrage nécessite toujours le plus de soutien. Dans le cas des activités écologiques, les entreprises se démènent pour sortir des paradigmes traditionnels de l'entrepreneuriat. L'Union pourrait soutenir les jeunes pousses écologiques à l'aide de subventions.

Les programmes en faveur d'associations, d'ONG ou simplement de groupes de personnes qui se consacrent aux questions environnementales devraient également bénéficier d'un financement. Pour susciter l'attention, la procédure d'introduction d'une demande de financement devrait être claire et facile, étant donné qu'il existe déjà des versions plus compliquées.

Cette idée donnerait des moyens d'agir aux jeunes générations, aussi bien en tant qu'entrepreneurs qu'en tant que militants, de sorte que les jeunes disposent des outils dont ils ont besoin pour influencer sur leurs propres communautés.

Enfin, ces programmes de l'Union pourraient inclure un certain nombre d'éléments de renforcement des capacités et de tutorat, en vue de partager les conseils de bonnes pratiques avec les aspirants à la création d'entreprise.

## 93. PROMOUVOIR LE RECYCLAGE DES APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Frauke

L'Union pourrait contribuer à préserver les ressources naturelles en obligeant les entreprises à concevoir leurs appareils électroniques et gadgets domestiques de façon modulaire. Ainsi, si quelque chose se casse, il ne faut changer que la pièce en question et les réparations deviennent plus faciles à effectuer.

Par exemple, dans le cas des téléphones, l'Union pourrait proposer un acte juridique visant à rendre obligatoire le remplacement par les grandes entreprises des composants qui ne fonctionnent plus, de manière à éviter l'achat de nouveaux téléphones. Cette approche constituerait une solution plus durable aux déchets électroniques.

On pourrait y parvenir grâce à des efforts politiques concertés pour soutenir une réglementation propre à mettre en place une approche plus durable et éthique des déchets électroniques.



## DÉCHETS ALIMENTAIRES, PAS DE PLASTIQUE, EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT: CHANGER LES HABITUDES DE CONSOMMATION

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près d'un tiers des denrées alimentaires produites sont perdues ou gaspillées chaque année<sup>51</sup>. Quelque 88 millions de tonnes d'aliments sont gaspillés chaque année dans l'Union, pour un coût associé estimé à 143 milliards d'euros<sup>52</sup>. Dans l'Union, les ménages sont les principaux producteurs de déchets alimentaires; vient seulement ensuite l'agriculture. En plus de ne pas être éthique, le gaspillage alimentaire a une incidence négative sur l'environnement et l'économie, étant donné que de l'eau et de l'énergie ont déjà été gaspillées pour produire ces denrées, qui sont ensuite jetées. La plupart des déchets alimentaires pourraient être évités car ils sont dus à des modes de conservation inappropriés, situation qui est exacerbée par l'absence d'un enseignement de qualité sur le gaspillage alimentaire.

*Dans le même temps, les Européens produisent 25 millions de tonnes de déchets plastiques par an<sup>53</sup>. Le plastique pollue nos fleuves, nos océans et nos sols. Les Nations unies mènent une campagne pour des océans propres et l'Union européenne a lancé cette année une stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire, dont le but est de transformer la manière dont les plastiques sont produits, utilisés et recyclés et d'éliminer les principales sources de déchets marins. En outre, l'accès à de l'eau propre et à l'assainissement est un droit de l'homme et les risques liés à son absence vont de l'expansion des déserts aux maladies mortelles, en passant par les conflits.*

*Les jeunes appellent de leurs vœux un changement de mentalité, en commençant par une sensibilisation spécifique au développement durable dans les écoles et par l'établissement de nouvelles règles pour orienter notre mode de vie et préserver l'environnement.*

### 94. PROMOUVOIR UNE APPROCHE SANS PLASTIQUE

*Idee émise lors d'une table ronde d'experts*

L'Union devrait chercher à financer la recherche sur les matériaux de substitution permettant de fabriquer du plastique. Par exemple, il existe un type de plastique fabriqué à partir de champignons, tandis que le bambou peut servir à créer des ustensiles réutilisables, qui contribueraient à décourager le recours actuellement répandu au plastique.

La question de l'élimination de la pollution par les matières plastiques implique, pour l'essentiel, de produire et d'utiliser moins de plastique jusqu'à parvenir à un mode de vie sans plastique. Si l'élimination complète et immédiate du plastique peut sembler impossible, nous pouvons en réduire l'utilisation, recycler et trouver d'autres sources écologiques pour le produire.

En outre, l'Union pourrait rendre obligatoire un étiquetage indiquant si les produits contiennent du plastique, en quelle quantité et de quel type – par exemple, si le plastique est réutilisé ou s'il a été fabriqué à partir de sources moins polluantes. Une autre manière de promouvoir les produits sans plastique est d'approvisionner les magasins en gadgets du quotidien sans plastique à distribuer gratuitement.

<sup>51</sup> Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Principaux résultats », <http://www.fao.org/save-food/ressources/keyfindings/fr/> (consulté en juin 2018)

<sup>52</sup> Commission européenne, « Food Waste » (Gaspillage alimentaire), [https://ec.europa.eu/food/safety/food\\_waste\\_en](https://ec.europa.eu/food/safety/food_waste_en) (consulté en juillet 2018)

<sup>53</sup> Commission européenne, « Déchets plastiques : une stratégie européenne pour protéger la planète, défendre nos citoyens et soutenir nos entreprises », [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-5\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-5_fr.htm) (consulté en juillet 2018)

<sup>54</sup> Pacific Garbage Screening, « Plastic in the oceans » (Plastiques dans les océans), <https://pacific-garbage-screening.de/en/problem/> (consulté en juin 2018)

### 95. FINANCER LE NETTOYAGE DES DÉCHETS PLASTIQUES QUI POLLUENT LES OCÉANS

*Idee émise lors du débat*

La quantité de déchets plastiques dans les océans est estimée à 150 millions de tonnes, soit à peu près un cinquième du poids de l'ensemble des poissons présents dans nos océans<sup>54</sup>. Mais comment nettoyer un milieu aussi vaste ? Selon Marcella Hansch, architecte et fondatrice de Pacific Garbage Screening, il convient de concevoir une plateforme non polluante qui pourrait être installée dans les fleuves et les océans pour filtrer les matières plastiques.

Dans les océans, une telle plateforme permettrait de réduire les courants en les faisant passer par un système de canal où les matières plastiques, plus légères, remonteraient lentement à la surface. Aucun filet ne serait nécessaire, de sorte que les poissons pourraient traverser la plateforme sans danger.

L'Union pourrait financer des équipes et des projets communs d'ingénieurs, d'architectes et de scientifiques en vue de développer de nouvelles solutions en matière de nettoyage des océans et s'inspirer de tels projets.

## 96. UNE NOUVELLE CULTURE POUR LES MAGASINS D'ALIMENTATION ET LA FISCALITÉ

Valeria

L'Union devrait encourager la création de magasins sans plastique, où tous les articles vendus sont fabriqués sans plastique, tout en adoptant des mesures pour soutenir les magasins qui mettent en œuvre des politiques visant à réduire le plastique. Par exemple, l'Union pourrait inviter les supermarchés à créer des rayons de produits sans plastique, à exclure les sacs en plastique et à proposer plutôt à leurs clients uniquement des sacs en coton ou en papier. Elle pourrait ensuite rendre le plastique plus cher. Elle pourrait ainsi encourager les supermarchés à restituer de l'argent aux clients qui leur rapportent le plastique aux fins du recyclage ou d'une réutilisation. Cette politique est déjà appliquée dans certaines parties de la Scandinavie, où une bouteille est en fait « louée », la consigne étant remboursée au moment de la restitution de la bouteille en plastique vide.

Les magasins d'alimentation et les supermarchés jouent un rôle essentiel dans le façonnage des habitudes des consommateurs. En outre, de nombreux produits que nous achetons au supermarché, dont les fruits et les légumes, sont emballés dans du plastique. Dans certains cas, des sacs en plastique à usage unique restent disponibles.

Une autre idée clé concerne la fiscalité: les taxes devraient être plus élevées pour les supermarchés et les entreprises qui utilisent davantage de plastique et moins élevées s'ils réduisent l'utilisation du plastique. De plus, les entreprises qui continuent à utiliser des matières plastiques ou qui les considèrent comme un élément essentiel de leur modèle d'entreprise pourraient être encouragées à soutenir les projets visant à nettoyer les océans.

Pour ceux qui montrent l'exemple, un autre type de récompense pourrait être envisagé: un certificat de qualité ou un système de classement par étoiles pour les entreprises durables, de même qu'une formation gratuite à l'intention de leur personnel sur la manière de devenir encore plus respectueux de l'environnement. De cette façon, les magasins d'alimentation, les supermarchés et les entreprises deviendront des modèles, en assumant leur part de responsabilité et en contribuant à la sensibilisation de la population.

## 97. RENDRE LA RÉDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE LÉGALE ET OBLIGATOIRE

*Idée émise lors d'une table ronde d'experts*

L'Union devrait adopter une législation imposant aux supermarchés de trouver des moyens de réduire le gaspillage alimentaire.

Dans les supermarchés, il est fréquent que les aliments dont la date de péremption est proche soient jetés. Or, dans de nombreux cas, la date de péremption ne correspond pas à la date réelle à laquelle l'aliment ne peut plus être consommé. En outre, la législation en la matière diffère d'un État membre de l'Union à l'autre; l'Union doit harmoniser ces règles.

La législation devrait également viser à garantir que les aliments dont la date de péremption est proche soient placés de manière visible sur les rayonnages et proposés à prix réduit ou, s'ils sont périmés, distribués gratuitement. À titre d'exemple, la France s'est déjà dotée d'une loi qui impose aux grandes surfaces de donner aux associations caritatives et aux banques alimentaires les aliments invendus dont la date limite d'utilisation optimale approche<sup>55</sup>. L'idéal est d'éviter complètement le gaspillage alimentaire et de distribuer gratuitement les aliments périmés aux personnes et aux associations caritatives. De cette manière, il est possible de lutter non seulement contre le gaspillage alimentaire, mais aussi contre la faim et la pauvreté.

<sup>55</sup> The Guardian, « French law forbids food waste by supermarkets » (La législation française interdit le gaspillage alimentaire dans les supermarchés), <https://www.theguardian.com/world/2016/feb/04/french-law-forbids-food-waste-by-supermarkets> (consulté en juillet 2018)





## 98. SIMPLIFIER LES DÉMARCHES POUR LES DONS ALIMENTAIRES

*Idée émise lors d'une table ronde d'experts*

L'Union pourrait encourager de nouvelles manières de partager les denrées alimentaires. Au fur et à mesure que la notion d'« économie du partage » se répand, il est évident que les avantages financiers de ce phénomène sont généralement limités à ceux qui possèdent des biens ou des véhicules. Afin de créer une économie véritablement « partagée », l'Union devrait s'efforcer de rendre possible le partage des produits d'usage courant.

À titre d'exemple, l'application Too Good to Go, disponible aujourd'hui dans huit pays, permet de récupérer les invendus à travers une plateforme qui met en relation ceux qui ont des excédents alimentaires avec ceux qui recherchent des denrées comestibles à bon prix.

L'Union devrait soutenir ces initiatives émanant de la société et créer un marché numérique des déchets alimentaires, associant les agriculteurs, les restaurants, les magasins d'alimentation et les consommateurs, où quiconque ayant des excédents alimentaires pourrait s'inscrire afin que ses « déchets » profitent à ceux qui en ont besoin.

## 99. ENSEIGNER LA DURABILITÉ À L'ÉCOLE

*Dina & Giusy*

La durabilité est un concept important pour l'avenir et l'éducation est essentielle, car il est plus facile d'adhérer à de bonnes pratiques à un jeune âge. Cela vaut également pour la sensibilisation aux moyens d'éviter le gaspillage alimentaire et le plastique. L'Union pourrait contribuer à faire en sorte que ces sujets soient abordés à l'école. Les écoles pourraient proposer des leçons qui donneraient aux enfants la possibilité de cuisiner et de nettoyer ensemble, leur enseigneraient la valeur des aliments et les conséquences négatives de l'absence de considération pour l'environnement et leur apprendraient à adopter des modes de vie sains et à améliorer leurs aptitudes à la gestion des denrées alimentaires.

Des partenaires pourraient être associés au soutien de ces initiatives éducatives, par exemple en approvisionnant les écoles en bouteilles réutilisables. Dans le cadre de ces actions de sensibilisation, l'Union pourrait promouvoir les synergies entre les écoles et les parcs nationaux, sous la forme de camps d'été faisant découvrir l'environnement.

Ces initiatives pourraient inculquer naturellement aux enfants le respect de la nature et la protection des animaux, qu'ils conserveront une fois adultes.

## 100. DÉVELOPPER UN SYSTÈME D'UTILISATION DES EAUX DE PLUIE POUR LES SANITAIRES

*Idée émise lors d'une table ronde d'experts*

L'Union pourrait soutenir un programme de récupération des eaux de pluie pour les toilettes et le jardinage au niveau des ménages. Il pourrait s'agir notamment d'encourager les citoyens à utiliser des réservoirs de récupération des eaux de pluie dans leurs ménages.

L'eau doit être un bien commun facilement accessible à tous, dans des conditions équitables. En effet, en 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a explicitement reconnu le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement et déclaré que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est essentiel à l'exercice de tous les droits de l'homme. À l'heure actuelle, les sources d'eau s'épuisent progressivement et les prix de l'eau peuvent être élevés. Cette idée contribuerait à réduire le gaspillage inutile de l'eau potable.



## ENTRETIEN

“

### Comment la recherche spatiale peut-elle nous aider à protéger notre planète?

*La recherche spatiale peut nous aider à mieux comprendre notre planète et les moyens de la protéger. De plus, les frontières ne sont pas visibles depuis l'espace. On voit une entité à part entière, sans nations, une planète en équilibre, qui n'est protégée que par la fine couche de l'atmosphère, ainsi que les dévastations que nous produisons sur la planète. Mais la Terre ne va pas mourir, elle s'en sortira. C'est nous qui allons disparaître si nous continuons de la sorte.*

**Paolo Nespoli,**

astronote, Agence spatiale européenne (ESA) et NASA

Orateur lors d'une table ronde d'experts sur le thème  
« Ma sortie dans l'espace »

”



# COMMENTAIRE DU FORUM EUROPÉEN DE LA JEUNESSE

## NIVEAU LOCAL, NIVEAU MONDIAL

Nous savons tous qu'il n'y a pas de planète B. Mais au-delà de ce que notre planète peut supporter concrètement, nous devons avoir une vue d'ensemble des choses et réorienter nos vies quotidiennes et nos actes vers le développement durable. Il n'y a pas de planète B pour faire face à un taux de chômage élevé chez les jeunes, aux inégalités croissantes et à l'exclusion des jeunes du processus décisionnel. L'Europe doit montrer la voie en modifiant les pratiques et les situations qui contribuent aux inégalités et à la mise en danger de notre planète. Le Forum européen de la jeunesse souhaite transformer la planète A et réorienter nos systèmes vers le développement durable.

« Il n'y aura pas d'emploi sur une planète morte. » Tel était le slogan de la Confédération syndicale internationale (CSI) pour la conférence de Paris sur les changements climatiques qui s'est tenue en décembre 2015. Pour la CSI, ce slogan démontre qu'il est urgent de lutter contre le changement climatique et de travailler sur des questions liées à la durabilité environnementale. D'après le Forum européen de la jeunesse, la nécessité de protéger la planète découle non seulement des questions liées au chômage des jeunes, mais aussi du souci des droits et du bien-être de la génération actuelle de jeunes et des générations futures. Il n'aura pas non plus de participation des jeunes, de démocratie et d'Europe sur une planète morte.

Lors du festival YO!Fest et de la rencontre des jeunes européens 2018, il a été reconnu qu'il est absolument urgent de protéger notre planète afin de protéger notre avenir et celui des générations futures. Le développement durable nécessite une réévaluation de notre relation avec la nature. Les échanges ont porté essentiellement sur la lutte contre le changement climatique, la diminution de la biodiversité, la pollution, la consommation non durable et la surexploitation des ressources naturelles. Lors des échanges, il a également été admis que les questions environnementales ne peuvent être traitées sans tenir compte des politiques économiques et sociales. D'une part, une transition juste vers une économie qui n'est pas axée sur les combustibles fossiles exige que les questions sociales et économiques soient examinées parallèlement aux préoccupations environnementales, de manière à protéger le bien-être et les perspectives d'emploi des citoyens; d'autre part, le traitement des incidences environnementales des politiques économiques et sociales ne peut être externalisé ou laissé aux générations futures, si l'on ne veut pas que la planète succombe à notre recherche de progrès et d'opportunités. Plusieurs événements et sessions organisés sur ce thème ont mis l'accent sur les objectifs de développement durable adoptés au niveau international, considérant que la protection de notre planète fait partie intégrante d'un mouvement plus large visant à engager le monde sur la voie d'une trajectoire plus durable et à assurer la paix, la prospérité et le bien-être pour tous.

L'Union européenne doit se montrer ambitieuse en renforçant les actions destinées à protéger notre planète dans le cadre des efforts déployés pour œuvrer en faveur d'un développement véritablement durable. À cette fin, l'Union doit se concentrer sur les éléments suivants.

L'Union a joué un rôle moteur dans les négociations concernant le programme de développement durable à l'horizon 2030, à portée

universelle, et ses objectifs de développement durable, adoptés en 2015. Depuis lors, elle n'a pas réussi à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre complète et ambitieuse du programme sur son territoire. La réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau européen donnerait à l'Union la possibilité de relever de manière intégrée les défis auxquels l'Europe est confrontée. Une approche systémique est nécessaire pour encourager les décideurs politiques à se pencher sur la situation structurelle et à s'attaquer aux causes profondes des problèmes constatés. L'Union doit prendre en considération les interactions entre les différents domaines d'action et les dimensions sociales, environnementales et économiques du développement durable pour assigner aux systèmes économiques et sociaux comme but ultime le bien-être des populations et de la planète. Pour y parvenir, l'Union doit mettre en place une stratégie globale et ambitieuse en matière de développement durable. La reconnaissance de ces interactions est également nécessaire en vue de lutter contre les formes multiples et croisées de discrimination, à travers, par exemple, la reconnaissance des liens entre les incidences du changement climatique et les droits des femmes. Le développement durable passe impérativement par une approche fondée sur les droits et par la réalisation de tous les objectifs de développement durable pour tous les groupes de la société.

### **Abandonner les pratiques non durables**

Les générations actuelles et passées mettent en péril l'avenir des jeunes par des pratiques économiques et financières non durables peu soucieuses des conséquences futures. Les modèles non durables de



consommation, de production, de commerce et d'investissement compromettent l'avenir des peuples et de la planète. Dans notre culture consumériste actuelle, il n'est pas facile pour tous d'adopter un mode de vie durable. Il incombe, en particulier, à l'Union européenne de relever ces défis et de prendre d'urgence des mesures pour progresser vers l'égalité d'accès aux ressources et l'égalité en matière de consommation des ressources, compte tenu de la capacité d'absorption de la planète. Lors du festival YO!Fest et de la Rencontre des jeunes européens, les échanges ont porté essentiellement sur le gaspillage alimentaire et la consommation non durable des denrées alimentaires, les déchets plastiques, la réduction des subventions pour la production de viande et la fixation d'un calendrier pour mettre fin à l'extraction des combustibles fossiles.

### **Promouvoir et privilégier des pratiques plus durables**

Tout en mettant en place des mesures visant à mettre fin aux pratiques non durables en matière d'extraction, de production et de consommation, l'Union devrait également accorder la priorité à la promotion et au soutien de pratiques plus durables. Les jeunes et leurs organisations ont un rôle important à jouer dans la mise en place et la promotion de pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement, y compris en communiquant sur la valeur intrinsèque de la nature et sur les avantages de préserver suffisamment de ressources. Des mesures énergiques de la part de l'Union et des gouvernements européens sont également nécessaires. L'Union devrait soutenir l'éducation au développement durable dans l'enseignement formel et non formel, en reconnaissant le travail que les organisations de jeunesse accomplissent déjà pour promouvoir des modes de vie plus durables. Les institutions et les gouvernements devraient également veiller à ce que chacun ait accès à des pratiques durables, telles que des transports

respectueux de l'environnement, en soutenant et en encourageant des systèmes de transport durables et abordables, par exemple.

### **Promouvoir les réponses locales et mondiales**

Le développement durable requiert l'adoption de mesures à tous les niveaux, de l'échelon local à l'échelon mondial, ainsi que le constat que les mesures prises à un certain niveau auront des répercussions sur des actions à d'autres niveaux. Au niveau local, les jeunes prennent souvent l'initiative des changements qui contribuent à engager le monde sur la voie d'une trajectoire plus durable. Les organisations de jeunesse amplifient la voix des jeunes qui plaident collectivement en faveur du développement durable aux niveaux local, national, régional et mondial. Sur la voie du développement durable, il est essentiel de soutenir ces changements et de permettre à ces jeunes d'être entendus.

À l'évidence, le système économique, social et politique d'aujourd'hui ne fonctionne ni pour notre planète ni pour les peuples, en particulier les jeunes. Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'œuvrer en faveur d'un changement fondateur, d'un système qui place les besoins de la planète et les droits des peuples, et non des intérêts purement économiques, au cœur de ses priorités.

La European Youth Press, association qui regroupe 60 000 journalistes d'Europe, organise de nombreux événements pour les jeunes journalistes, promeut le rôle des médias de la jeunesse et la liberté de la presse en Europe et prend part à des discussions au sujet des normes de l'éducation journalistique et des politiques médiatiques au sein de l'Union européenne. La EYP a mis sur pied une équipe de dix reporters EYE chargée de rédiger un rapport général sur la rencontre EYE.

Sous la direction de deux rédacteurs en chef, une équipe de huit reporters généralistes et spécialistes européens ont été réunis pour recueillir, développer et décrire les principales réflexions et idées de la rencontre des jeunes européens. Le présent rapport contient les 100 idées les plus constructives. Le Forum européen de la jeunesse a apporté sa contribution sous la forme d'un commentaire de deux pages sur chacun des cinq thèmes.

# Les auteurs



**Greg Bianchi**  
Rédacteur en chef



**Julie Mahlerová**  
Rédactrice en chef



**Irene Dominioni**  
Spécialiste (Jeunes et Vieux)



**Eleanor Brooks**  
Spécialiste (Riches et Pauvres)



**Antonis Raphael Stylianou**  
Spécialiste (Ensemble et Séparément)



**Robert Nesirky**  
Spécialiste (En sécurité et En danger)



**Anna Ferrari**  
Spécialiste (Niveau local, Niveau mondial)



**Stephanie Stelko**  
Généraliste (Jeunes et Vieux,  
Riches et Pauvres)



**Claas Verron Martinez**  
Généraliste (Riches et Pauvres,  
Ensemble et Séparément)



**Henrike Freytag**  
Généraliste (En sécurité et En danger,  
Niveau local, Niveau mondial)

 European Youth Event

 @EP\_EYE2018

 @EP\_EYE

 [www.eyeye2018.eu](http://www.eyeye2018.eu)



Office des publications